



HUMAN
RIGHTS
WATCH

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Documents publiés par Human Rights Watch
depuis le coup d'État de la Séléka en mars 2013



République centrafricaine

Documents publiés depuis le coup d'état de la Séléka

Ce document contient la majeure partie des informations recueillies et diffusées par Human Rights Watch sur la situation en matière de droits humains en République centrafricaine, après le coup d'État du 24 mars 2013 contre l'ancien président François Bozizé. Pour consulter la totalité du travail de Human Rights Watch concernant la République centrafricaine, y compris des photos, des images satellite et des rapports, veuillez visiter notre site internet à l'adresse suivante: <http://www.hrw.org/fr/africa/central-african-republic>

Le cauchemar des musulmans en République centrafricaine	1
Le 17 mars, 2014 – Op-ed Publié dans le Washington Post.....	1
Des combattants de la Séléka ont attaqué un village	4
Le 16 mars, 2014 – Communiqué de presse.....	4
Les communautés musulmanes contraintes à la fuite	8
Le 7 mars, 2014 – Communiqué de presse	8
Les musulmans contraints à fuir le pays	13
Le 12 février, 2014 – Communiqué de presse.....	13
Il faut que justice soit rendue pour les lynchages.....	26
Le 6 février, 2014 – Communiqué de presse	26
Redéfinissons l'intervention en Centrafrique	29
Le 5 février, 2014 – Op-ed Publié dans Le Monde.....	29
Des combattants de la Séléka se regroupent dans le nord	32
Le 5 février, 2014 – Communiqué de presse	32
Quand un peu de beauté émerge soudain au milieu du carnage	39
Le 5 février, 2014 – Point de vue.....	39

«Nous nous vengerons».....	41
Le 28 janvier, 2014 – Point de vue.....	41
Rapport Mondial 2014: République centrafricaine.....	45
Le 21 janvier, 2014 – Chapitre de pays	45
Conseil des droits de l'homme de l'ONU: Session spéciale sur la situation des droits humains en République centrafricaine	51
Le 20 janvier, 2014 – Déclaration	51
Cette fois-ci, l'ONU ne peut pas laisser un pays africain échouer.....	53
Le 7 janvier, 2014 – Op-ed Publié dans Bloomberg	53
La République centrafricaine fait face à son moment de vérité avec la responsabilité de protéger	56
Le 20 décembre, 2013 – Op-ed Publié dans OpenGlobalRights/OpenDemocracy	56
Les atrocités sectaires s'intensifient.....	61
Le 19 décembre 19, 2013 – Communiqué de presse.....	61
Face au colonel Zabadi.....	65
Le 11 décembre, 2013 – Op-ed Publié dans The New York Times.....	65
Tragédie à la résidence de l'imam	68
Le 7 décembre, 2013 – Point de vue	68
Les soldats africains chargés du maintien de la paix sauvent la vie de civils à Bossangoa .	72
Le 5 décembre, 2013 – Point de vue	72
Sanctionner les auteurs d'exactions	74
Le 5 décembre, 2013 – Op-ed Publié dans Le Monde	74
Comment un crime de guerre est visible de l'espace	77
Le 26 novembre, 2013 – Point de vue	77
Point de vue: Ma rencontre avec le Général.....	79
Le 25 novembre, 2013 – Point de vue	79
Des crimes de guerre commis par des ex-rebelles de la Séléka	81
Le 25 novembre, 2013 – Communiqué de presse	81
Le 19 novembre, 2013 – Op-ed Publié dans le Courrier international	86
La mort d'un mot en République centrafricaine	91
Le 26 septembre, 2013 – Op-ed Publié dans Jeune Afrique	91

République centrafricaine : Les nouveaux dirigeants commettent de terribles exactions ..	94
Le 18 septembre, 2013 – Communiqué de presse	94
Un nouveau président mais toujours l'anarchie.....	98
Le 16 août, 2013 – Point de vue.....	98
Les forces de la Séléka tuent des dizaines de personnes et incendent des villages	100
Le 27 juin, 2013 – Communiqué de presse	100
De nombreuses exactions ont été commises après le coup d'État	105
Le 10 mai, 2013 – Communiqué de presse.....	105

Le cauchemar des musulmans en République centrafricaine

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/03/17/le-cauchemar-des-musulmans-en-republique-centrafricaine>

Le 17 mars, 2014 – Op-ed Publié dans le Washington Post

Halima, une femme musulmane de 25 ans, n'a pas pu retenir ses larmes lorsque nous nous sommes revus récemment à Bossemptélé, à 300 kilomètres au nord de Bangui, la capitale de la République centrafricaine. Je l'avais rencontrée deux jours auparavant. Elle vivait alors sous la protection de l'Église catholique, après que des miliciens anti-balaka eurent massacré plus de 80 musulmans à Bossemptélé.

Au cours des six derniers mois, les anti-balaka ont cherché à se venger suite aux ravages causés par la coalition rebelle Séléka, à dominante musulmane, qui avait pris le pouvoir en mars 2013 dans ce pays à majorité chrétienne.

Lors de notre première rencontre, Halima nous a dit que son mari et son beau-père figuraient parmi les victimes, que ses trois enfants s'étaient enfuis pour échapper aux tueurs et qu'elle était sans nouvelles d'eux depuis lors. Il restait alors environ 270 musulmans dans la ville. Deux jours plus tard, il ne restait plus que 80 musulmans à la mission catholique – en grande majorité des femmes, des enfants et des personnes handicapées.

Entre-temps, un convoi de camions était passé, en route vers le Cameroun. Les personnes qui en avaient encore la force ont saisi l'occasion d'échapper à la terreur des anti-balaka, abandonnant les plus faibles. Des parents ont laissé derrière eux des enfants handicapés ; certains pères sont partis sans leurs femmes et leurs enfants. Ils cherchaient désespérément à fuir ce cauchemar qu'est devenue la République centrafricaine pour les habitants musulmans, qui payent de leurs vies les méfaits commis par la Séléka.

Pour Halima qui était d'une maigreur inquiétante, la mort semblait être la seule option restante. « *Il n'y a personne pour m'aider* », nous a-t-elle dit en pleurant. « *Je n'avais pas la force de monter dans les camions et personne ne m'a aidée. Je les appelais pour qu'ils m'emmènent, mais ils sont partis sans moi.* » Elle avait cessé de s'alimenter et était en train de mourir.

Tout autour de nous, se trouvaient des personnes abandonnées. Mikaila, un petit garçon de 10ans, et sa sœur Zenabu, âgée de 15 ans, tous deux paralysés par la polio, nous ont confié que leurs parents avaient fui en cherchant refuge au Cameroun après les attaques de janvier, les avaient déposés à la mission catholique et avaient promis de revenir, mais n'étaient pas réapparus. Al-Hadj Towra, âgé de 70 ans, mains et pieds rongés par la lèpre, avait été abandonné, grabataire, à son domicile, où un prêtre l'a retrouvé deux jours plus tard.

Les seules forces qui semblent capables de protéger les communautés musulmanes vulnérables de l'action meurtrière des milices anti-balaka sont les courageux pères et sœurs catholiques de la mission de Bossempété, qui ont risqué leur vie pour sauver des musulmans. Le père Bernard Kinre nous a déclaré avoir passé plusieurs jours à chercher des musulmans ayant pu survivre au massacre de janvier. Il a serré dans ses bras lyasa, un rescapé de la polio âgé de 12 ans, et a raconté comment il avait découvert ce garçon, cinq jours après et toujours en état de choc, abandonné près d'une rivière. « *Il a essayé de s'enfuir quand nous l'avons trouvé* », a dit le père Kinre, tout en chatouillant lyasa, un sourire aux lèvres. « *Il croyait que j'étais un anti-balaka qui venait le tuer.* »

L'humanité, le courage et l'esprit d'initiative des prêtres catholiques sont remarquables au milieu de tous ces massacres, Ils sont pratiquement les seuls à tenter de faire cesser les massacres et protéger les personnes vulnérables, mettant souvent leur propre vie en danger. La France et l'Union africaine ont déployé au total des milliers de soldats de maintien de la paix mais dans les régions que nous venons de visiter, leurs efforts pour protéger les civils souffrent de la comparaison avec l'incroyable bravoure dont font preuve les membres du clergé catholique.

Des communautés musulmanes entières ont disparu. Autrefois plus de 4 000 musulmans vivaient à Baoro, et y fréquentaient plus d'une douzaine de mosquées. Aujourd'hui cette ville ne compte plus de musulmans ni de mosquées. Les derniers musulmans de Boali, où le prêtre catholique avait accordé le refuge à 700 d'entre eux dans son église, se sont

enfuis vers le Cameroun. Les derniers musulmans de Yaloké, où vivaient plus de 10 000 adeptes de la religion islamique, ont fui vers le Tchad.

Le dernier musulman qui se trouvait encore à Mbaiki, Saleh Dido, a été tué le 28 février par des anti-balaka, qui l'ont égorgé alors qu'il tentait de trouver refuge auprès de la police. Trois semaines auparavant, la présidente par intérim de la République centrafricaine, Catherine Samba-Panza, et le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, avaient visité Mbaiki et décrit cette ville comme un symbole de «*vie ensemble entre les communautés*» et de «*réconciliation*». Mais aujourd'hui, il n'y a plus aucun signe des 4 000 musulmans qui y vivaient, et leurs mosquées sont détruites.

Ceux qui sont restés dans d'autres villes, comme les quelque 4 000 musulmans de Boda, vivent constamment dans la peur et dans des conditions humanitaires déplorables. Nous avons vu dans cette ville des familles qui étaient littéralement en train de mourir de faim. Un homme squelettique, membre de l'ethnie Peuhl, Al-Haj Abdou Kadil, nous a dit qu'il venait juste d'enterrer deux de ses enfants, Moussa, 3 ans, et Mahamat, 4 ans, morts de faim la veille. Il nous a menés voir sa femme, qui était trop affaiblie pour parler.

Trop peu de soldats de maintien de la paix ont été déployés trop tard, et l'on a sous-estimé le triple défi posé par le désarmement de la Séléka, la capacité à maîtriser forces anti-balaka, et la protection de la minorité musulmane. Désormais, leur seule option semble être de faciliter les évacuations, au risque de contribuer précisément au nettoyage ethnique qu'elles étaient censées empêcher.

Au cours des six derniers mois, l'administration Obama a fourni un soutien financier et logistique à la mission de l'Union africaine, ainsi qu'une aide humanitaire valorisée à plus de 45 millions de dollars. Le gouvernement américain devrait toutefois aller plus loin pour endiguer les violences commises par les anti-balaka, notamment en soutenant fortement l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations Unies d'une résolution qui autoriserait le déploiement d'une mission de maintien de la paix dotée des ressources, de l'expertise et de la volonté nécessaires pour protéger les civils.

En l'absence de telles conditions sécuritaires de base, la reconstruction de la République centrafricaine sera encore plus coûteuse et douloureuse.

Des combattants de la Séléka ont attaqué un village

Les forces françaises et africaines devraient accroître le nombre de patrouilles visant à protéger les civils

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/03/11/republique-centrafricaine-des-combattants-de-la-seleka-ont-attaque-un-village>

Le 16 mars, 2014 – Communiqué de presse

(Bangui) – Le 26 février 2014, des combattants lourdement armés de la Séléka auxquels s'étaient joints des bergers peuhls musulmans ont mené une attaque meurtrière contre le village de Bowai, au nord-est de Bossangoa, en République centrafricaine, a indiqué Human Rights Watch aujourd'hui. Cette attaque a causé la mort de huit personnes, et au moins dix autres – de jeunes enfants pour la plupart – ont été blessés par balles. Après que la population civile ait pris la fuite, les assaillants ont incendié de nombreux bâtiments dans le village, et dans certains cas ils ont pris au piège des personnes à l'intérieur de leurs maisons avant d'y mettre le feu.

Human Rights Watch a prévenu que d'autres attaques contre des civils par des membres de la Séléka pourraient se produire, et a exhorté les forces françaises et africaines à accroître le nombre de patrouilles dans cette région, située à une soixantaine de kilomètres au nord-est de Bossangoa. La France, l'Union africaine (UA), l'Union européenne et les pays concernés devraient de toute urgence consolider les efforts visant à fournir une protection efficace aux civils, notamment en déployant des troupes supplémentaires et en renforçant les troupes de l'UA se trouvant déjà sur le terrain.

« *Les combattants de la Séléka sont retournés dans la région de Bossangoa pour poursuivre leurs attaques meurtrières contre la population locale* », a déclaré Peter Bouckaert, directeur du programme Urgences au sein de Human Rights Watch. « *Les forces françaises et de l'UA devraient déployer des troupes dans cette région afin d'empêcher de nouvelles attaques par la Séléka.* »

Selon de nombreux récits de témoins oculaires recueillis par Human Rights Watch, ainsi que d'après des informations confidentielles transmises par des sources humanitaires, un

groupe constitué de nombreux combattants de la Séléka lourdement armés et soutenus par des bergers peuhls a encerclé le village de Bowai aux environs de midi le 26 février ; ces hommes ont immédiatement commencé à tirer sans discernement sur les habitants, qui ont pris la fuite, terrifiés. Les Peuhls constituent un groupe ethnique principalement musulman, qui domine le commerce de bétail en Afrique centrale et occidentale.

Innocent Daibenamna, 44 ans, a expliqué à Human Rights Watch qu'il était chez lui au village, lorsque l'attaque a commencé vers 13h00 :

Ce sont les Séléka et les Peuhls qui sont venus nous attaquer, et ils se sont mis à incendier toutes les maisons. Ils sont arrivés à pied et ils étaient lourdement armés ; ils étaient plus d'une centaine. Ils ont d'abord encerclé le village, pour qu'on ne puisse pas s'échapper. Les combattants de la Séléka portaient des uniformes militaires et des bérets rouge et vert, mais les Peuhls portaient leur robe traditionnelle. Ils étaient armés de kalachnikovs, de lance-grenades et de mitrailleuses lourdes.... Quand les tirs ont commencé, nous nous sommes tous enfuis pour nous réfugier dans la brousse. Alors ils sont entrés dans le village et ont incendié toutes les maisons. À notre connaissance, huit personnes sont mortes, et nous avons transporté dix blessés à Bossangoa, mais d'autres enfants sont toujours portés disparus et sont peut-être morts dans la brousse eux aussi.

Des combattants de la Séléka et des Peuhls ont tiré sur Maxim Beamkoma, 35 ans, le blessant au pied. Ils l'ont enfermé dans sa maison et y ont mis le feu alors qu'il se trouvait à l'intérieur. Il a survécu à l'attaque :

J'étais chez moi lorsque les Séléka et les Peuhls ont attaqué. Ils se sont mis à tirer et je me suis réfugié à l'intérieur. À ce moment-là j'avais été blessé au pied par balle. Ensuite, ils m'ont enfermé à l'intérieur et ils ont mis le feu au toit de chaume au-dessus de moi. Je savais que si je sortais ils me tuaient, aussi j'ai dû rester à l'intérieur de la maison qui brûlait.

Hortense Dansio, une jeune mère de 21 ans, a expliqué à Human Rights Watch qu'elle a fui les attaquants en portant dans ses bras sa fille de 1 an, Aminata Beamkona, mais le bébé,

tandis qu'elle la transportait, a été touché aux deux jambes par les tirs d'un combattant de la Séléka :

Le bébé était dans mes bras tandis que nous fuyions, pendant que les Séléka et les Peuhls attaquaient. J'ai vu celui qui nous a tiré dessus. C'était un Séléka portant un uniforme militaire. Il arrivait sur nous et il nous a tiré dessus, blessant Aminata aux jambes, et j'ai dû continuer à courir.

Les villageois ayant pu survivre à l'attaque ont indiqué à Human Rights Watch que la majorité des blessés étaient de jeunes enfants, et qu'au moins trois des personnes tuées étaient également des enfants. Debonheur Beamkona, 4 ans, a été blessé aux jambes par la même balle qui a tué sa mère, Yasmine Nganassem, 24 ans, alors qu'elle le portait en s'ensuyant. Sa grand-mère, Catherine Goudongoye, 54 ans, a également été tuée par arme à feu. Irma Beamkoma, 4 ans, a été tuée par balle alors qu'elle tentait de s'enfuir. Divina Beamkoma, 7 ans, a également été touchée aux jambes dans sa fuite. Plus d'une dizaine d'enfants et d'adultes sont toujours portés disparus et présumés morts, dont Girabelle Bassanguanam, 13 ans, et Géraldine Beamkoma, 7 ans.

« *La brutalité des combattants de la Séléka demeure intacte – la plupart des morts et des blessés de Bowai étaient des femmes et des enfants terrorisés et tentant de fuir* », a déclaré Peter Bouckaert. « *Les combattants de la Séléka devraient répondre de ces crimes odieux devant la justice.* »

L'attaque du 26 février contre Bowai était la première attaque importante des Séléka dans la région de Bossangoa depuis des mois, à la suite du confinement des combattants de la Séléka à Bossangoa par les forces françaises en décembre, et de leur départ de cette ville à la mi-janvier. Toutefois, des combattants de la Séléka ont également mené des attaques au nord-ouest de Bossangoa, contre le village de Boguila le 28 février, et contre le village de Nana Baria le 7 mars. Lors de ces deux attaques, les combattants de la Séléka ont pillé les bureaux d'organisations humanitaires et volé des véhicules utilisés à des fins humanitaires. Les combattants ont également incendié des domiciles de civils, et tiré sur la population pour forcer les habitants à fuir les villages.

La poursuite de la présence et des agissements de la Séléka dans la proximité de

Bossangoa représente en outre une menace pour de nombreux villages avoisinants.

Le 28 août 2013, Bowai a également été la cible d'une attaque lorsque le commandant Séléka de Nana Bakassa, le Capitaine Ousman, a encerclé le village et détenu onze chefs de village, ne laissant libre que le chef de village musulman. Les chefs de village détenus ont été ligotés avec les mains et les pieds dans le dos, selon une méthode de torture douloureuse pouvant entraîner une paralysie à long terme des bras et des jambes. Le Capitaine Ousman a alors réclamé une rançon de 50 000 CFA (100 USD) pour chaque chef de village. Les villageois ont payé les rançons, craignant pour la vie des chefs, qui ont été relâchés et ont fui le village.

Les communautés musulmanes contraintes à la fuite

Les forces africaines et françaises ne suffisent plus à endiguer la violence

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/03/06/republique-centrafricaine-les-communautes-musulmanes-contraintes-la-fuite>

Le 7 mars, 2014 – Communiqué de presse

(Bangui) – Les habitants musulmans de la République centrafricaine continuent de fuir le pays en masse afin d'échapper aux attaques menées sans relâche par des milices anti-balaka, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui, après avoir visité plusieurs villes et villages dans le nord-ouest du pays. La présence de soldats de maintien de la paix français et de l'Union africaine dans ces régions a été insuffisante pour protéger les habitants musulmans, qui sont pris pour cible par les anti-balaka en représailles pour les exactions horribles commises depuis un an par la coalition Séléka, à dominante musulmane.

L'Union européenne et d'autres pays que cette situation préoccupe devraient immédiatement aider les forces françaises et celles de l'Union africaine qui tentent de stabiliser le pays et de faire cesser les violences visant la communauté musulmane, a ajouté Human Rights Watch. Le Conseil de sécurité des Nations Unies devrait immédiatement autoriser le déploiement d'une mission de maintien de la paix de l'ONU robuste, comme l'a envisagé le Secrétaire général de l'ONU, pour protéger les civils et apporter la sécurité indispensable à la reconstruction du pays, qui a été dévasté par des violations massives des droits humains et la catastrophe humanitaire qui en résulte.

« On constate aujourd'hui que des communautés musulmanes tout entières, qui vivaient en République centrafricaine depuis des générations, fuient en abandonnant leurs maisons », a déclaré Peter Bouckaert, directeur de la division Urgences à Human Rights Watch. « Les musulmans de la République centrafricaine sont plongés dans une situation insupportable et subissent d'horribles violences, sans que les forces africaines et françaises sur place soient en mesure de les protéger. »

Human Rights Watch a également diffusé aujourd'hui des images nouvelles prises par satellite, qui documentent les destructions extensives de maisons commises par les

milices anti-balaka et, avant celles-ci, par la coalition Séléka, qui avait pris le pouvoir dans le pays lors un coup d'État en mars 2013.

Les milices anti-balaka se composent essentiellement d'habitants chrétiens et animistes qui se sont alliés en septembre pour se venger d'attaques perpétrées contre les chrétiens par la Séléka. Les troupes françaises et africaines, déployées en décembre pour faire cesser les violences de la Séléka, se sont en fait trouvées devant une situation où les anti-balaka avaient réussi à contrôler le terrain davantage, forçant les troupes de la Séléka à se replier et à se regrouper et rendant les habitants musulmans plus vulnérables aux pillages et aux saccages.

Au cours de la dernière semaine, Human Rights Watch a pu observer la fuite vers le Tchad ou le Cameroun, par les frontières du nord et de l'ouest du pays respectivement, de certains des derniers musulmans encore présents dans au moins 10 localités du nord-ouest de la République centrafricaine. Le 1er mars 2014, un convoi de camions en partance pour le Cameroun, protégé par les forces de maintien de la paix africaines, a permis d'évacuer la plupart des musulmans de Boali, de Bossempété et de Baoro.

À Boali, le convoi a évacué 650 musulmans qui vivaient sous la protection de l'Église catholique depuis six semaines, vidant la ville de toute présence musulmane. À Baoro, le convoi a évacué les 20 derniers musulmans de l'Église catholique où ils s'étaient réfugiés. Ainsi cette ville, qui naguère comptait environ 4.000 musulmans et au moins 12 mosquées, s'est retrouvée sans un seul résident musulman. À Bossempelé, le convoi a emmené quelque 190 musulmans, mais a laissé au bord de la route environ 65 personnes affaiblies et vulnérables, femmes, enfants et personnes handicapées, qui n'ont pas eu la force de grimper dans les camions. Human Rights Watch a vu neuf enfants musulmans souffrant des séquelles de la polio et un homme âgé et lépreux parmi les personnes abandonnées.

Halima, une femme musulmane de 25 ans souffrant de grave malnutrition, a déclaré à Human Rights Watch que les anti-balaka avaient tué son mari et son beau-père en janvier et que ses trois enfants avaient disparu dans la confusion qui s'est ensuivie. Elle avait tenté de monter à bord des camions qui partaient le 1er mars mais était trop affaiblie pour y parvenir: « *Il n'y avait personne pour m'aider* », a-t-elle dit en pleurant à Human Rights Watch. « *Je les appelais pour qu'ils m'emmènent, mais ils sont partis sans moi.* »

« *L'étendue des souffrances causées par la violence des anti-balaka est tout simplement inimaginable* », a affirmé Peter Bouckaert. « *Dans une tentative mal inspirée de venger les destructions perpétrées par la Séléka, les forces anti-balaka commettent des exactions horribles à l'encontre de certains habitants, pour la seule raison qu'ils sont musulmans.* »

La communauté musulmane de Yaloké, qui a compté plus de 10 000 personnes, a complètement disparu. Ses derniers membres sont partis pour le Tchad il y a une semaine. Dans un grand nombre de villes et de villages que Human Rights Watch a visités, dont les grands centres de négoce de Zawa, Bekadili et Boganangone et dans la ville plus petite de Boguera, il ne reste pas un seul musulman.

Le 28 février, des combattants anti-balaka ont tué le dernier musulman de Mbaiki, l'une des plus grandes villes du pays où vivaient au moins 4 000 musulmans avant le conflit. Les anti-balaka ont également incendié les deux principales mosquées de la ville. Ils ont capturé Saleh Dio, qui avait refusé de quitter la ville et tentait de gagner le poste de police pour s'y réfugier, et l'ont égorgé.

Le 12 février, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et la présidente par intérim de la République centrafricaine, Catherine Samba-Panza, avaient pourtant visité Mbaiki et décrit cette ville comme « *un symbole* » de coexistence pacifique et de réconciliation.

Même dans des communautés où il reste encore des musulmans, ceux-ci sont exposés à la violence extrême des anti-balaka. À Boda, un centre de négoce du diamant, on estime entre 3 000 et 4 000 le nombre des musulmans encore présents mais ils sont dans l'impossibilité de sortir du quartier musulman de la ville, malgré la présence de forces françaises. Les combattants anti-balaka ont interdit à quiconque de vendre de la nourriture aux musulmans et le 28 février, Human Rights Watch a constaté que de nombreux musulmans de Boda étaient en train de mourir de faim. Les soldats français sont déployés entre les communautés musulmane et chrétienne, les séparant l'une de l'autre, mais ils n'ont pas été en mesure de faire cesser le blocus alimentaire, a affirmé Human Rights Watch.

Al-Haj Abdou Kadil, un musulman très frêle, a raconté à Human Rights Watch qu'il venait d'enterrer deux de ses enfants, Moussa, 3 ans, et Mahamat, 4 ans, morts de faim la veille.

Sa femme était si affaiblie par la faim qu'elle ne pouvait plus parler.

À Bohong, un grand centre d'élevage de bovins dont de nombreux habitants sont membres de l'ethnie Peuhle, Human Rights Watch a vu 120 musulmans réfugiés dans la mosquée. Ils ont indiqué que les anti-balaka avaient exécuté deux éleveurs d'ethnie Peuhle qui étaient allés s'occuper de leurs vaches 10 jours auparavant. Quand Human Rights Watch a questionné les commandants anti-balaka au sujet de leur meurtre, ils ont semblé reconnaître leur responsabilité, en disant: « *Ils ont demandé à aller chercher leurs vaches et nous avons dit 'D'accord' mais ... eh bien ils ne sont pas revenus.* » Les commandants se sont alors mis à rire.

Images satellite

Human Rights Watch s'est procuré et a analysé des images satellite qui permettent de documenter l'échelle des destructions commises dans plus de 60 villes et villages dans le nord-ouest de la République centrafricaine, y compris lors des sept derniers mois quand davantage de forces de maintien de la paix ont été déployées.

À Bossangoa, par exemple, l'imagerie satellitaire montre le déplacement soudain de milliers d'habitants début décembre 2013, ainsi que la destruction systématique de plus de 1 400 bâtiments, résidentiels pour la plupart. Human Rights Watch a observé et a recueilli des témoignages confirmant l'exode de la quasi-totalité de la communauté musulmane de Bossangoa, soit entre 7 000 et 10 000 personnes. Ces résidents ont cherché refuge dans une école proche, l'École Liberté, après des attaques des anti-balaka le 5 décembre. Une campagne d'incendies systématiques d'immeubles résidentiels, menée entre la mi-décembre 2013 et la fin janvier 2014, a abouti à la destruction presque totale du quartier musulman de Boro, dans la partie nord de la ville.

À Bohong, des témoins ont affirmé à Human Rights Watch que les forces de la Séléka avaient attaqué la ville fin septembre 2013, s'en prenant délibérément aux quartiers chrétiens et ne laissant que le quartier musulman, dans la partie sud de la ville, relativement intact. Les images satellite ont confirmé ces affirmations, montrant que plus de 1 130 bâtiments – pour la plupart résidentiels – avaient probablement été rasés par le feu entre fin septembre et début novembre.

Lorsque des représentants de Human Rights Watch ont rencontré les commandants des

forces anti-balaka à Bohong la semaine dernière et leur ont demandé s'ils seraient prêts à permettre aux musulmans encore présents dans la ville d'y rester, le commandant a répondu: « *Nous avons perdu toutes nos maisons à cause de la Séléka. Ils ont jeté des cadavres dans tous nos points d'eau. Et les musulmans vivent toujours dans leurs maisons parce qu'ils étaient avec la Séléka – et maintenant, vous nous demandez de tolérer leur présence?* » Le commandant a demandé une assistance humanitaire immédiate pour aider les villageois non musulmans à reconstruire leurs habitations et leurs vies.

Human Rights Watch a constaté que la situation était presque identique à Boda, où 892 habitations appartenant à des non-musulmans ont été incendiées lors de violences intercommunautaires début février. Le commandant local des forces anti-balaka a lui aussi déclaré à Human Rights Watch qu'il ne pouvait accepter que les musulmans restent dans leurs résidences intactes à Boda, alors que les non-musulmans sont contraints de dormir dehors parce que les Séléka ont détruit leurs maisons.

« *Les besoins humanitaires de la République centrafricaine sont immenses et si la communauté internationale ne s'en occupe pas, ils contribueront à prolonger le conflit* », a conclu Peter Bouckaert. « *Les bailleurs de fonds devraient fournir une assistance à la reconstruction destinée aux personnes qui ont perdu leur habitation, ce qui pourrait réduire les tensions intercommunautaires qui alimentent la violence.* »

Les musulmans contraints à fuir le pays

Les milices chrétiennes suscitent un déferlement de vagues de violence ciblée

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/02/12/republique-centrafricaine-les-musulmans-contraints-fuir-le-pays>

Le 12 février, 2014 – Communiqué de presse

(Bangui, le 12 février 2014) – La minorité musulmane de République centrafricaine est la cible d'une implacable vague de violences organisées, qui oblige des communautés entières à quitter le pays, a affirmé Human Rights Watch aujourd'hui. Le gouvernement de la République centrafricaine ainsi que les forces de maintien de la paix françaises et africaines devraient prendre des mesures urgentes pour protéger la population musulmane restée sur place contre les opérations de représailles menées par les milices majoritairement chrétiennes et des habitants qui leurs sont alliés.

Les milices anti-balaka (« *anti-machettes* ») sont de plus en plus organisées et tiennent des propos suggérant que leur intention est d'éliminer les habitants musulmans de République centrafricaine. Les anti-balaka accusent la population musulmane d'être responsable de la montée en puissance de la coalition rebelle Séléka, à dominante musulmane, qui a pris le pouvoir en mars 2013 et commis des exactions atroces à l'encontre de la majorité chrétienne du pays au cours des 11 derniers mois. Les membres de la Séléka - qui n'a jamais publiquement fait référence à des critères religieux pour justifier ses actes - continuent à perpétrer des atrocités.

« A ce rythme, si les violences ciblées continuent, il ne restera presque aucun musulman en République centrafricaine », a averti Peter Bouckaert, directeur de la division Urgences chez Human Rights Watch. « Des gens dont les familles vivaient en paix dans ce pays depuis des siècles se voient contraints à partir, ou fuient la menace de violences qui pèse sur eux, et qui est extrêmement réelle. »

Tout au long du mois de janvier 2014 et de la première semaine de février, des milliers de familles musulmanes originaires de villes où vivent d'importantes communautés pratiquant l'Islam – Bossangoa, Bozoum, Bouca, Yaloké, Mbaiki, Bossembélé, et d'autres localités du nord-ouest et du sud-ouest – ont fui de terribles attaques perpétrées par les

anti-balaka. Yaloké, un centre important du négoce de l'or, comptait environ 30 000 musulmans ainsi que huit mosquées avant le début du conflit. Quand Human Rights Watch s'est rendu sur place le 6 février, il restait à peine plus de 500 musulmans et une mosquée. Les habitants musulmans se sont rassemblés dans cette mosquée, sous la protection de Casques bleus français, tandis que les milices et les habitants chrétiens pillaitent et détruisaient leurs maisons et leurs lieux de culte.

A Bangui, des combattants anti-balaka armés de fusils AK-47, de lance-roquettes RPG et de grenades, ont pris d'assaut de nombreux quartiers musulmans, contraignant la population à la fuite. PK12, PK13, Miskine, et Kilo 5 – tous d'anciens bastions de la communauté islamique à Bangui – sont désormais des quartiers fantômes, vidés de leurs habitants musulmans. Certains militants anti-balaka ont affirmé à Human Rights Watch qu'ils tuaient tous les musulmans qu'ils surprendraient encore dans ces quartiers.

Dans le quartier musulman abandonné de PK13, les chercheurs de Human Rights Watch ont vu des chrétiens investir les maisons pillées et abandonnées, et les marquer comme propriété des dirigeants anti-balaka. A l'entrée du quartier, une affiche avertit : « *Attention : zone anti-balaka* ».

L'essentiel de la population musulmane a fui au Tchad, au Cameroun, et en République démocratique du Congo. On estime que près de 50 000 musulmans – pour la plupart citoyens de la République centrafricaine – ont quitté le pays depuis l'aéroport militaire de Bangui, grâce à des vols d'évacuation mis en place par le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Sénégal. Des dizaines de milliers d'autres ont fui par la route, formant des convois fréquemment attaqués en chemin par les forces anti-balaka.

Des troupes d'élite tchadiennes, assistées dans certains cas par le contingent tchadien de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), ont également évacué plusieurs milliers de musulmans de villes tombées aux mains des anti-balaka. À ce jour, les milices anti-balaka n'ont pas attaqué les populations musulmanes dans le nord-est du pays, où celles-ci sont majoritaires.

Les anti-balaka mènent des attaques coordonnées contre les quartiers musulmans depuis le mois de septembre 2013. Au cours de ces attaques, les musulmans piégés par les combats ou qui tentent de fuir sont victimes de violences particulièrement atroces et

brutales, femmes et enfants compris. Les forces anti-balaka ont tranché la gorge de civils musulmans, lynché et mutilé des personnes en public, et ont incendié des corps. Les chercheurs de Human Rights Watch ont été témoins de certaines de ces atrocités.

Des hommes des quartiers musulmans, parmi lesquels quelques combattants rescapés de la Séléka, ont tenté de répondre par les armes mais n'ont pas réussi à contrer les attaques, qui ont également débordé les Casques bleus français et africains.

« Qu'il s'agisse là d'une politique délibérée de nettoyage ethnique de la part des chefs anti-balaka, ou d'une sanction collective abusive imposée à la population musulmane, le résultat final est évident : la disparition de communautés musulmanes très anciennes », a souligné Peter Bouckaert.

Le terme « *nettoyage ethnique* », bien qu'il ne soit pas officiellement un concept juridique, correspond à une politique délibérée menée par un groupe ethnique ou religieux pour éliminer la population civile d'un autre groupe ethnique ou religieux de certaines zones géographiques, par la violence et par des tactiques de terreur.

Les milices anti-balaka sont issues des groupes d'auto-défense villageois structurés pour combattre le banditisme, mais sont réapparues pour lutter contre les exactions de la Séléka. Les membres des anti-balaka sont presque exclusivement chrétiens et animistes. Ils prêtent serment de garder le silence et portent des amulettes ou « *gris-gris* » sensées les immuniser contre les balles et les protéger du danger.

Quand la Séléka a chassé du pouvoir le président François Bozizé, des membres des Forces armées centrafricaines (FACA) et des soldats d'élite de la Garde Présidentielle restés fidèles à Bozizé ont rejoint les milices anti-balaka dans leur combat contre l'organisation rebelle, leur apportant une expertise militaire et des armes. Si la plupart des combattants anti-balaka utilisent des armes artisanales, des machettes et des couteaux, certains se montrent en uniforme militaire et possèdent des fusils d'assaut AK-47 et d'autres armes automatiques. Human Rights Watch a observé la présence croissante dans les quartiers musulmans de forces anti-balaka menant des attaques à l'arme automatique, avec des lance-roquettes RPG et des grenades.

Le 7 février, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a annoncé que son bureau

avait enregistré des allégations suffisamment crédibles de crimes relevant de sa juridiction pour déclencher l'ouverture d'un examen préliminaire. Son bureau va mener des recherches plus approfondies pour déterminer s'il faut ouvrir une enquête officielle, prochaine étape avant d'entamer des poursuites judiciaires. Le bureau de la procureure a par ailleurs déjà un dossier en instance, qui concerne les crimes commis en 2002-2003 en Centrafrique par Jean-Pierre Bemba Gombo, un Congolais, ancien vice-président de la RD Congo, qui avait été appelé en République centrafricaineen 2002 afin de renforcer la résistance à une tentative de coup d'État orchestrée par Bozizé.

Pour protéger efficacement les civils, et en particulier les musulmans vulnérables ainsi que leurs biens, l'Union africaine, l'Union européenne et les Nations Unies devraient immédiatement déployer des forces supplémentaires de maintien de la paix dans tout le pays. Quand c'est possible, elles devraient renforcer leur présence pour protéger les communautés musulmanes en danger contre la campagne de terreur orchestrée par les anti-balaka. Leurs soldats devraient s'opposer activement aux forces et aux dirigeants anti-balaka responsables des attaques contre des civils musulmans, et affirmer clairement que les exactions contre des civils ne sont pas tolérables.

La nouvelle présidente de la République centrafricaine, Catherine Samba-Panza, devrait rappeler publiquement et fermement à ses électeurs que la minorité musulmane constitue une partie intégrante du pays, et que quiconque tente de se venger des civils musulmans au nom des crimes commis par la Séléka sera rendu responsable de ses actes. Les lynchages en public, tels que celui qui a suivi le rétablissement de l'armée nationale, devraient rapidement faire l'objet d'enquêtes, et ceci de façon visible.

« *La communauté internationale devrait réagir promptement et fermement pour mettre fin à ces atrocités organisées et ciblées* », a conclu Peter Bouckaert. « *Il y a un besoin urgent de ravitaillement en aide humanitaire, et il faut aider le gouvernement à mettre en place des programmes pour la réconciliation, la tolérance et la justice, afin que les Centrafricains puissent reconstruire leurs vies qui sont actuellement déchirées.* »

Informations complémentaires sur les exactions commises par les anti-balaka

Représailles des anti-balaka suite aux exactions de la Séléka

Les atrocités généralisées commises au cours des 10 derniers mois par l'organisation rebelle Séléka, principalement musulmane, sont à l'origine des violences actuelles en République centrafricaine. L'organisation a pris le pouvoir en mars 2013, et a mené une campagne d'exécutions, de meurtres sans discrimination, d'incendie de villages et de viols qui ont plongé le pays dans le chaos et ont causé le déplacement de près d'un quart de la population majoritairement chrétienne du pays.

A partir du mois de septembre, les anti-balaka ont commencé à riposter, poussant la majeure partie de la population musulmane rurale du nord-ouest et du sud-ouest de la Centrafrique à affluer vers des localités plus importantes, considérées comme plus sûres. Avec l'arrivée des forces françaises et africaines en décembre et la démission forcée du président par intérim Michel Djotodia en janvier, les soldats de la Séléka ont reçu l'ordre de ne pas quitter leurs bases, avant d'entreprendre de se retirer de Bangui et de nombreuses zones du nord-ouest. Avec l'aide des Casques bleus tchadiens, ils ont commencé à quitter ces centres en janvier pour le nord-est de la République centrafricaine. Sans la Séléka à leurs côtés, les communautés musulmanes restées sur place, très vulnérables, ont affronté la rage des combattants anti-balaka, ainsi que d'autres membres de la population chrétienne qui avaient beaucoup souffert sous le joug de la Séléka.

La Séléka continue à commettre des exactions en Centrafrique. Le 8 janvier à Boyali, suite à une attaque des anti-balaka, les combattants de la Séléka sont revenus pour riposter et ont semé le chaos au sein de la population chrétienne. Les anti-balaka ont exécuté des victimes sur place, et en ont abattu d'autres qui prenaient la fuite. Les combattants de la Séléka se sont emparés du prêtre protestant du village, le pasteur Gabriel Yambassa, et lui a tranché la gorge. Ils ont pillés 961 maisons de Boyali ce jour-là.

Des survivants de Boyali ont raconté que les combattants de la Séléka avaient trouvé dans une des maisons incendiées Claudine Serefei, 28 ans, une femme enceinte et handicapée physique qui n'était pas en mesure de fuir. Ses proches ont raconté que les soldats de la Séléka lui avait attaché les mains et les pieds et l'avaient jetée au feu. Elle a été retrouvée avec de graves brûlures et emmenée dans la brousse, où les villageois s'étaient cachés

pour échapper aux meurtres perpétrés par la Séléka. Human Rights Watch l'a retrouvée neuf jours plus tard, ses mains brûlées réduites à des moignons, frissonnant de douleur. Elle a été évacuée vers un hôpital, mais est décédée des suites de ses blessures.

Structure des milices anti-balaka

Human Rights Watch a rassemblé des informations indiquant l'existence d'une structuration bien définie au sein des milices anti-balaka. Dans toutes les régions visitées par Human Rights Watch au cours de quatre missions de recherche menées depuis le mois de novembre, des combattants locaux des anti-balaka ont conduit sur demande et sans tarder les représentants de Human Rights Watch devant leurs responsables, et chaque groupe anti-balaka avait sa propre base, son commandant militaire, son secrétaire général et son porte-parole. Le mouvement anti-balaka possède également un porte-parole national et un coordinateur militaire à Bangui, qui ont eu des échanges avec le gouvernement par intérim de la présidente Catherine Samba-Panza au sujet de la place qu'ils pourraient éventuellement occuper au sein du gouvernement, et de leur intégration dans l'armée.

Les responsables anti-balaka sont capables de coordonner les mouvements de leurs forces d'une région vers une autre, et ont déplacé un nombre importants de combattants vers Bangui pour participer aux attaques visant les communautés musulmanes. Le colonel Dieudonné Oranti, l'un des fondateurs du mouvement anti-balaka, a confirmé à Human Rights Watch lors d'une rencontre en janvier que lui et un autre leader de l'organisation avaient transféré en décembre de leurs bases situées près de Bossangoa deux groupes de 300 combattants chacun, jusqu'à Bangui pour y combattre la Séléka.

Au cours de cette rencontre avec le colonel Dieudonné dans le quartier de Boeing, qui jouxte l'aéroport de la capitale, Human Rights Watch a pu voir d'importants groupes de combattants anti-balakas, dont certains armés de lance-roquettes RPG et de fusils AK-47, qui se dirigeaient vers les quartiers musulmans pour y perpétrer des attaques. Quelques jours plus tard, le colonel Dieudonné a téléphoné à Human Rights Watch depuis la zone où se situe le quartier musulman de PK12, qui avait été la cible de ces attaques. Il a confirmé sa participation à ces opérations et s'est plaint de ce que les forces Sangaris françaises avaient désarmé certains de ses hommes ce matin-là.

Déclarations des anti-balaka sur l'élimination des musulmans du pays

Lors de nombreuses rencontres avec Human Rights Watch, les dirigeants anti-balaka ont recouru à une rhétorique de haine et de mépris envers les habitants musulmans du pays, affirmant que tous les musulmans devaient quitter la République centrafricaine, et que celle-ci « *appartient aux Centrafricains* », qu'ils définissent comme chrétiens, et traditionalistes. Les responsables anti-balaka considèrent souvent les musulmans comme des « *Tchadiens* » plutôt que des concitoyens, bien que la très grande majorité de ces derniers ait la nationalité centrafricaine.

Le colonel Dieudonné a nié avoir directement pris pour cible des civils musulmans, mais a admis que ses combattants avaient participé aux attaques contre les communautés musulmanes de PK12 et PK13 à Bangui. Il a déclaré à Human Rights Watch que les Musulmans avaient renoncé à leur droit de rester en République centrafricaine en soutenant le mouvement rebelle Séléka, et « *en vendant notre pays aux terroristes* ». Il a ajouté : « *Je sais qu'ils sont nés ici, mais ils ne sont pas centrafricains puisqu'ils ont essayé de tuer la République centrafricaine. Pourquoi quelqu'un qui aime vraiment son pays essaierait-il de le tuer ? Nous, les nationalistes, nous nous sommes battus pour notre pays, nous méritons de rester ici.* »

Un responsable anti-balaka de Bossembélé a affirmé à Human Rights Watch qu'il avait donné l'ordre à ses hommes d'arrêter de tuer les musulmans, mais a insisté sur la nécessité pour ces derniers de quitter le pays, déclarant, « *Nous ne voulons plus aucun musulman dans notre pays.* » Même un tel message était visiblement insatisfaisant pour ses adjoints, et deux d'entre eux ont tenu à préciser qu'ils continueraient quand même à tuer des musulmans. L'un des adjoints a déclaré à Human Rights Watch: « *Notre chasse n'est pas encore terminée, nous n'avons pas terminé. On arrêtera que quand tous les musulmans auront quitté ce pays. Je me moque des conséquences, et pour vous le prouver je vais trancher la gorge d'un musulman devant vous.* » Il s'est alors saisi d'un grand couteau et a dit à un enfant soldat d'aller tuer un homme appartenant à l'ethnie peule [un musulman] qu'ils avaient trouvé caché dans la brousse, et qu'ils avaient amené au camp. Un officier de police qui avait accompagné l'équipe de Human Rights Watch a empêché le garçon d'y aller.

Des dirigeants anti-balaka ont également ordonné directement à des communautés

musulmanes de partir. Le 2 février, au cours d'une rencontre entre responsables civils locaux, chefs des anti-balaka et dirigeants musulmans de la ville de Yaloké, le leader des anti-balaka a dit à ces derniers qu'il laissait 24 heures aux Peuls et à tous les musulmans d'origine tchadienne pour quitter la ville, sous peine de subir des attaques. Le 4 février, les Forces spéciales tchadiennes ont évacué plus de 2 000 citoyens musulmans demeurés sur place depuis Yaloké jusqu'à l'aéroport militaire de Bangui, où ils se sont envolés pour le Tchad, afin de retrouver des conditions de sécurité.

Tactiques d'intimidation et de terreur

Les attaques contre les communautés musulmanes se sont souvent traduites par des actes de violence extrêmement choquants. Depuis fin janvier, les chercheurs de Human Rights Watch ont été témoins de quatre lynchages en public perpétrés par les anti-balaka. Dans chacun de ces cas, les mains des victimes ont été coupées, et dans certains cas les mutilations allaient jusqu'à couper le pénis et les jambes de la victime. Interrogés sur ces mutilations, les combattants anti-balaka ont répondu à Human Rights Watch, « *Nous coupons les mains qui ont tué nos parents.* » Human Rights Watch a également assisté à trois autres tentatives de lynchage ; cette brutalité semble en partie destinée à susciter la terreur chez le reste de la population musulmane.

Les anti-balaka contrôlent des routes et tiennent des postes de contrôle où ils pratiquent des abus. Le 14 janvier, au moins huit musulmans – trois femmes et cinq enfants, parmi lesquels un bébé de sept mois, ont fui en camion de Boyali, une ville située à 120 kilomètres au nord de Bangui, mais ont été interceptés par des membres de milices chrétiennes à un poste de contrôle. Des témoins ont raconté à Human Rights Watch que les miliciens ont tué les trois femmes et trois des enfants à coups de machettes, sur les marches d'une mosquée. Les chercheurs de Human Rights Watch ont vu des mares de sang séché marquant les lieux où ces personnes ont été tuées. Un jeune garçon s'est échappé, et le bébé a survécu grâce à sa mère, qui - pressentant qu'elle allait perdre la vie - a confié son enfant à une femme chrétienne pour le mettre en sécurité.

Des attaques d'une grande ampleur

Bossangoa, septembre-décembre 2013

Le 5 septembre, des combattants anti-balaka ont commencé à coordonner

méthodiquement leur offensive contre cinq localités commerçantes secondaires des environs de Bossangoa, attaquant des bases Séléka de moindre importance et les communautés musulmanes de Zéré, Ben Zambé, Ouham-Bac, Korom Mpoko, et Bowaye. Les anti-balaka ont tué des centaines de musulmans et mené des attaques meurtrières contre des campements de Peuls, majoritairement des nomades musulmans. Ces attaques ont conduit au déplacement massif d'habitants musulmans de cette capitale régionale. Les anti-balaka ont attaqué la ville même de Bossangoa le 5 décembre, provoquant le déplacement d'environ 10 000 autres musulmans qui s'étaient rassemblés à Boro, un district musulman de cette ville.

Au cours de l'attaque du 5 décembre, les combattants anti-balaka ont tué au moins 11 habitants musulmans désarmés du district de Boro. Parmi les morts figuraient un jeune homme peul, Oumar Abacar, que Human Rights Watch avait emmené à l'hôpital le matin même pour traiter une plaie par balle infligée par les combattants anti-balaka lors de l'attaque du campement de pasteurs où il vivait, trois semaines plus tôt. Il a été tué à coups de machettes avec sa mère, qui était restée pour prendre soin de lui pendant qu'il se remettait de sa blessure.

Des habitants musulmans du quartier de Boro à Bossangoa ont fui vers un camp de déplacés à l'École Liberté voisine, sous bonne garde d'un important contingent de l'Union africaine. Le 30 janvier, la majorité des musulmans de Bossangoa ont été évacués vers le Tchad par les soldats tchadiens de la mission de maintien de la paix de l'Union africaine. Les musulmans restants attendent leur évacuation vers ce pays voisin.

Ce type d'attaques s'est reproduit dans de nombreuses autres zones du nord-ouest et du sud-ouest du pays. Les musulmans qui fuyaient les attaques se rassemblaient dans des localités plus densément peuplées, mais y subissaient alors de nouvelles attaques.

Bangui, janvier-février 2014

Le 22 janvier, suite au départ des combattants armés de la Séléka, tous les habitants musulmans du quartier de PK13, dans les faubourgs de Bangui, ont fui devant l'arrivée des anti-balaka. Ce jour-là, Human Rights Watch a trouvé les 36 derniers habitants musulmans de PK13, parmi lesquelles des femmes et des enfants, entassés dans une seule résidence à l'entrée du quartier, sous la protection des Casques bleus rwandais de la force de l'Union africaine, connue sous le nom de MISCA.

Dans le quartier de PK13, un groupe de combattants anti-balaka qui étaient en train d'incendier la principale mosquée du quartier a déclaré à Human Rights Watch qu'ils continuaient à attaquer les quartiers musulmans de Bangui, et qu'ils tuaient tous les musulmans qu'ils pourraient. L'un d'entre eux a déclaré :

On n'a pas besoin d'Arabes dans ce pays – ils doivent partir et retourner dans leurs pays parce qu'ils ont tué bien trop de membres de nos familles. Ce sont des étrangers de toute façon. Ils doivent partir. Ils continuent à tuer dans les provinces. Ils doivent s'en aller. Il y a encore neuf musulmans ici [sous la protection de la MISCA]. On va les attraper. On va en finir avec eux aujourd'hui. On va les tuer. Quand on aura fini ici, on ira [dans le prochain quartier musulman, PK12]. On ne veut pas de musulmans en République centrafricaine – pas de Tchadiens, et pas de musulmans. On va les massacrer, on va les tuer.

Suite à la fuite de la population musulmane, des milliers de pillards, dont certains associés aux anti-balaka mais également des civils, ont déferlé sur le quartier et se sont mis à voler dans les maisons et à dépouiller celles-ci de leurs toits, de leurs fenêtres et de leurs encadrements de porte. Les Casques bleus français et de l'Union africaine présents sur place n'ont pas réussi à enrayer les violences. Alors que la nuit tombait, des combattants anti-balaka ont averti Human Rights Watch que si les 36 musulmans restants n'étaient pas évacués, ils les tuaient : « *Vous feriez mieux de les sortir de là, parce que s'ils restent ici, on les tuera cette nuit* », a dit un combattant à Human Rights Watch. Des membres des forces françaises ont fini par transférer le reste des musulmans un kilomètre plus loin, dans le quartier musulman de PK12, où des milliers de leurs coreligionnaires attendaient d'être évacués vers le Tchad.

Le même phénomène se reproduit dans les deux derniers quartiers musulmans de Bangui, Miskine, et Kilo 5, le principal centre de commerce de la capitale. Jour après jour, des hommes des anti-balaka armés jusqu'aux dents avec des AK-47, des grenades, et des lance-roquettes RPG débarquent de leurs bastions des quartiers de Boeing et Boy-Rabe pour attaquer les quartiers musulmans toujours habités par l'extérieur, forçant les familles musulmanes à fuir leurs maisons et à chercher à se mettre en sécurité dans les derniers

ghettos musulmans. Dès que les familles ont fui, des pillards arrivent pour mettre à sac leurs maisons et emporter les portes, les fenêtres et les toits, laissant derrière eux des zones inhabitables.

Dans de nombreux cas observés par Human Rights Watch, les pillards ne sont pas originaires du quartier, et dans les zones mixtes musulmanes et chrétiennes, des habitants chrétiens ont tenté en vain de protéger leurs voisins musulmans des attaques et des pillages des anti-balaka. « *Nous ne pillons pas nos voisins, nous voulons qu'ils restent et soient en sécurité* », a dit un habitant chrétien, qui aidait un voisin musulman à évacuer sa maison après le lynchage de deux musulmans dans le quartier mixte de Gbenguewe. « *Les pillards ne sont pas d'ici, ils sont venus avec les anti-balaka pour attaquer nos voisins musulmans et pour piller et détruire. Nous les haïssons pour ce qu'ils sont en train de faire.* »

Après plusieurs semaines d'attaques menées par des anti-balaka armés jusqu'aux dents, la population musulmane a pratiquement abandonné Miskine, et des foules pillent et dépouillent les maisons vides. La majeure partie de la population musulmane de Kilo 5 est également en train de fuir Bangui. Le 7 février, des centaines de véhicules transportant des habitants musulmans sont partis dans la matinée, en convoi protégé par les Forces Spéciales tchadiennes. Le 8 février, des milliers d'habitants musulmans ont fui Bangui dans un convoi de camions en direction du Cameroun.

Lors d'une visite dans le quartier de Kilo 5 le 9 février, Human Rights Watch a trouvé pratiquement toutes les familles en train d'empaqueter leurs affaires et de se préparer à fuir dans les prochains convois en direction du Cameroun et du Tchad. Les habitants restant étaient totalement terrorisés par les violences. L'un deux, Ali Ousman, un négociant en diamants âgé de 39 ans, a raconté à Human Rights Watch que les agresseurs avaient lynché son frère, Senussi Djalé, qui souffrait d'un handicap mental, et avaient brûlé son corps le matin même : « *Ma famille vit ici depuis des générations, et je ne suis jamais allé au Tchad, mais à présent nous devons fuir pour sauver nos vies* », a déclaré Ousman.

Boyali, janvier 2014

Le 8 janvier, des centaines d'anti-balaka ont repris Boyali à la Séléka et ont entrepris de massacrer ses habitants musulmans. Quand Human Rights Watch a visité la ville peu de

temps après, des volontaires de la Croix Rouge étaient en train d'enterrer des corps et de combler des puits où des cadavres avaient été jetés pendant la tuerie.

Un homme de 25 ans, survivant du massacre de Boyali, a raconté à Human Rights Watch qu'au moins 200 combattants anti-balaka avaient attaqué Boyali le matin du 8 janvier, et lui avaient tiré dessus. Son frère aîné l'a sauvé en le traînant dans une maison. Sous les yeux du jeune homme blessé, ce frère aîné, ainsi que son père et son oncle, ont été tués dehors à coups de machettes. Trente-quatre musulmans ont été assassinés ce jour-là, parmi lesquels le chef musulman du village.

Boda, janvier-février 2014

Le 4 février à Boda, ville spécialisée dans le commerce des diamants à 160 kilomètres au sud-ouest de Bangui, Human Rights Watch a découvert les tombes d'au moins 30 musulmans tués lors des violences intercommunautaires qui pourraient avoir fait jusqu'à 75 morts. Les habitants musulmans de cette ville ont affirmé que les attaques des anti-balaka contre les quartiers musulmans de Boda ont commencé presque tout de suite après le départ des forces de la Séléka le 28 janvier.

Ce même jour, des responsables locaux ont tenté de négocier un accord entre les combattants anti-balaka et les riches négociants diamantaires musulmans, proposant de payer pour que les anti-balaka n'attaquent pas leur communauté. Le prêtre catholique local a également tenté d'empêcher une attaque contre les musulmans, mais à 7h00 du matin le 30 janvier, les forces anti-balaka ont attaqué leur quartier, tuant huit personnes et détruisant par les flammes le principal marché musulman de la ville.

Les attaques des anti-balaka se sont intensifiées le 31 janvier, selon un habitant musulman qui les a consignées par écrit : « *Les attaques des anti-balaka se sont intensifiées ce jour-là, nous avons eu 9 morts et au moins 40 personnes ont disparu, on ne sait pas ce qui leur est arrivé.* » Les attaques se sont poursuivies les 1^{er} et 2 février, faisant des dizaines d'autres victimes. Deux autres musulmans sont morts le 3 février, et beaucoup d'autres ont été blessés.

Les chercheurs de Human Rights Watch sont arrivés à Boda le 4 février, et ont trouvé des milliers de commerçants nomades peuls et musulmans entassés et tremblant de peur dans les quelques résidences restées debout. Le marché de la ville avait été brûlé, et

Human Rights Watch a rencontré des personnes atrocement blessées par des coups de machette et souffrant de terribles brûlures, infligées pendant l'attaque des anti-balaka. Les combattants anti-balaka qui ont perpétré les attaques ont déclaré à Human Rights Watch que de leur point de vue tous les musulmans devaient quitter Boda. Les Casques bleus français sont intervenus le matin suivant pour mettre fin aux violences.

Mbaiki, février 2014

Même dans les zones où les Casques bleus français et africains ont été déployés, ils semblent incapables d'enrayer les attaques des anti-balaka. Le 4 février à Mbaiki, malgré le déploiement des forces françaises, Human Rights Watch a vu des combattants anti-balaka menacer des musulmans âgés sur le marché principal, se passant les doigts en travers de la gorge devant ces vieillards. Le 6 février, les forces tchadiennes ont transféré à Bangui la communauté musulmane de Mbaiki toute entière dans 20 grands camions militaires, transportant au moins 4 000 habitants musulmans de cette ville.

A leur arrivée à Bangui, l'un des principaux imams de Mbaiki a dit à Human Rights Watch: « *Nous avons maintenant tous quitté Mbaiki. Seuls trois ou quatre hommes âgés sont restés en arrière parce qu'ils préféraient mourir là où ils avaient vécu toute leur vie. Nous ne savons pas ce qui va se passer maintenant. Nous nous rendons dans un pays [où] nous n'avons jamais vécu.* »

Il faut que justice soit rendue pour les lynchages

Le nouveau gouvernement devrait enquêter et traduire en justice les militaires responsables

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/02/05/republique-centrafricaine-il-faut-que-justice-soit-rendue-pour-les-lynchages>

Le 6 février, 2014 – Communiqué de presse

Le gouvernement de la République centrafricaine devrait immédiatement enquêter et poursuivre en justice les militaires en uniforme qui ont lynché en public un homme qu'ils soupçonnaient d'être un combattant de la Séléka, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Cette exécution extrajudiciaire, suivie de mutilation, s'est déroulée le 5 février 2014, juste après que la nouvelle présidente du pays, Catherine Samba-Panza, eut prononcé un discours devant plusieurs milliers de militaires, exprimant sa fierté après la reconstitution de l'armée nationale.

Quelques minutes après la cérémonie, un groupe de soldats en uniforme a accusé un homme habillé en civil d'appartenir à l'ancien groupe de rebelles Séléka. Les soldats ont lardé cet homme de coups de machettes, lui ont fracassé la tête avec de grosses pierres et lui ont coupé un pied et une jambe. Puis ils ont placé le cadavre au milieu de la rue, ont empilé des pneus dessus et y ont mis le feu.

« *Ce qui aurait dû être un moment d'espoir pour la sécurité en République centrafricaine a dégénéré en une scène horrible de carnage et de mutilation* », a déclaré Peter Bouckaert, directeur de la division Urgences à Human Rights Watch. « *Il est absolument essentiel que la présidente Samba-Panza condamne cet acte de barbarie et traduise ses auteurs en justice.* »

Pendant plus d'une demi-heure, un grand nombre de badauds, y compris des enfants, se sont rassemblés sur place et ont regardé le cadavre brûler, filmant la scène avec leurs téléphones. Quand des soldats de la force française Sangaris sont arrivés sur place, ils ont ordonné à la foule de se disperser et ont réagi avec horreur quand un jeune homme s'est

approché d'eux tenant à la main la jambe sectionnée de la victime, puis l'a jetée dans le feu.

De telles scènes de lynchage d'une extrême brutalité sont devenues courantes à Bangui, la capitale, alors que la violence dans la ville est de plus en plus incontrôlée. Au cours des deux dernières semaines, des chercheurs de Human Rights Watch ont été les témoins de scènes semblables, lors desquelles des foules se sont livrées à deux lynchages, et ils ont observé trois autres tentatives qui ont été mises en échec par des membres des missions de maintien de la paix. Dans l'un de ces cas, l'équipe de Human Rights Watch a interposé son véhicule entre la foule et l'homme qu'elle visait et a mis celui-ci en sûreté en l'emmenant à la base des militaires rwandais de la MISCA, la force de l'Union africaine.

Lors d'un autre lynchage dont Human Rights Watch a été témoin, le 29 janvier, des combattants anti-balaka ont tué deux commerçants musulmans près de l'aéroport de Bangui, puis ont mutilé leurs corps, leur coupant les mains et sectionnant le pénis d'un des deux hommes pour le lui mettre dans la bouche. Des soldats de la force française de maintien de la paix étaient à proximité de cette scène pendant plus de 40 minutes mais ne sont pas intervenus pour empêcher la profanation des cadavres. Après que Human Rights Watch eut exprimé sa préoccupation au sujet de cette passivité, le commandant de la force Sangaris a ordonné l'ouverture immédiate d'une enquête. Lors du lynchage du 5 février, des membres de la force française Sangaris sont intervenus pour empêcher le corps de la victime de subir davantage de mutilations.

Les forces à majorité musulmanes de la Séléka ont pris le pouvoir en République centrafricaine en mars 2013 et se sont livrées pendant 10 mois à d'innombrables violations des droits humains. De nombreux soldats de l'armée nationale ont fui les violences, qui étaient très souvent dirigées contre les personnes soupçonnées d'être restées fidèles au président renversé, François Bozizé. La cérémonie à laquelle a participé Mme Samba-Panza, en présence de dignitaires, de diplomates et des commandants de la force française Sangaris et de la MISCA, était consacrée à proclamer la reconstitution de l'armée nationale centrafricaine.

« Les autorités de la République centrafricaine doivent appeler les militaires et la population, fortement et fréquemment, à cesser de se livrer au type de brutalité dont nous avons été témoins mercredi », a affirmé Peter Bouckaert. « Après avoir enduré tant

d'exactions, les habitants du pays attendent de leur gouvernement qu'il apporte la paix et la justice, et non pas davantage de violences».

Redéfinissons l'intervention en Centrafrique

Les civils doivent être mieux protégés

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/02/05/redefinissons-lintervention-en-centrafrlique>

Le 5 février, 2014 – Op-ed Publié dans Le Monde

Deux mois après la décision de la France de renforcer ses troupes déployées en République centrafricaine pour tenter de stabiliser le pays, des meurtres et des brutalités continuent d'être commis régulièrement par les deux camps.

Dans les zones contrôlées par la Séléka – le groupe rebelle majoritairement musulman qui s'est emparé du pouvoir en Centrafrique en mars 2013 –, les gens s'enfuient dès qu'ils entendent une voiture approcher, sachant que, souvent, les Séléka tuent sans pitié. Dans les zones évacuées par les Séléka, la situation n'est pas moins dramatique, puisque les milices anti-balaka à majorité chrétienne, qui se sont formées pour combattre les Séléka, passent leur fureur sur les civils musulmans qui n'ont pas encore fui ou été tués.

Quand les troupes françaises, connues sous le nom de code de leur mission, " Sangaris ", et celles de la mission de l'Union africaine, la Misca, sont arrivées dans le chef-lieu régional du Nord, Bossangoa, il y a deux mois, plus de 10 000 musulmans y vivaient. Désormais, ils ne sont plus que quelques centaines et attendent tous de pouvoir s'enfuir. De nombreuses communautés musulmanes, y compris des femmes et des enfants, ont été anéanties par les anti-balaka. Les Séléka, pendant ce temps, ont échappé aux soldats de " Sangaris " et aux troupes africaines et se regroupent dans le Nord-Est, où ils s'attaquent eux aussi aux communautés locales, apparemment en toute impunité.

Bangui, la capitale, est chaque jour le théâtre d'incidents d'une extrême brutalité. Il n'est pas rare de tomber par hasard dans la rue sur une foule en train de tuer quelqu'un. Au cours des dix derniers jours, j'ai été personnellement témoin à quatre reprises de scènes de ce genre. Lors d'un incident particulièrement choquant, nous avons été horrifiés de voir une foule hilare mutiler le corps d'un civil musulman, lui couper les parties génitales et les lui mettre dans la bouche, sous les yeux d'enfants qui se tenaient à proximité. Des soldats

français de la force " Sangaris " étaient stationnés à environ cinquante mètres, mais ils n'ont rien fait.

Quand nous avons demandé à des officiers français pourquoi leurs troupes n'étaient pas intervenues, ils nous ont répondu à plusieurs reprises qu'elles ne "*devaient pas être perçues comme prenant parti pour l'un des deux camps*". Cela est vrai, mais intervenir pour faire cesser des actes de barbarie commis sous vos yeux ne revient pas à prendre parti.

Etant donné le renforcement des troupes de maintien de la paix françaises et de l'Union africaine (UA), pourquoi y a-t-il encore autant de brutalité et d'insécurité en République centrafricaine ? Le principal problème pour les troupes de " Sangaris " est qu'elles semblent s'être préparées pour une mission consistant à s'occuper des Séléka, qui ont terrorisé le pays depuis dix mois. Mais dès que les Séléka ont commencé à se replier, la violence déclenchée en représailles par les anti-balaka a posé un défi beaucoup plus grave. Les Séléka sont un groupe de seigneurs de guerre brutaux mais facilement identifiables ; les anti-balaka sont furtifs et secrets, souvent armés de simples machettes et capables de se fondre dans la population.

Que faire pour arrêter les violences ? Il est clair que la France et l'Union africaine ont envoyé des troupes en République centrafricaine avec la noble intention de faire cesser les massacres et de stabiliser le pays, et que, sur le terrain, ces forces opèrent en permanence dans des situations dangereuses. Mais, du fait que ces deux missions se trouvent face à une crise dont elles n'avaient pas entièrement prévu la complexité, il est très probable qu'elles devront repenser leur stratégie et prendre des mesures plus audacieuses.

Les forces de maintien de la paix pourraient ainsi effectuer moins de patrouilles en véhicule blindé et davantage en circulant à pied dans les rues de Bangui. Elles pourraient étoffer leur présence dans les quartiers où la population musulmane minoritaire est particulièrement exposée aux représailles. De concert avec le gouvernement de transition, les deux missions pourraient mettre en garde les commandants des milices anti-balaka et leurs membres pour qu'ils mettent fin aux violences contre les civils musulmans.

Elles pourraient souligner le fait que les musulmans sont depuis longtemps des citoyens à part entière du pays et soutenir les efforts des dignitaires religieux pour promouvoir réconciliation et tolérance. Les soldats de maintien de la paix pourraient également faire

davantage pour empêcher que les corps des morts ne soient profanés. Avec l'aide du gouvernement, les militaires de la force " Sangaris " et de la Misca doivent expliquer leur mandat à la population.

Faire cesser les violences exigera une grande détermination. Début février, un tiers environ de la hiérarchie de la Séléka s'est rassemblé dans la ville de Sibut, dans le nord du pays. Tous portaient leurs armes. Les " Sangaris " avaient stationné leurs chars et leur artillerie lourde à la sortie sud de la ville. Samedi 1er février, les généraux Séléka étaient à court de carburant, épuisés, et se querellaient sur la marche à suivre. Cependant, leurs troupes étaient toujours occupées à commettre des meurtres. Le général commandant les " Sangaris " a survolé la zone pour évaluer la situation. Le lendemain matin, les Séléka ont pu partir en direction du nord et de l'est. Les forces " Sangaris " et de la Misca n'ont pas tenté de les arrêter et de les désarmer.

L'UA devrait également reconnaître l'insuffisance des efforts déployés pour sauver une population centrafricaine prise au piège. Elle devrait considérer favorablement une transformation rapide de la Misca en une véritable mission de maintien de la paix des Nations unies pour mettre fin au carnage et reconstruire le pays.

La France doit être félicitée pour avoir pris la tête des efforts visant à déployer une telle mission en République centrafricaine. Mais avant le passage de relais à une force de l'ONU, les troupes françaises devraient trouver un meilleur moyen de protéger les habitants qui sont toujours exposés à de graves risques, en dépit du déploiement des militaires.

Des combattants de la Séléka se regroupent dans le nord

Manquant gravement à leur devoir, des soldats tchadiens de la force de maintien de la paix facilitent les déplacements des chefs du mouvement

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/02/05/republique-centrafricaine-des-combattants-de-la-seleka-se-regroupent-dans-le-nord>

Le 5 février, 2014 – Communiqué de presse

(Bangui) Des chefs et combattants de la Séléka (« alliance » en sango) quittent leurs camps à Bangui, capitale de la République centrafricaine, pour se regrouper dans les villes du nord-est et se livrer à une nouvelle vague d'atrocités sur des civils, a déclaré aujourd'hui Human Rights Watch. Des éléments des troupes tchadiennes appartenant à la force de maintien de la paix ont, dans certain cas, facilité les mouvements de chefs de la Séléka complices de graves exactions.

En janvier 2014, des forces de la Séléka ont torturé et tué des civils dans la ville de Sibut, où s'étaient regroupés les ex-rebelles, ainsi qu'aux alentours de celle-ci, affirme Human Rights Watch. Des forces de la Séléka ont pu quitter des bases dans lesquelles elles avaient été confinées par la force de maintien de la paix de l'Union africaine, en empruntant pour cela des pistes de brousse qui leur ont permis de contourner les points de contrôle, ou en voyageant avec des troupes tchadiennes en convois lourdement armés.

« Pour offrir aux civils en République centrafricaine une protection effective, l'Union africaine doit impérativement mettre un terme aux activités des troupes tchadiennes appartenant à la force de maintien de la paix, qui vont directement à l'encontre de leur mission », a expliqué Peter Bouckaert, directeur des Urgences de l'organisation Human Rights Watch. « Les forces tchadiennes ne doivent pas se rendre complices des attaques de la Séléka contre les civils. »

La Séléka, très majoritairement musulmane, compte dans ses rangs de nombreux mercenaires tchadiens et soudanais. La Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (M.I.S.C.A.), la force de maintien de la paix de l'Union

africaine déployée pour protéger les civils, qui est officiellement devenue opérationnelle en décembre 2013, inclut également des troupes tchadiennes. À l'issue d'une mission de monitoring en décembre 2013, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a indiqué en janvier 2014 avoir eu connaissance de « multiples témoignages de collusion » entre des troupes tchadiennes de maintien de la paix et les forces de la Séléka.

Au nombre de ces témoignages figurait des informations selon lesquelles soldats tchadiens et combattants de la Séléka s'étaient, le 5 décembre, rendus de maison en maison pour rechercher des membres des milices anti-balaka (*balaka* signifiant « machette » en sango) (formations chrétiennes constituées pour répondre à la Séléka, également auteures de fréquentes attaques contre des civils musulmans) et avaient tué à l'aveuglette au moins onze personnes. Selon ces informations, au nombre des victimes figuraient pèle-mêle des femmes âgées, des personnes malades ou souffrant de handicaps mentaux.

Depuis le mois de décembre, la MISCA s'est, aux côtés de la force française Sangaris, efforcée de réduire la violence en République centrafricaine en contenant les forces de la Séléka et leur arsenal dans plusieurs camps, à Bangui. Fin janvier toutefois, Human Rights Watch a obtenu des informations attestant de mouvements de forces de la Séléka, seules et aux côtés de troupes tchadiennes, ayant coïncidé avec une nouvelle flambée de violences.

L'Union africaine devrait suspendre sans délai les membres des troupes tchadiennes de la MISCA faisant l'objet d'accusations crédibles de participation à de exactions graves, notamment ceux qui se sont rendus complices actifs de la Séléka, et ouvrir une enquête sur ces faits, avec le soutien de l'organisation des Nations Unies (ONU).

L'ONU, des organisations régionales et les pays qui appuient la MISCA, doivent examiner avec soin l'aide qu'ils apportent à celle-ci pour s'assurer qu'elle ne profite pas à des membres des troupes tchadiennes coupables d'atteintes aux droits humains ou qui se rendent complices de forces de la Séléka auteurs d'exactions.

« *Pour être efficaces, les forces de maintien de la paix se doivent d'être impartiales* », explique Peter Bouckaert. « *Il est indispensable que l'Union africaine mène une enquête rigoureuse pour déterminer si des troupes tchadiennes de maintien de la paix font courir*

un danger à des civils en apportant un soutien à la Ségréka. »

Précisions sur les nouvelles exactions de la Ségréka, l'implication de forces tchadiennes de maintien de la paix et le contexte dans lequel s'inscrit le conflit

Accusations de meurtre et de tortures par des membres de la Ségréka dans la région de Sibut

Le 16 janvier 2014, des combattants de la Ségréka et de milices anti-balaka ont tenté d'organiser une rencontre de réconciliation sous le parrainage officiel d'autorités locales et de chefs religieux. Bien que les combattants de la Ségréka aient promis de ne pas porter atteinte à l'intégrité physique des chefs des milices anti-balaka non armés, ils ont exécuté les trois représentants de celles-ci qui assistaient à la rencontre, avant de s'en prendre au public qui s'était rassemblé pour assister à la rencontre, faisant ainsi au moins 16 morts de plus. Les combattants de la Ségréka ont refusé de permettre aux bénévoles locaux de la Croix rouge d'approcher de la zone pour ensevelir les victimes. Les six derniers corps n'ont ainsi pu être récupérés que le 21 janvier.

Un responsable local a résumé la situation en ces termes à l'équipe de Human Rights Watch:

Ils ont tué les trois représentants des milices anti-balaka qui participaient à la rencontre. Ils les ont exécutés avant d'ouvrir le feu sur les personnes présentes. Ils ont tué tant de gens. En plus des trois représentants des milices anti-balaka, 16 autres morts ont dû être ensevelis par leurs familles. Six corps étaient si proches de leur camp que nous n'avons pas été en mesure de les récupérer avant le 21 janvier. Ils considèrent que toute la population de Sibut soutient les milices anti-balaka.

Les combattants de la Ségréka tiraient fréquemment sur les civils qu'ils rencontraient à Sibut. Le 23 janvier à 9h du matin, des combattants de la Ségréka ont ouvert le feu sur trois hommes qui traversaient le pont principal de la ville. Ils en ont tué deux et ont grièvement

blessé Leono Wambiti, 18 ans, déchiquetant sa mâchoire et l'une de ses jambes. Les combattants de la Séléka sont restés sur place jusqu'à 15h et ont laissé Wambiti se vider de son sang sur le pont. Lorsque les villageois sont finalement parvenus à lui porter secours, six heures après qu'il ait été touché par les tirs, ils l'ont transporté dans la brousse où il est demeuré caché neuf jours sans soins médicaux. Il est décédé de l'infection de ses blessures le 2 février, le jour où les combattants de la Séléka ont quitté Sibut.

Le 28 janvier, un groupe de huit combattants de la Séléka a enlevé Abraham Ngieri, 21 ans, ainsi que Michel Ngodji et Franku Mois, âgés de respectivement 31 et 24 ans, à Sibut, et les a emmenés au quartier général du groupe, à la mairie de Sibut. Devant les chefs locaux de la Séléka, les combattants ont ligoté les trois hommes, les ont torturés et, cinq heures durant, les ont lardés de coups de couteaux afin de les contraindre à révéler la localisation des camps des milices anti-balaka dans la région. Lorsqu'il leur est apparu de manière évidente que les hommes ne savaient rien de ces camps, le chef de la Séléka à Sibut, le général Rakis, a ordonné à ses soldats d'emmener les trois victimes et de les tuer.

Abraham Ngieri qui, bien que grièvement blessé, a survécu, a déclaré à Human Rights Watch :

L'ordre de nous emmener et de nous tuer est venu du chef local lui-même. Environ neuf d'entre eux nous ont embarqués à bord d'un pickup tout terrain de couleur bleue. Nous étions toujours attachés, à la mode arbatasher (c'est-à-dire, bras et jambes liés dans le dos). Ils nous ont conduits à quelques kilomètres de la ville. Ils nous ont à nouveau poignardés avant de mettre le feu à la maison dans laquelle ils nous avaient jetés. Je suis parvenu à m'échapper parce que les cordes ont brûlé, ce qui m'a permis de me libérer. Les deux autres ont péri dans l'incendie.

Le 29 janvier, des combattants de la Séléka en patrouille dans le quartier d'Isolé de Sibut ont fouillé les maisons les unes après les autres à la recherche d'hommes à enlever. Ils sont entrés dans la maison d'Arsène Datunu, 30 ans, qui gardait ses quatre enfants alors que son épouse se trouvait au marché, et l'ont emmené, ainsi que son frère, Gongéré Datunu, et un troisième homme du quartier. Ils se sont emparés des trois hommes, les ont attachés à la mode arbatasher, et les ont conduits dans un village situé à cinq kilomètres

au nord de Sibut où ils les ont exécutés, abandonnant leurs cadavres derrière eux.

Atrocités commises par des combattants de la Séléka sur la route de Bangui-Sibut

À la fin du mois de janvier, environ 500 combattants armés de la Séléka et leurs chefs ont quitté à pied le camp Kassai de Bangui. Ils ont enlevé des civils dans la région et les ont contraints à transporter leurs munitions et bagages. En se dirigeant vers le nord, les combattants ont attaqué des civils dans des villages le long de la route.

Au cours de la nuit du 29 janvier, des combattants de la Séléka sont arrivés dans le village de Pata, à 60 kilomètres au nord de Bangui. Ils y ont capturé neuf hommes qu'ils ont emmenés avec eux sur la route principale. Là, ils ont exécuté quatre d'entre eux avant de poursuivre leur chemin avec les cinq autres. Le lendemain, des villageois de Vangué, à environ 50 kilomètres de Pata, ont trouvé, dans une bananeraie, les cadavres de cinq hommes, apparemment exécutés, à proximité immédiate du lieu où un camion de la Séléka était tombé en panne la semaine précédente. Des forces anti-balaka avaient pillé le camion et il semble que des combattants de la Séléka aient exécuté les victimes en représailles.

Le 1^{er} février, la colonne de la Seleka est passée à proximité de Damara, à environ 130 kilomètres au nord de Bangui, et à cette occasion a eu lieu un échange nourri de coups de feu avec des miliciens anti-balaka. Lors de cet incident, certains des civils enlevés ont pu s'échapper.

Un cuisinier quinquagénaire d'un restaurant connu de Bangui et son fils, âgé de 24 ans, comptaient au nombre des personnes enlevées par les combattants de la Séléka quittant Bangui. Ils ont raconté à Human Rights Watch, à proximité de Damara, comment ils avaient, avec d'autres, été contraints de transporter pour les combattants de la Séléka de lourdes charges constituées de munitions et de bagages. Le sixième jour, les combattants de la Séléka ont exécuté sommairement deux des civils enlevés alors trop épuisés pour continuer à transporter leur charge.

« Ils ont été exécutés ensemble », a raconté le témoin à Human Rights Watch : « ils se sont assis parce qu'ils n'en pouvaient plus. Les combattants leur ont donné l'ordre de se lever, et comme ils ne pouvaient plus, ils les ont simplement abattus. » Le 1^{er} février, dans le village

de Ngupe, la Séléka a, selon deux témoins, tué quatre habitants qui tentaient de s'enfuir.

Des troupes tchadiennes prêtent main forte aux chefs de la Séléka

Le 26 janvier, à 16h30, des enquêteurs de Human Rights Watch ont vu passer, et ont été en mesure de filmer, à approximativement 60 kilomètres au nord de Bangui, un convoi de troupes tchadiennes lourdement armées appartenant à la force de maintien de la paix. Le convoi incluait au moins huit pickups chargés de combattants de la Séléka, dont un certain nombre de chefs de l'organisation, comme le général Mahamat Bahr, en charge du renseignement militaire pour la Séléka, que Human Rights Watch avait rencontré la veille de sa fuite.

Le 31 janvier, le général Bahr a contacté Human Rights Watch par téléphone pour annoncer qu'il s'était rendu à Bossangoa, ville clé du nord-ouest du pays, avec le convoi des troupes tchadiennes de la force de maintien de la paix. Les Tchadiens devaient y relever des troupes de maintien de la paix dépêchées par la République du Congo stationnées à Bossangoa depuis plusieurs mois. Après avoir assumé la responsabilité du maintien de la paix à Bossangoa, les troupes tchadiennes ont permis à un autre chef de la Séléka, le colonel Saleh Zabadi, de quitter avec ses hommes leur base, où ils étaient tenus de demeurer, et de rejoindre le général Bahr et d'autres chefs de la Séléka dans les villes du nord du pays que sont Sibut, Kaga Bandoro et Kabo, où ils regroupaient leurs forces.

Dans un rapport de décembre 2013, intitulé « Ils sont venus pour tuer », Human Rights Watch expliquait comment le colonel Zabadi, alors adjoint au commandant local à Bossangoa, avait ordonné, le 18 novembre, de noyer sept exploitants agricoles accusés à tort d'être des miliciens anti-balaka. Après avoir été ligotés, les sept hommes ont été jetés dans l'Ouham River ; trois ont survécu. En décembre, Human Rights Watch a rencontré le colonel Zabadi et le général Bahr pour leur présenter les preuves dont disposait l'organisation et les avertir du fait qu'ils pouvaient être considérés comme responsables pénalement de ces faits.

La MISCA, dont la mission est de protéger les civils, s'est efforcée de stabiliser la République centrafricaine en ordonnant aux combattants de la Séléka de demeurer dans leurs camps, et en tentant de les empêcher de circuler avec leurs armes. Un responsable de la force de maintien de la paix a déclaré à Human Rights Watch qu'en fournissant des escortes à des chefs de la Séléka armés, les Tchadiens échappaient à son commandement

et sortaient du cadre de leur mission.

Le contexte du conflit

La plupart des forces musulmanes de la Séléka, qui se sont emparées du pouvoir en mars 2013, se sont rendues coupables de violations massives des droits humains attestées par Human Rights Watch, et notamment de massacres, de viols, d'exécutions, de tortures et de l'incendie de centaines de villages. En conséquence directe des nombreuses exactions commises par la Séléka, près d'un cinquième de la population du pays a dû fuir pour vivre, dans des conditions humanitaires précaires, dans la brousse ou des camps de personnes déplacées.

En septembre, les milices anti-balaka, principalement chrétiennes, ont commencé à répliquer, et au cours des deux derniers mois, ont intensifié leurs attaques, destinées à venger les leurs, sur les population musulmanes, se livrant à des massacres, exécutions et tortures, brûlant et pillant des maisons de familles musulmanes, contribuant ainsi à aggraver le bain de sang dans lequel est plongé le pays. Par peur de ces atrocités, les populations musulmanes ont fui de nombreuses villes du nord-ouest du pays, telles que Bossangoa et Bouca, où elles constituaient de longue date une part importante de la population.

En janvier 2014, Michel Djotodia, ancien chef de la Séléka nommé Président en août 2013, a cédé le pouvoir lors d'un sommet à N'Djaména, au Tchad, où le Conseil national de transition de la République centrafricaine s'est réuni pour commencer le processus de sélection d'un nouveau président par intérim. Catherine Samba-Panza, ancien maire de Bangui, a prêté serment le 23 janvier 2014. Elle hérite d'un État très affaibli, d'une crise humanitaire et d'un conflit en cours avec des implications régionales.

Quand un peu de beauté émerge soudain au milieu du carnage

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/02/05/point-de-vue-rca-quand-un-peu-de-beaute-emerge-soudain-au-milieu-du-carnage>

Le 5 février, 2014 – Point de vue

Au milieu des scènes de carnage, de meurtres et de saccage qui déchirent la République centrafricaine, le photographe Jérôme Delay est tombé par hasard hier sur une scène inattendue : une maison en cours de pillage dans le quartier de Miskine à Bangui était jonchée de négatifs de photos et de tirages papier maculés de boue. Curieux, il est entré pour en savoir plus et est tombé en arrêt quand il a réalisé ce qu'il avait découvert. Éparpillé tout autour de lui, se trouvait le travail de toute une vie de l'un des plus célèbres photographes africains, Samuel Fosso.

Fosso est une véritable légende dans le monde de la photographie, où il est connu en particulier pour ses auto-portraits revisitant des moments emblématiques de l'Histoire africaine et afro-américaine. Fosso, qui a quitté la République centrafricaine et se trouve actuellement en France – s'est photographié sous les traits de Kwame Nkrumah, le premier président de l'Afrique post-coloniale; de Malcolm X et de Martin Luther King prononçant des discours; de Mohammed Ali avec ses gants de boxe; de Bob Marley avec ses nattes; et s'est mis en scène dans de nombreuses autres reconstitutions de moments historiques. Son travail constitue une exploration profonde et magnifique de l'expérience africaine et afro-américaine.

Depuis plusieurs mois, mon collègue Marcus Bleasdale et moi-même avons documenté et exposé les crimes horribles commis en République centrafricaine. Cela a été un travail épuisant et bouleversant. Mais aujourd'hui, nous avons fait quelque chose de différent, passant des heures à essayer de sauver quelque chose de beau – les archives irremplaçables de Fosso.

Au moment où nous sommes arrivés, des pillards étaient en train de démanteler le toit de la maison de Fosso, tandis que sa bonne tentait désespérément de les éloigner. Les appareils photo que Fosso aimait tant et ses meubles étaient déjà partis. De jeunes hommes armés de grenades circulaient autour de nous. Parfois, les militaires des missions de maintien de la paix français et africains pénétraient dans le quartier et tiraient en l'air pour disperser les pillards, mais ceux-ci ne tardaient pas à revenir dès que les soldats s'en allaient.

L'équivalent de toute une vie en négatifs de photos était éparpillé dans la maison et avait été étalé sur le sol par les pillards à la recherche d'objets de valeur. L'ironie était que certains des tirages signés et numérotés qui étaient à nos pieds pourraient rapporter des milliers de dollars dans une vente aux enchères, alors que les pillards étaient surtout occupés à arracher les tôles du toit. Nous avons passé des heures à placer les négatifs et les tirages papier dans des boîtes, remplissant à deux reprises notre camionnette pickup pour emporter l'œuvre photographique inestimable de Fosso et la mettre à l'abri. Les pillards ont trouvé très amusant de voir des blancs – dont ils présumaient qu'ils se livraient aussi au pillage – se piquer au jeu à leur tour.

Quand nous avons joint Samuel Fosso au téléphone en France pour lui dire que nous avions tenté de sauver ses archives autant que possible, il était ravi. Il nous a dit que la perte de ses appareils était douloureuse mais que ses archives, résultat de toute une vie de travail et de souvenirs, étaient tout ce qui comptait pour lui.

Alors que la République centrafricaine sombre de plus en plus dans la violence, ce ne sont pas seulement des vies et des communautés qui sont détruites. Comme dans d'autres conflits, c'est véritablement l'héritage culturel d'une nation et d'un continent qui est menacé. Après avoir fait face pendant des mois à des abominations, ce fut un soulagement et un plaisir de sauver l'œuvre d'un photographe très original.

«Nous nous vengerons»

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/01/28/point-de-vue-republique-centrafricaine-nous-nous-vengerons>

Le 28 janvier, 2014 – Point de vue

Fatimatu Yamsa a su que sa tentative désespérée de fuir le massacre autour d'elle avait échoué dès qu'elle a aperçu des membres de la milice chrétienne anti-balaka à un barrage routier. Fatimatu se trouvait à bord d'un camion à Boali, à environ 100 kilomètres au nord-ouest de Bangui, capitale de la République centrafricaine. Sachant qu'elle était sur le point de mourir, Fatimatu a supplié la femme chrétienne à côté d'elle de prendre son bébé de sept mois et de dire que c'était le sien.

« *Si vous arrivez à la prochaine ville, demandez à voir la famille Yamsa et donnez-leur mon bébé* », a plaidé Fatimatu en proie au désespoir alors qu'on la forçait à descendre du véhicule.

Le bébé a été sauvé, mais pas Fatimatu. Alors que le camion redémarrait, les combattants anti-balaka lui ont ordonné, ainsi qu'à deux autres femmes musulmanes et à leurs quatre enfants, d'aller à la mosquée. Un garçon de onze ans a pris la fuite dans un élan désespéré pour la liberté et a réussi à s'échapper. Fatimatu et les autres ont été tués à coups de machette le 14 janvier. Des mares de sang séchées à l'extérieur de la mosquée marquent encore l'endroit où on les a laissés. Lorsque je m'y suis rendu il y a quelques jours, les villageois détournaient le regard, de honte, et des enfants jouaient dans la mosquée abandonnée.

Une frénésie meurtrière s'est emparée de ce pays peu connu d'Afrique centrale. Lorsque la Séléka, coalition rebelle majoritairement musulmane, a renversé l'ancien président François Bozizé en mars 2013, la République centrafricaine a de fait cessé d'être gouvernée. Des dirigeants de la Séléka, dont certains étaient venus du Tchad et du Soudan, se sont octroyé des fiefs. Ils régnent par la terreur, incendiant des centaines de villages et tirant au hasard sur des habitants terrifiés de ce pays majoritairement chrétien

dès qu'ils les croisaient. Bien qu'officiellement dissoute en septembre 2013, la Séléka a continué à terroriser les civils pendant plusieurs mois. Une milice à prédominance chrétienne - les « anti-balaka » - a alors commencé à riposter à la violence des Séléka en commettant elle-même des abus.

Le dirigeant de la Séléka devenu président autoproclamé du pays, Michel Djotodia, a été chassé du pouvoir par la communauté internationale le 10 janvier 2014 et a fui en exil au Bénin. Tous les jours, de nombreux autres dirigeants Séléka fuient, ayant compris que la partie est terminée pour eux. Le Général Isa, ancien chef de la sécurité présidentielle pour la Séléka, m'a dit : « *Maintenant, c'est chacun pour soi. Chacun essaye de trouver un moyen de sortir d'ici.* »

Suite à cet exode, les communautés musulmanes du pays sont désormais confrontées à la colère de la milice chrétienne anti-balaka – créée à l'origine par Bozizé pour lutter contre le banditisme mais maintenant vouée à la lutte contre la Séléka – et de la majorité civile chrétienne qui a subi la terreur au cours des dix derniers mois. Partout, la population musulmane, composée de commerçants et de nomades, ainsi que d'éleveurs de bétail appartenant à l'ethnie peul, a été attaquée et massacrée, ses maisons et ses mosquées détruites.

Mercredi dernier, immédiatement après que la Séléka a fui le quartier musulman de PK13 (« *poste kilométrique 13* ») à Bangui, des centaines de combattants anti-balaka sont arrivés, chassant les habitants restants, qui sont allés se réfugier auprès des soldats rwandais du maintien de la paix qui se trouvaient sur les lieux. Tout autour de nous, les maisons étaient systématiquement pillées et démolies dans une atmosphère de destruction euphorique. La mosquée principale a été saccagée par une foule de combattants armés de machettes qui nous ont dit : « *Nous ne voulons plus de musulmans dans notre pays. Nous allons tous les finir, ce pays appartient aux chrétiens.* »

J'ai supplié les combattants anti-balaka de laisser les habitants de PK13 tranquilles, mais ils semblaient sans pitié, me disant : « *Soit vous les faites sortir d'ici, soit ils seront tous morts demain matin. Nous nous vengerons.* »

Le registre mortuaire à la morgue de Bangui s'apparente à un chapitre de l'Enfer de Dante ; page après page, des personnes torturées, lynchées, tuées par balle ou brûlées vives. La

puanteur des cadavres en décomposition est accablante, puisque quand les gens meurent en si grand nombre, il est impossible de les enterrer immédiatement. Lors des pires journées, on cesse tout simplement d'enregistrer les décès : on n'inscrit aucun nom, juste le nombre. Dans l'espace du quart d'heure où nous avons réussi à supporter la puanteur et l'horreur, deux autres corps ont été amenés à la morgue : celui d'un musulman tué à coups de machette, et celui d'un chrétien abattu par la Séléka.

Les troupes françaises, les Sangaris, chargés de désarmer les Séléka, semblent souvent réticentes à intervenir et m'ont dit qu'elles ne peuvent pas prendre parti, même quand les musulmans, maintenant désarmés, sont tués en représailles par des anti-balaka. Les troupes de l'Union africaine (membres de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine, ou MISCA), pourtant moins bien équipées, jouent un rôle plus actif, en particulier en ce qui concerne les troupes du Rwanda, du Burundi et de la République du Congo. Un commandant des troupes rwandaises m'a dit que leur intervention dans la crise en République centrafricaine les touche personnellement, lui et ses troupes : « *Ce que nous voyons ici nous rappelle ce que nous avons vécu au Rwanda en 1994* », m'a-t-il confié, « *et nous sont absolument déterminés à ne pas laisser 1994 se reproduire* ». Toutefois, en dépit de leurs efforts collectifs, les forces de maintien de la paix sur le terrain sont complètement dépassées, et une mission de maintien de la paix des Nations Unies est indispensable pour mettre fin aux massacres.

Il y a quelques petites lueurs d'espoir. Pour la population à majorité chrétienne, le départ de la Séléka a mis un terme à la terreur qui les avait forcés à fuir et se cacher dans la brousse. Des villages qui avaient été complètement abandonnés le mois dernier reviennent lentement à la vie, et des maisons détruites sont en cours de reconstruction.

À Boyali la semaine dernière, dans l'ouest du pays, le Père Xavier-Arnauld Fagba a lui-même rassemblé plus de 700 musulmans menacés dans sa ville et les a placés en sécurité dans son église catholique. Dimanche dernier, il a prêché l'amour et de la réconciliation à ses paroissiens, puis les a conduits à l'extérieur pour échanger des signes de paix avec leurs voisins musulmans. « *Nous ne pouvons pas rester silencieux et détourner le regard face à l'injustice, nous devons faire preuve de courage* », a-t-il prêché. « *Être un chrétien, ce n'est pas seulement être baptisé ; les vrais chrétiens doivent vivre une vie d'amour et de réconciliation, pas de massacres.* »

Après tous les massacres que nous avons vus ici, j'ai écouté, retenant mes larmes, et espéré que son message serait entendu.

Rapport Mondial 2014: République centrafricaine

<http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/121994>

Le 21 janvier, 2014 – Chapitre de pays

Le 24 mars 2013, une coalition rebelle connue sous le nom de Séléka a pris le contrôle de Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA), contraignant l'ancien président François Bozizé à prendre la fuite. Un gouvernement de transition a été instauré, et Michel Djotodia a été officiellement nommé président par intérim en avril. De nouvelles élections étaient prévues pour début 2015.

Les rebelles de la Séléka – qui signifie « alliance » en sango, la langue nationale – se sont rendus responsables de violations généralisées des droits humains, et ont notamment tué des civils de façon indiscriminée. Ces meurtres, commis à Bangui mais également hors de la capitale, ont souvent été suivis de vols et pillages généralisés, laissant des pans entiers d'une population déjà appauvrie sans toit ni ressources.

Michel Djotodia a nié que les combattants de la Séléka aient commis de tels abus, accusant d'abord les partisans de Bozizé, de « faux Séléka » ou encore des bandits d'être responsables des violences. Le 13 septembre, il a dissout la Séléka en tant que groupe. Pourtant, ses membres continuent de tuer en toute impunité, et le gouvernement central ne semble pas contrôler pleinement la Séléka.

Des affrontements ont éclaté fin 2013 entre les anti-balaka (« anti-machette »), des milices armées créées à l'origine par François Bozizé pour combattre le banditisme, et la Séléka. Les violences et l'insécurité ont acquis une dimension sectaire particulièrement inquiétante quand les anti-balaka, majoritairement chrétiens et comptant parmi eux des soldats ayant servi dans les Forces armées centrafricaines (FACA) sous le régime Bozizé, ont attaqué des civils musulmans dans la région de Bossangoa, capitale de la province d'Ouham, en réaction aux exactions commises par la Séléka principalement contre des civils chrétiens.

Cette épouvantable situation sécuritaire a freiné la distribution d'aide humanitaire, et les combattants de la Séléka ont intimidé et harcelé des journalistes et des militants de la société civile.

Une force de maintien de la paix sous l'égide de l'Union africaine (UA), la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA-RCA), a sollicité un soutien financier, logistique et technique auprès de la communauté internationale, mais ne disposait au 31 octobre que de 2 589 soldats sur les 3 500 requis.

Exactions commises par la Séléka

La Séléka a été créée fin 2012 à partir de trois grandes factions rebelles, originaires principalement du nord de la RCA, une région particulièrement pauvre. Ce groupe réclamait une plus grande ouverture politique, et la fin de la marginalisation du nord du pays, majoritairement musulman. La Séléka intègre des combattants venus du Tchad et du Soudan, et a recruté des enfants soldats.

La Séléka a lancé une offensive en décembre 2012 et rapidement avancé vers la capitale, s'emparant des villes situées sur sa route. Un accord de paix avec le gouvernement a été conclu en janvier, mais très vite ignoré par les deux parties quand les rebelles ont marché sur Bangui, contraignant l'ancien président Bozizé à la fuite. Tout au long de la route vers la capitale, les membres de la Séléka ont détruit de nombreux villages ruraux, pillé des maisons, et violé des femmes et des jeunes filles.

Après avoir pris le pouvoir, la Séléka a tué de très nombreux civils qui tentaient de fuir les attaques. Dans certains villages, tous les bâtiments existants ont été brûlés au moins en partie. Les destructions se sont souvent accompagnées de pillages, laissant les populations civiles sans la moindre ressource.

De nombreux villageois contraints d'abandonner leurs foyers survivent à présent dans la brousse, dans des conditions extrêmement difficiles. Sans aide humanitaire, beaucoup de gens sont morts des suites de maladies ou de blessures, ou parce qu'ils avaient souffert des éléments. Les agences humanitaires internationales n'ont réussi à apporter qu'une aide limitée, et n'ont pu atteindre que quelques-unes des zones touchées. Les services de santé gouvernementaux et non-gouvernementaux ont été systématiquement la cible d'attaques, et ont été détruits ou fermés.

À Bangui, la Séléka a pillé des quartiers entiers en prenant le contrôle de la ville. Des zones comme Damala, Boy-Rabe, Kasai, et Walingba ont subi des attaques incessantes qui ont fait de nombreux morts parmi les civils. Le quartier de Boy-Rabe en particulier a été régulièrement mis à sac par la Séléka. Les représentants du gouvernement ont prétendu qu'il s'agissait là d'opérations de désarmement.

Les combats se sont intensifiés en septembre, autour de Bossangoa, dans le nord. Des centaines de personnes ont été tuées et de nombreux quartiers réduits en cendres. Les attaques des groupes anti-balaka ont ciblé les communautés musulmanes, considérées comme les alliés de la Séléka.

Presque toutes ces exactions ont été perpétrées en toute impunité. Un petit nombre de membres de la Séléka suspectés d'avoir commis de tels abus ont été arrêtés, et des poursuites ont été engagées contre eux, mais le système judiciaire demeure gravement handicapé, et les procès n'avaient pas encore commencé à l'heure où nous écrivons. Le fonctionnement du gouvernement, en particulier dans les zones rurales, a été sérieusement perturbé et limité par le coup d'état, au cours duquel de nombreux bâtiments administratifs ont été détruits.

Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays

La situation des personnes déplacées frôle la catastrophe, du fait de leur accès limité à l'aide humanitaire. En septembre 2013, les Nations Unies ont signalé qu'environ 170 000 personnes avaient fui des combats intenses dans le nord, dans la région de Bossangoa. La plupart de ces gens se sont retrouvés livrés à eux-mêmes dans la brousse, mais environ 36 000 personnes ont trouvé refuge dans l'enceinte d'une église catholique, ainsi que dans une école locale à Bossangoa. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays s'élève à environ 400 000. Près de 65 000 réfugiés venus de RCA se trouvaient en République démocratique du Congo (RDC) et dans d'autres pays voisins.

Une commission d'enquête

Le 22 mai, une commission d'enquête a été créée par décret présidentiel, avec pour objectif de faire la lumière sur les violations des droits humains commises depuis 2002, et d'identifier les personnes portant la plus grande responsabilité dans ces crimes. La commission, composée de juges, de défenseurs des droits humains, et d'agents de police,

est également chargée d'identifier individuellement chaque victime et d'évaluer le niveau de dommages subis en vue d'éventuelles indemnisations.

La commission a d'abord été dans l'impossibilité de faire son travail en raison d'un manque de financements, mais a reçu en septembre une aide technique et des véhicules de la part du gouvernement, pour mener ses enquêtes. Certains acteurs de la société civile ont questionné la capacité d'une commission nationale à obtenir des résultats, et ont appelé à la création d'une commission d'enquête internationale.

La Cour pénale internationale

La RCA a reconnu pour la première fois la juridiction de la Cour pénale internationale (CPI) en 2001, quand elle est devenue État partie au Statut de Rome. Le 22 décembre 2004, le gouvernement a franchi une étape supplémentaire et renvoyé la situation du pays devant le procureur de la CPI, après qu'une cour d'appel de Bangui ait statué que les tribunaux du pays étaient incapables de traiter efficacement les crimes graves d'envergure internationale. En 2007, la CPI a ouvert une enquête sur les crimes commis pendant la guerre civile de 2002-2003. L'enquête n'a jusqu'à présent permis de poursuivre qu'une seule personne, Jean-Pierre Bemba Gombo, un citoyen congolais et ancien vice-président de la RDC. Bemba et les forces de son Mouvement de libération du Congo ont été invités en RCA en 2002 par Ange-Félix Patassé, alors président du pays, pour l'aider à résister à une tentative de coup d'état menée par Bozizé. Bemba est actuellement jugé par la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

La procureure de la CPI, Fatou Bensouda, continue à suivre les événements qui marquent le pays, et a souligné que sa juridiction pourrait être concernée par des crimes plus récents. Les 22 avril et 7 août, elle a fait des déclarations publiques avertissant les responsables des exactions récentes que leurs crimes pourraient relever de la juridiction de la CPI, et que son bureau enquêterait et poursuivrait les personnes portant la plus grande responsabilité dans les crimes graves, « *si nécessaire* ».

Forces de maintien de la paix

En mars, alors qu'ils tentaient de protéger le gouvernement de Bozizé, 13 soldats des forces armées sud-africaines (*South African Defence Force*) ont été tués aux environs de Bangui par les troupes de la Séléka. Ces soldats étaient présents dans le cadre d'un accord bilatéral entre Bozizé et le Président d'Afrique du Sud Jacob Zuma.

La Force multinationale des États d'Afrique centrale (FOMAC), des soldats de maintien de la paix de la région déployés en RCA grâce à un accord signé fin 2007 avec la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), dans le cadre de la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (MICOPAX), se sont également montrés incapables de stopper la Séléka. En avril, la CEEAC a décidé de déployer 2000 soldats supplémentaires pour appuyer la MICOPAX.

En août, la MISCA-RCA, dirigée par l'Union africaine, a pris la relève de la MICOPAX. Des contingents actuellement déjà en service au sein de la MICOPAX composeront l'essentiel des 3500 soldats requis pour former cette force d'interventions. Le mandat de la MISCA-RCA inclut la protection des civils et la création des conditions nécessaires à la délivrance d'aide humanitaire. Au 31 octobre 2013, la MISCA-CAR disposait approximativement de 2 589 soldats de maintien de la paix sur le terrain, sur les 3 500 requis.

Entretemps, des soldats français conservaient le contrôle de l'aéroport international de Bangui.

Principaux acteurs internationaux

Les réactions internationales à la prise de pouvoir de la Séléka sont d'abord venues de la région. En décembre 2012, la CEEAC a appelé la Séléka à stopper son avancée sur Bangui. En janvier, un accord de partage du pouvoir négocié par la CEEAC a été signé entre la Séléka et le gouvernement de Bozizé, mais les deux parties l'ont ignoré. Quand la Séléka a pris Bangui en mars, la CEEAC a concentré ses efforts à appuyer et renforcer la présence de la FOMAC.

Ivan Simonovic, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme, a visité la RCA du 29 juillet au 2 août. Dans un rapport du 14 août au Conseil de sécurité des Nations Unies, il a affirmé que le conflit actuel « *était marqué par un niveau de violence, de pillage et de destruction sans précédent* » et que la Séléka commettait les plus « *graves violations des droits humains et du droit humanitaire international* ».

En octobre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution qui condamne fermement les violations généralisées des droits humains et du droit humanitaire, en particulier par des « *éléments de la Séléka* », renforce le mandat des Nations Unies pour

suivre et rendre compte des atteintes aux droits humains sur le terrain, et exige un accès sécurisé et libre pour l'aide humanitaire.

Suite à une visite en RCA en novembre, John Ging, directeur des opérations du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), a déclaré craindre « *qu'on ne soit en train de semer les germes d'un génocide* ».

Mi-novembre, le Secrétaire général de l'ONU a présenté au Conseil de sécurité différentes options envisageables pour apporter un soutien international aux forces africaines de maintien de la paix, et peut-être créer une force de maintien de la paix de l'ONU. Le Conseil de sécurité devait adopter une nouvelle résolution vers la fin de l'année.

Conseil des droits de l'homme de l'ONU: Session spéciale sur la situation des droits humains en République centrafricaine

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/01/20/conseil-des-droits-de-lhomme-de-lonu-session-speciale-sur-la-situation-des-droits-hu>

Le 20 janvier, 2014 – Déclaration

Depuis que la coalition rebelle de la Séléka a pris le pouvoir en mars 2013, la République centrafricaine est en proie à une grave crise humanitaire et en matière de droits humains. Depuis avril 2013, Human Rights Watch a documenté des incendies et des pillages de villages généralisés, des exécutions sommaires, des viols, ainsi que le recrutement d'enfants-soldats par les forces de la Séléka. En août 2013, les milices anti-balaka chrétiennes, dans une tentative de s'emparer du pouvoir et de mener des représailles contre la Séléka à prédominance musulmane, ont commencé à prendre pour cible des habitants musulmans, qu'ils ont accusés de soutenir la Séléka. Human Rights Watch a enquêté sur le cycle de violences sectaires depuis lors.

Au début du mois de décembre, les anti-balaka ont lancé des attaques à grande échelle contre les forces de la Séléka à Bangui et à Bossangoa, faisant des victimes parmi les membres de la Séléka et les civils musulmans. À son tour, la Séléka lourdement armée s'est vengée sur les civils chrétiens. Le 10 janvier, le président par intérim Michel Djotodia a démissionné ; les membres de la Séléka et les civils musulmans sont désormais plus vulnérables face aux attaques. Les résidents musulmans ont fui les zones rurales pour se rassembler dans les capitales de province et les centres économiques secondaires, mais ces endroits aussi sont désormais menacés.

Les anti-balaka auraient, par exemple, massacré près de 30-40 habitants peuls il y a 10 jours seulement à Boyali, un centre économique situé à 140 km au nord de Bangui. Il y a également eu des signalements de représailles et d'incendies de villages généralisés menés par la Séléka à Bozoum. À Bangui, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, environ 350 000 personnes, soit près de la moitié de la population de la ville, ont été déplacées par les combats sectaires. À travers le pays, des personnes vivent

dans des conditions extrêmes dans des camps de fortune, sans accès à un logement, à de la nourriture, à de l'eau ni à des fournitures médicales. Des centaines de milliers de personnes se cachent dans la brousse, sans que nous connaissons le nombre de personnes mortes de maladies évitables, de faim et de froid. Les organismes d'aide ne sont pas en mesure de parvenir jusqu'à bon nombre de ces personnes en situation désespérée.

L'Union africaine et les forces françaises de maintien de la paix (MISCA) ont apporté un certain niveau de protection aux civils, mais elles manquent de capacité suffisante pour endiguer la catastrophe humanitaire et en matière de droits humains qui frappe la République centrafricaine. Comme cela a déjà été envisagé dans la résolution du Conseil de sécurité, les Nations Unies devraient intervenir. Le soutien rapide de la proposition du Secrétaire général des Nations Unies visant à transformer la force de l'UA en mission de l'ONU multidimensionnelle à part entière serait la meilleure option pour rétablir la stabilité en RCA et pour protéger les civils.

Nous sommes préoccupés par des informations selon lesquelles des troupes tchadiennes, intégrées dans la MISCA, sont impliquées dans des atteintes aux droits humains et des affrontements avec des manifestants. Ceci a été signalé dans le récent rapport du Haut-Commissariat, résultat d'une mission sur le terrain en décembre effectuée par le personnel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Les Nations Unies devraient enquêter de manière exhaustive et urgente sur ces informations et prendre des mesures pour éviter de nouveaux abus. Le rapport souligne aussi la très grave crise des droits humains en RCA et la nécessité d'une surveillance plus exhaustive des abus commis.

La tenue de cette session spéciale et la nomination rapide de l'expert indépendant sont des mesures positives. L'expert indépendant devra travailler avec toutes les parties pour garantir l'arrêt immédiat des attaques contre les civils, des déplacements forcés, de la destruction et du pillage des biens des civils, et des meurtres ou des mauvais traitements à l'encontre des individus en détention. Le Conseil devrait soutenir le travail de l'expert et veiller à continuer de transmettre un message sans équivoque à toutes les parties indiquant qu'il n'y aura pas d'impunité pour les crimes commis contre la population civile.

Cette fois-ci, l'ONU ne peut pas laisser un pays africain échouer

Auteur: Lewis Mudge, Chercheur à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2014/01/07/cette-fois-ci-l-onu-ne-peut-pas-laisser-un-pays-africain-echouer>

Le 7 janvier, 2014 – Op-ed Publié dans Bloomberg

Jusqu'à récemment, des milliers de personnes qui tentaient d'échapper à la violence qui frappe la République centrafricaine pouvaient au moins trouver refuge dans la capitale, Bangui. Je faisais partie de ces personnes. J'arrivais de la ville de Bouca, au nord du pays, où un massacre de civils abrités dans l'enceinte d'une église avait été évité de justesse grâce à l'arrivée de troupes de l'Union africaine. J'étais donc soulagé, quelques jours plus tard, d'avoir pu gagner la sécurité relative de Bangui.

Mais aujourd'hui, la violence a atteint la capitale, qui est devenue un lieu extrêmement dangereux. Environ 350 000 personnes, soit la moitié de la population de la ville, ont été déplacées par les combats sectaires opposant la coalition de la Séléka, majoritairement musulmane, qui s'est emparée du pouvoir à l'issue d'un coup d'État en mars 2013, aux milices anti-balaka (« anti-machette »), composées de chrétiens – majoritaires dans le pays – et soutenues par des soldats de l'ancien gouvernement. Les attaques sont de plus en plus épouvantables, les civils en étant souvent la cible.

Les habitants de tout le pays subissent des conditions déplorables dans des campements de fortune dépourvus d'abris même rudimentaires, de nourriture, d'eau et de fournitures médicales. Des centaines de milliers d'entre eux se cachent dans la brousse, un nombre inconnu mourant de maladies évitables et de la faim et succombant aux éléments. Les agences d'aide sont incapables de parvenir jusqu'à nombre de ces personnes désespérées.

Les troupes de l'Union africaine et les forces françaises de maintien de la paix sont un peu comme le couvercle d'une bouilloire en ébullition, mais elles n'ont pas véritablement les capacités requises pour contenir cette catastrophe humanitaire et des droits humains. En l'absence d'un processus politique propre à rétablir un gouvernement stable, les Nations Unies devraient intervenir.

Les effectifs des troupes de l'Union africaine, présentes en République centrafricaine depuis la fin 2007, ont augmenté depuis le regain de violence ; elles comptent actuellement environ 4 000 hommes et, d'après les estimations, elles devraient atteindre la barre des 6 000. Ces troupes ont permis de sécuriser certains centres de population mais elles manquent d'équipements et de personnel pour empêcher le pays d'imploser. En outre, leur neutralité a été mise à mal par la présence dans leurs rangs de soldats tchadiens ; les forces de la Séléka comptent en effet de nombreux Tchadiens.

L'arrivée à Bangui de troupes françaises supplémentaires début décembre a été bienvenue, mais leur rôle souligne également combien le retour à la stabilité est difficile. En essayant de désarmer la Séléka, les 1 600 soldats français du maintien de la paix risquent de conférer un avantage militaire aux forces anti-balaka, lesquelles sont difficiles à désarmer car elles emploient des tactiques de guérilla et se fondent dans la population.

Le meilleur moyen de résoudre la situation des plus délicates dans laquelle se trouve la République centrafricaine consisterait à adopter la proposition du Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, à savoir transformer la force de l'UA en une mission onusienne à partie entière composée de 6 000 à 9 000 Casques bleus. Cette force aurait plus de facilité à protéger les civils et à instaurer un environnement propice à la fourniture d'une aide humanitaire.

Dotée d'un financement assuré par l'ONU et soumise aux normes de maintien de la paix stipulées par la Charte de l'ONU, cette force serait plus professionnelle que les troupes de l'UA, qui sont tributaires des fonds que les pays donateurs veulent bien leur accorder.

Une force onusienne disposerait d'armes et d'équipements plus adaptés ainsi que de meilleures capacités logistiques et de communication – et elle serait moins susceptible de prendre part à des incidents tels que l'échange de tirs qui a opposé en décembre à Bangui des agents du maintien de la paix de l'UA tchadiens et burundais. Des garde-fous seraient

mis en place pour exclure les soldats dont on sait qu'ils ont commis des exactions.

Les Casques bleus de l'ONU seraient liés par un engagement de longue haleine qui fait justement défaut aux troupes françaises, ce qui leur donnerait plus de chances de neutraliser les forces anti-balaka, tâche qui nécessite de bien comprendre la structure de commandement des milices.

Par ailleurs, une mission onusiennes'accompagnerait de compétences civiles pour contribuer à reconstruire le pays, compétences dont ne dispose pas l'UA. Les Français ont certes rétabli la stabilité au Mali il y a peu, mais ils n'ont pas de mandat, de fonds ou de capital politique leur permettant de rester en République centrafricaine afin de répondre à la fois à l'urgence immédiate et aux défis à plus longue échéance. Ils ont besoin d'un soutien pour pouvoir sauver ce qui est en passe de devenir un État failli.

Les experts de l'ONU seraient en mesure d'observer les atteintes aux droits humains et d'en rendre compte, et de contribuer à restaurer le système judiciaire, à désarmer et réintégrer les combattants et à rétablir les forces de sécurité. L'administration civile centrafricaine a été complètement détruite. Sans aide de l'ONU pour réinstaurer un minimum d'autorité de l'État, l'idée d'organiser des élections nationales début 2015, proposée par l'ONU, semble peu plausible.

Les missions onusiennes de maintien de la paix sont loin d'offrir une panacée. Leurs antécédents sont mitigés, elles sont plus onéreuses que les forces de l'UA et elles durent parfois plus longtemps qu'elles ne le devraient. Mais récemment, elles ont connu des réussites. En République démocratique du Congo, elles ont aidé à débarrasser l'est du pays d'une rébellion rwandaise responsable de graves exactions. En Côte d'Ivoire, elles ont contribué à mettre fin au régime répressif de Laurent Gbagbo et à installer un président élu démocratiquement. En République centrafricaine, ce sont elles qui offrent les meilleures chances d'éloigner le pays du bord du gouffre.

La République centrafricaine fait face à son moment de vérité avec la responsabilité de protéger

Auteur: Philippe Bolopion, Directeur auprès de l'ONU à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/20/la-republique-centrafricaine-fait-face-son-moment-de-verite-avec-la-responsabilite-d>

Le 20 décembre, 2013 – Op-ed Publié dans OpenGlobalRights/OpenDemocracy

Le monde commence enfin à faire attention à la tragédie qui se déroule dans la République centrafricaine, un pays enclavé de 4,6 millions de personnes au cœur de l'Afrique et un des endroits les plus pauvres de la planète. Avec des centaines de tués la semaine dernière à Bangui, la capitale, et le conflit qui prend un tournant dangereusement sectaire, la gestion de la crise en RCA va certainement se transformer en véritable test pour les défenseurs « responsabilité de protéger » (R2P).

Cette fois, l'ONU n'a pas été avare d'avertissements. « Nous avons une opportunité, et la responsabilité, de prévenir ce qui pourrait devenir des atrocités à grande échelle, » a averti Ban Ki-moon, le Secrétaire général de l'ONU, dans un récent rapport au Conseil de sécurité. Suite à un voyage dans le pays, John Ging, le directeur des opérations de l'ONU pour le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, a déclaré le 13 novembre être « très préoccupé par le fait que les germes d'un génocide sont en train d'être semés ».

La R2P a été conçue pour s'attaquer à des situations explosives de ce type avant qu'il ne soit trop tard. Et pourtant, il est surprenant de constater que lors des discussions au sujet de la République d'Afrique Centrale, les partisans d'un plus grand engagement international et la plupart des décideurs politiques s'abstiennent d'invoquer la R2P. Même le gouvernement français, qui a justifié son intervention militaire en Libye et en Côte d'Ivoire en invoquant la R2P, se garde de faire appel à cette norme.

Est-ce un signe que la R2P perd de sa pertinence ? Est-ce que cette norme est devenue si sujette à controverse qu'elle en deviendrait inutilisable ? Il n'y a pas de doutes que l'intervention de l'OTAN en Libye, en repoussant les limites de ce qui est permis dans

le cadre de la R2P, a créé des dégâts durables. De la même manière, l'échec abyssal de la communauté internationale à réagir face aux massacres des civils syriens amène à se poser avec acuité la question de l'utilité de la R2P si celle-ci n'en a aucune pour les syriens.

Et pourtant, présager la fin de la R2P sur cette base reviendrait à passer à côté d'un élément crucial. Bien qu'elles ne soient pas évoquées explicitement, les idées qui façonnent la R2P influencent implicitement une grande partie de la réflexion actuelle sur la manière d'éviter le pire en République centrafricaine. Un signe éventuel, que loin d'être inadéquate, la R2P est devenue une réalité. La plus grande acceptation de la R2P aide en fait à expliquer pourquoi un pays oublié, sans ressources naturelles ou intérêt stratégique réel, gagne lentement une place au centre de l'attention du monde.

La crise actuelle a commencé en mars, quand les groupes armés à majorité musulmane du nord, appelés les Seleka (« l'alliance »), ont lancé une violente offensive, chassant du pouvoir le président François Bozizé pour installer au pouvoir à Bangui, la capitale, un de leurs dirigeants, Michel Djotodia, le premier président musulman de cette nation majoritairement chrétienne.

Sans agenda politique ou religieux clair, et comme documenté dans notre rapport du mois de septembre *“Je peux encore sentir la mort : La crise humanitaire oubliée en République centrafricaine*, les Seleka ont violé, pillé et brûlé, massacrant en grand nombre femmes, enfants et personnes âgées. Alors que les communautés musulmanes n'étaient pas toujours épargnées, les Seleka furent particulièrement cruels avec les civils chrétiens.

Les actes de violence des Seleka ont contribué à la résurgence de milices majoritairement chrétiennes, connues sous le nom de « anti-balaka » (« anti-machettes »), constituées de civils mal armés soutenus par un certain nombre d'anciens militaires encore loyaux envers Bozizé. Alors qu'ils revendiquaient protéger leurs villages contre les attaques des Seleka, beaucoup ont mené des représailles contre les civils musulmans sans défenses avec la même cruauté et brutalité.

Lors d'une mission de recherche dans le nord de la République d'Afrique Centrale le mois dernier, j'ai parlé à Massadou Bichefou, un berger âgé de 55 ans, qui m'a indiqué s'être caché dans les herbes hautes pendant qu'un homme anti-balaka armé d'un couteau tranchait la gorge de chacun de ses 11 enfants et petits-enfants puis de ses deux femmes.

Dans un village appelé Votovo, les survivants m'ont décrit comment plusieurs douzaines d'hommes anti-balaka étaient arrivés fin septembre et avaient forcé tous les musulmans à sortir de leur maison, avaient séparé les hommes et les garçons des femmes et des plus jeunes enfants en criant qu'ils allaient « exterminer tous les musulmans ». Ils ont tranché la gorge d'un des hommes et ont tué par balle trois personnes de plus, y compris un garçon de 14 ans, avant que les autres hommes du village ne s'échappent. Les survivants m'ont dit que lorsque les autres hommes étaient revenus après la tombée de la nuit, 21 femmes et enfants manquaient. Leurs maisons avaient été brûlées et seules les têtes de leurs troupeaux morts gisaient sur le sol.

Ce cycle de violence a déjà coûté de nombreuses vies, mais aussi mauvaises qu'elles puissent être les choses pourraient devenir bien pires.

Dans un pays au bord de l'anarchie, où le peu d'institutions de l'État encore en place ont été confisquées par des hommes installés au pouvoir par la force et dont les combattants sont impliqués dans de sérieux actes de violence, la R2P qui s'appuie principalement sur l'État pour protéger ses propres civils n'a pas beaucoup de sens. Que peut donc faire la communauté internationale?

Pour l'instant, le plan est de déployer une force de 6000 hommes sous la bannière de l'Union Africaine (MISACA) qui est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils en vertu de la résolution 2127 du Conseil de sécurité de l'ONU unanimement adoptée le 5 décembre. La résolution donne aussi aux troupes françaises qui sont aujourd'hui dans le pays la mission de soutenir la MISCA.

Il est prévu que la MISCA prenne la relève et incorpore 2600 soldats mal équipés qui sont déjà sur le terrain dans le cadre d'une mission régionale de maintien de la paix appelée MICOPAX, sous l'égide de la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale. Alors que le déploiement de la MICOPAX avait pour but de sécuriser Bangui et de prévenir les violences les plus graves, les forces de maintien de la paix ne sont pas à même de faire face aux défis qui se présentent aujourd'hui au pays.

Sur le terrain, nous les avons rarement vus patrouiller sur des routes peu sûres ou à proximité de communautés vulnérables. À Bossangoa, dans le nord, même s'ils ont parfois fait preuve de beaucoup de courage au combat, nous les avons également vu être

malmenés par des combattants Seleka en tongs, en train de vendre de la bière ou de fournir de la sécurité privée à des entreprises pour générer un revenu supplémentaire. Bien sûr, jusqu'à ce qu'une force plus aguerrie puisse être déployée, ces mécanismes régionaux ont besoin de tout le soutien possible, que ce soit en terme d'équipement, de logistique et de financement. Les États-Unis ont déjà engagé 40 millions de dollars US et une assistance logistique, et l'Union Européenne a promis une « assistance financière significative ».

Se rendant compte que la MISCA ne pouvait pas accomplir sa mission, les français ont déjà augmenté leur présence en passant de 1200 à 1600 soldats. Il se peut qu'ils conviennent d'en faire davantage. Alors que ceci va clairement aider la MISCA à augmenter ses efforts de protection des civils, c'est une solution de court terme à un problème de long terme.

À plus long terme, comme proposé par Ban Ki-moon, une force de 6000 à 9000 casques bleus de l'ONU déployée avec un mandat fort pour protéger les civils aiderait à ramener la sécurité dans le pays. Ceci permettrait à des dizaines de milliers de personnes qui vivent aujourd'hui dans la peur, dans des camps insalubres, ou au fond de la savane où sévit le paludisme, de rentrer chez eux et reconstruire leur vie. Une telle mission devrait aussi être accompagnée de l'expertise civile nécessaire pour reconstruire l'administration publique et les mécanismes de la justice, ainsi que pour soutenir les élections et établir une surveillance des droits de l'homme.

Déployer une telle mission prend du temps, au moins six mois, c'est pourquoi les membres du Conseil de sécurité devraient l'autoriser sans perdre de temps. Jusqu'à présent, les États-Unis ont été réticents pour autoriser une autre mission coûteuse de l'ONU. Avec la République centrafricaine présentant un intérêt stratégique limité pour les membres du Conseil de sécurité, autre que celui de la déstabilisation potentielle de la région causée par la chute d'un autre État, il n'y a pas eu beaucoup de pressions incitant à agir. Mais l'absence d'un agenda caché pourrait faire de cette intervention une forme « plus pure » de R2P.

Le discours sur la responsabilité des États de protéger leurs citoyens est devenu un lieu commun dans les déclarations du Conseil de sécurité. Mais quand les États faillissent à leurs responsabilités, le discours de la R2P ne s'est que rarement traduit par des actes. Et

comme la déclaré le président Obama, « prévenir les atrocités de masse et les génocides est un intérêt central de sécurité nationale et une responsabilité morale essentielle des États-Unis. »

Les avertissements précoces ont marché en RCA. La communauté internationale a pris conscience de cette « crise oubliée ». Reste maintenant la responsabilité de protéger les civils du pays qui sont terrorisés

Les atrocités sectaires s'intensifient

Des violences contre les communautés musulmanes et chrétiennes dans le nord ont fait des centaines de morts

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/18/republique-centrafricaine-les-atrocites-sectaires-sintensifient>

Le 19 décembre 19, 2013 – Communiqué de presse

(Nairobi) – Des milices chrétiennes, réagissant à des exactions généralisées commises par des groupes armés musulmans, ont commis des atrocités contre des communautés musulmanes dans le nord de la République centrafricaine, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui. Les pays qui se préoccupent de la situation devraient immédiatement renforcer la mission de maintien de la paix de l'Union africaine déployée dans le pays et soutenir les efforts de la France pour protéger les civils, a ajouté Human Rights Watch.

Ce rapport de 36 pages, intitulé « 'Ils sont venus pour tuer' : Escalade des atrocités en République centrafricaine » et fondé sur les résultats de plusieurs semaines de recherches sur le terrain dans la province d'Ouham, documente une poussée de violence de la part des milices chrétiennes anti-balaka (« anti-machette ») depuis septembre 2013. Les anti-balaka ont tué plusieurs centaines de musulmans, incendié leurs habitations et volé leur bétail. Et les forces dites ex-Séléka, autrefois membres d'une alliance de groupes rebelles à majorité musulmane qui a renversé le gouvernement en mars, a commis en représailles des crimes contre des chrétiens, apparemment avec l'aval de leurs commandants.

« *Les atrocités commises en République centrafricaine créent un cycle de meurtres et de représailles qui menace de dégénérer en une spirale de violence impossible à maîtriser* », a déclaré Peter Bouckaert, directeur de la division Urgences à Human Rights Watch et auteur du rapport. « *Le Conseil de sécurité des Nations Unies doit agir rapidement pour mettre fin à cette situation catastrophique.* »

Les milices anti-balaka, composées de groupes locaux d'auto-défense et de soldats restés fidèles au précédent gouvernement, se sont livrées à des attaques coordonnées en septembre contre des communautés musulmanes et des bastions des ex-Séléka près de Bossangoa, la capitale de la province d'Ouham. Bien que les anti-balaka se définissent comme des forces d'auto-défense cherchant seulement à protéger leurs villages, leurs actes et leurs paroles sont souvent violemment anti-musulmans.

De nombreuses attaques commises par les anti-balaka ont été d'une brutalité choquante : une bergère nomade musulmane a dit à Human Rights Watch qu'elle avait été forcée de regarder alors que des combattants anti-balaka égorgaient son fils de trois ans, deux garçons âgés de 10 et 14 ans et un adulte membre de sa famille – c'est-à-dire tous les musulmans de sexe masculin du camp de nomades. Un homme a décris en sanglotant comment il avait échappé à des assaillants anti-balaka mais avait dû assister, de sa cachette, à une scène d'horreur, les attaquants égorgéant ses deux femmes, ses 10 enfants et un petit-enfant, ainsi que d'autres musulmans qu'ils avaient capturés.

Une femme musulmane a raconté à Human Rights Watch qu'elle était en train de cuisiner dehors, vers 5 heures du matin, lorsque des anti-balaka sont arrivés et ont attaqué sa maison: « *Ils ont commencé par lacérer mon mari avec leurs machettes, au flanc et au dos, puis ils l'ont égorgé. Après l'avoir tué, ils ont mis le feu à notre maison et ont jeté son corps dans les flammes, avec celui de mon fils. Ils ont ordonné à mon fils de 13 ans de sortir et de s'allonger par terre, ils l'ont coupé deux fois avec une machette et ils l'ont tué.* »

À la suite de ces attaques des anti-balaka, les forces ex-Séléka de la province d'Ouham se sont repliées sur Bossangoa, où elles se sont livrées à des représailles sur les résidents chrétiens, tuant nombre d'entre eux et incendiant leurs maisons. Elles ont également attaqué des fermiers chrétiens qui travaillaient dans leurs champs.

Les massacres de représailles commis par les ex-Séléka semblent avoir eu l'aval de leurs commandants de haut rang à Bossangoa, a souligné Human Rights Watch. Le 18 novembre, le commandant adjoint à Bossangoa, le colonel Saleh Zabadi, en présence de son supérieur et d'une dizaine d'officiers, a ordonné la noyade de sept fermiers qui étaient accusés à tort d'être membres des milices anti-balaka. Les sept hommes ont été ligotés et jetés dans la rivière Ouham; trois seulement ont survécu.

De graves violations des droits humains continuent d'être commises dans le nord du pays ainsi qu'à Bangui, a déclaré Human Rights Watch. Le 5 décembre, les forces anti-balaka ont abattu ou égorgé au moins 11 civils musulmans dans le quartier de Boro à Bossangoa, lors de leur brève prise de contrôle de la ville. Une offensive anti-balaka à Bangui et les violences qui en ont résulté ont fait entre 400 et 500 morts parmi les communautés musulmanes et chrétiennes. Cependant tous ces meurtres récents ne représentent qu'une fraction des graves exactions commises contre les civils depuis la prise du pouvoir par la Séléka en mars dernier.

Des soldats français déployés dans le cadre d'une opération de maintien de la paix dans le pays, ont effectué des opérations à Bangui et à Bossangoa pour tenter de mettre fin aux massacres, y compris en désarmant les combattants des deux camps.

Les récentes violences dans le nord du pays ont créé une crise humanitaire, a souligné Human Rights Watch. Les combattants des deux côtés ont incendié de vastes zones rurales dans la province d'Ouham. Environ 40000 chrétiens déplacés ont cherché refuge à l'église de Bossangoa et aux alentours, tandis que 4000 musulmans se trouvent toujours de l'autre côté de la ville. Les travailleurs humanitaires ont des difficultés à apporter de l'aide, en particulier des secours médicaux d'urgence, car ils ont également fait l'objet d'attaques.

Le Conseil de sécurité devrait immédiatement autoriser une mission de maintien de la paix de l'ONU selon le chapitre VII de la Charte des Nations Unies, a affirmé Human Rights Watch. Cette mission devrait disposer d'un mandat fort et des moyens nécessaires à la protection des civils, à la promotion des droits humains et à la création d'un environnement favorable à la fourniture d'aide humanitaire.

« L'apport d'urgence d'un soutien aux efforts de maintien de la paix en République centrafricaine est essentiel pour stabiliser une situation qui est actuellement très tendue, protéger la population des exactions et faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne aux personnes les plus exposées », a conclu Peter Bouckaert. « Le risque de nouvelles violences généralisées est extrêmement élevé.»

Amnesty International diffusera une note d'information au sujet des atrocités commises à Bangui, capitale de la République centrafricaine, le 19 décembre 2013, avant de publier un

rapport plus détaillé en 2014.

Face au colonel Zabadi

Rencontre tendue avec un commandant de l'ex-Séléka, en République centrafricaine

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/11/rca-face-au-colonel-zabadi>

Le 11 décembre, 2013 – Op-ed Publié dans The New York Times

BANGUI, République centrafricaine — Le colonel Saleh Zabadi, commandant de l'alliance des forces rebelles qui a pris le contrôle d'une grande partie de ce pays en mars, est un homme très redouté pour sa dureté.

J'ai récemment rencontré trois hommes qui se sont retrouvés face à lui et qui ont échappé de justesse à la mort. Ces hommes comptaient parmi les sept chrétiens capturés le 18 novembre dernier par des combattants de l'alliance rebelle à majorité musulmane alors qu'ils revenaient de vendre des fruits et légumes sur un marché à quelques kilomètres de la ville de Bossangoa.

Les hommes ont été frappés, ligoté et amenés devant le colonel Zabadi et son commandant, le général Issa Yahya qui a été tué la semaine dernière lors de violents affrontements à Bangui, la capitale). Sans même hésiter, le colonel Zabadi a pris pour argent comptant l'accusation portée par ses hommes selon laquelle les marchands capturés étaient des combattants ennemis. « *Jetez-les dans la rivière* », a-t-il dit, ordonnant que les hommes soient noyés. Quatre d'entre eux sont morts. Les trois qui en ont réchappé nous ont raconté leur histoire.

La République centrafricaine, un pays enclavé comptant 4,5 millions d'habitants majoritairement chrétiens, est déchirée par les combats opposant l'alliance rebelle appelée Séléka (ou ex-Séléka car les rebelles ont été symboliquement intégrés à l'armée) aux combattants anti-balaka (« anti-machette ») principalement chrétiens qui ont lancé des attaques de représailles contre les rebelles musulmans contrôlant la capitale. Il y a quelques jours, le photographe Marcus Bleasdale et moi-même avons accepté une invitation pour rencontrer le colonel Zabadi à Bossangoa, ville située à environ 300

kilomètres au nord de Bangui.

La nuit précédente, le général Mahamat Bahar, un autre commandant rebelle, était arrivé à Bossangoa. Il y avait été envoyé par le président Michel Djotodia pour évaluer la situation désastreuse dans la région, où des centaines de personnes ont été tuées et des milliers d'autres ont dû s'exiler. Il était visiblement ébranlé par ce voyage, au cours duquel il a subi quatre attaques commises par des combattants chrétiens, sans toutefois être blessé. Le général Bahar nous a montré sur son téléphone portable une vidéo d'un chef de village musulman brûlé vif lors d'une attaque perpétrée par des milices chrétiennes en septembre dernier.

Nous avons nous-mêmes recueilli des preuves d'attaques perpétrées par les combattants anti-balaka, et avons passé ces derniers jours à enquêter sur les massacres de civils musulmans à quelques kilomètres de là. L'un d'eux était un jeune berger blessé qui a été assassiné quelques heures après un entretien que nous avons mené avec lui dans un hôpital où il était soigné.

Pendant une demi-heure, face au Colonel Zabadi et à ses hommes qui prêtaient une oreille attentive, nous avons décrit par l'entremise d'un interprète qui relayait nos propos en arabe les violences commises à l'encontre de musulmans. Puis est venu le moment d'aborder les nombreuses atrocités perpétrées par ses propres troupes.

Nous avons relayé le récit d'un témoin chrétien : « *Chaque jour, ils assassinent des fermiers qui se rendent aux champs. Ils les chassent comme des animaux, en se cachant dans les buissons pour leur tendre une embuscade. Hier encore, ils ont tiré sur une mère se trouvant près de la rivière et ils ont laissé son corps avec son bébé pleurant à ses côtés.* »

J'ai également indiqué au colonel Zabadi que nous avions eu connaissance du meurtre par noyade des marchands chrétiens : « *Je sais que c'est vous qui en avez donné l'ordre car certains de ces hommes ont survécu.* »

La tension a commencé à se faire sentir au sein de tout le groupe. Le général Bahar a sorti un mouchoir pour essuyer la sueur perlant sur son visage.

J'ai ouvert mon sac à dos et déplié une douzaine d'images satellites montrant des villages que le colonel Zabadi et ses hommes avaient totalement incendiés. Je leur ai dit : « *Tous les points rouges correspondent aux maisons que vous avez brûlées. Plus de 400 à Ben Zambé. Plus de 300 à Zéré. Pas un foyer n'a été épargné dans ce village. Idem pour celui-ci.* » J'ai ajouté qu'il s'agissait de preuves directes qui pourraient être retenues contre lui devant la Cour pénale internationale en charge des poursuites pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Un silence pesant s'est installé.

Nous avons fait remarquer que la situation avait changé depuis que les forces françaises de maintien de la paix opérant sous l'égide des Nations Unies étaient arrivées. Au cours de ces derniers jours, les avions de guerre français avaient à plusieurs reprises survolé la ville de Bossangoa pour mettre en garde les groupes armés. Ces avions adressaient un message aux rebelles, leur ai-je expliqué : « *Imposez votre autorité par les armes et vous finirez à La Haye ; ou bien choisissez de traiter la population correctement et imposez votre autorité par le respect.* »

Mis au pied du mur, le colonel Zabadi n'a pas nié nos accusations. Il a déclaré qu'il souhaitait mettre en place des patrouilles communes avec les forces régionales de maintien de la paix pour encourager les chrétiens locaux à retourner chez eux. Nous avons signalé que, si cela devait se produire, il devait ordonner à ses troupes d'arrêter de tuer les personnes déplacées.

À ma grande surprise et à mon profond soulagement, notre rencontre s'est achevée en toute cordialité. Le général Bahar a promis de transmettre notre message au président à Bangui.

Le jour suivant, nous sommes revenus à l'improviste à la base des Séléka pour informer les commandants que les soldats de la paix africains avaient commencé à désarmer les milices chrétiennes. Nous avons trouvé le général Bahar et le colonel Zabadi en pleine discussion animée avec d'autres commandants Séléka, discussion au cours de laquelle les mots « *droits humains* » (en arabe) ont souvent été évoqués. Le général Bahar a ordonné aux combattants de rester dans leur caserne, de déposer leurs armes et de demander la permission avant toute sortie. Il a fini par dire : « *C'est notre dernière chance.* » Ses combattants l'obéiront-ils ? Seul l'avenir le dira.

Tragédie à la résidence de l'imam

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/07/point-de-vue-rca-tragedie-la-residence-de-limam>

Le 7 décembre, 2013 – Point de vue

Jeudi dernier dans la matinée, le photographe Marcus Bleasdale et moi-même avons rendu visite à l'imam de Bossangoa, en République centrafricaine (RCA), à son domicile dans le quartier musulman de Boro. La situation à Bossangoa était très extrêmement tendue alors que des bruits se répandaient sur les violents affrontements dans la capitale, Bangui, entre les forces ex-Séléka majoritairement musulmanes, qui dominent désormais le pays, et les milices à majorité chrétienne anti-balaka appuyées par des militaires déserteurs restés fidèles à l'ancien président renversé en mars, François Bozizé.

Au domicile de l'imam, nous avons rencontré Oumar Abakar, un jeune homme très maigre de 26 ans, nomade de l'ethnie peuhle, qui avait à un genou une blessure par balle gravement infectée et pouvait à peine se tenir debout. Il nous a dit qu'il séjournait dans un camp de pasteurs nomades au nord de Bossangoa lorsque ce camp a été attaqué par des miliciens anti-balaka. « *J'étais dans la brousse avec mes deux enfants* », a-t-il murmuré. « *Les anti-balaka sont arrivés et ont tiré deux balles sur moi avec leurs fusils bricolés. Et ils m'ont laissé là pour mort.* » Sur le chemin de Bossangoa, les anti-balaka ont encore attaqué les nomades à plusieurs reprises.

Préoccupés par sa blessure, nous avons proposé à Oumar de l'emmener à l'hôpital local pour qu'il soit soigné et reçoive un traitement aux antibiotiques. Il était réticent, craignant de traverser les quartiers chrétiens de Bossangoa, et inquiet au sujet de la montée de la tension en ville. Sa mère lui a conseillé d'y aller et l'a assuré qu'elle resterait avec lui avant qu'ils ne puissent retourner au camp de nomades, situé à plusieurs kilomètres de la ville.

Ousman a fini par sourire en levant un pouce après que sa blessure eut été pansée et qu'il eut reçu ses médicaments à l'hôpital. Quand nous l'avons ramené à la résidence de l'imam vers 14h00, nous avons remarqué que de nombreux magasins étaient en train de

fermer. Alors que nous repartions, des combattants de la Séléka lourdement armés sont arrivés en grand nombre dans des pick-up et nous avons compris que la situation allait mal tourner.

Alors que nous roulions à toute allure vers la base des soldats chargés du maintien de la paix de la Force multilatérale d'Afrique centrale (FOMAC) à quelques kilomètres de là, des gens terrorisés couraient dans tous les sens pour se mettre à l'abri, et des coups de feu et des explosions retentissaient de tous les côtés. Avec des centaines de civils apeurés, nous avons dû nous abriter à la base de la FOMAC pendant plusieurs heures, tandis que les combattants anti-balaka et de l'ex-Séléka s'affrontaient pour le contrôle de la ville et que des troupes de la FOMAC tentaient désespérément de protéger la population civile des combats et des massacres sectaires.

Hier, dès que nous avons pu nous déplacer sans trop de danger, nous sommes allés dans le quartier de Boro pour voir ce qui s'était passé pendant les affrontements de jeudi. Nous avons trouvé le quartier musulman désert et en partie incendié, la totalité de sa population d'environ 7.000 personnes ayant trouvé refuge, en compagnie de musulmans précédemment déplacés, à l'école Liberté, sous la double protection des troupes de la FOMAC et des combattants de l'ex-Séléka.

Quand nous avons retrouvé l'imam, cet homme qui avait déjà vu tant de drames était trop choqué pour pouvoir s'exprimer de manière cohérente et ne cessait de se prendre la tête dans les mains. Ses amis nous ont raconté la tragédie qui s'était produite, nous parlant à voix basse pour éviter d'aggraver le traumatisme de ceux qui pleuraient leurs morts juste à côté de nous.

Quand les combattants anti-balaka en majorité chrétiens ont lancé une attaque surprise sur le quartier musulman de Boro jeudi vers 14h00 – juste après notre départ – de nombreux habitants s'étaient réfugiés à la résidence de l'imam. Les combattants anti-balaka, appuyés par des déserteurs de l'armée nationale bien armés, se sont mis à massacrer à coups de machette les personnes qui n'avaient pas pu s'enfuir. Onze personnes, dont cinq femmes, ont été tuées devant la maison.

Nous nous sommes joints aux cérémonies de deuil. L'un des hommes est venu vers nous, tête baissée et en évitant nos regards, et nous a chuchoté une nouvelle que j'ai reçue comme un coup de poing dans le ventre: « *Nous sommes désolés mais les deux Peuhls que*

vous avez ramenés, le jeune homme et sa mère, eux aussi ont été massacrés.» Avec son genou grièvement blessé, Ousman n'avait aucune chance de s'échapper.

Un autre vieil homme est arrivé et tout le monde s'est rassemblé pour dire une prière à la mémoire des morts tandis qu'il était assis parmi eux, sanglotant. Je l'ai alors reconnu ; c'était Gara Iné, un riche commerçant musulman que j'avais rencontré le mois dernier après l'attaque de son enclos à vaches par les anti-balaka, qui avaient tué quatre de ses bergers peuhls et volé ses 680 vaches. Il nous avait présentés à deux femmes peuhles qui avaient été témoins de l'attaque et nous avaient décrit comment les assaillants avaient tué tous les hommes du camp, égorgéant le fils âgé de trois ans d'une des femmes, deux garçons âgés de 10 et 14 ans, et le mari de l'autre femme.

Maintenant, une nouvelle tragédie venait de frapper Gara. Sa femme Khadija, âgée de 35 ans, et son beau-frère Adei Abakar, 38 ans, étaient parmi les personnes tuées à coups de machette par les anti-balaka devant la maison de l'imam. La mère âgée de Khadija, Hamida Oumar, était à l'hôpital dans un état critique, avec de graves blessures à la tête. Nous avons présenté nos condoléances à Gara, en nous souvenant de son accueil chaleureux lors de notre récente visite.

Alors que nous regagnions notre voiture en silence, nous avons retrouvé un jeune garçon musulman, Zakaria, qui avait un bras en écharpe. Nous l'avions rencontré le matin même à l'hôpital, quand des combattants de l'ex-Séléka sont venus récupérer le corps d'un de leurs neuf camarades tués dans les affrontements de jeudi. Zakaria nous a raconté une nouvelle histoire terrible. Il était chez lui dans le quartier musulman quand des combattants anti-balaka et des déserteurs de l'armée lourdement armés ont fait irruption et lui ont tiré dans l'épaule et le bras, le laissant pour mort sur le sol. Tandis qu'il gisait inconscient, les assaillants ont pillé la maison familiale et ont mis le feu au toit de chaume. La chaleur dégagée par l'incendie lui a permis de reprendre conscience et il a pu s'échapper de justesse.

Les événements horribles du quartier de Boro à Bossangoa ne représentent qu'un échantillon de la tragédie qui se déroule actuellement à grande échelle en République centrafricaine. Depuis qu'elles ont renversé le gouvernement en mars, les forces de la Séléka, une alliance de groupes armés majoritairement musulmans, ont régné par les armes et par la terreur, attaquant et incendiant les villages chrétiens, tuant et blessant

d'innombrables personnes. Des centaines de milliers de personnes terrorisées ont dû fuir leurs habitations, créant une crise humanitaire.

Les éléments sont réunis pour que se produisent de nouvelles atrocités. Vendredi matin, après que des miliciens anti-balaka eurent chassé ses forces de plusieurs quartiers de Bossangoa, un commandant de la Séléka, le colonel Saleh, a rassemblé ses hommes et les a menés jusqu'aux abords d'un camp situé près de l'église catholique, où étaient réfugiés environ 35.000 chrétiens déplacés. Ses hommes ont tiré plusieurs salves de fusil lance-grenades dans le camp surpeuplé et ont menacé à plusieurs reprises de l'assaillir si les anti-balaka ne quittaient pas Bossangoa. Dans l'espoir d'éviter un massacre, les soldats de la force africaine de maintien de la paix ont négocié une issue à la crise en obtenant que les anti-balaka cèdent, sachant que le colonel Saleh n'aurait pas hésité à lancer une attaque meurtrière contre 35.000 civils.

Avec un bilan de 400 à 500 morts lors d'affrontements et de massacres similaires depuis mercredi à Bangui, où de nombreux cadavres jonchent toujours les rues, il n'y a guère de doute que la République centrafricaine se trouve au bord du précipice, avec un grand risque de voir se multiplier les massacres sectaires. La France a compris combien la situation est devenue critique et a déployé dans le pays des centaines de soldats supplémentaires pour protéger les civils, mais peine à mobiliser un soutien suffisant pour la création d'une force de stabilisation internationale plus importante sous commandement des Nations Unies. Aucun soldat français n'est encore arrivé à Bossangoa. Il n'y a plus de temps à perdre pour éviter un désastre.

Les soldats africains chargés du maintien de la paix sauvent la vie de civils à Bossangoa

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/05/rca-les-soldats-africains-charges-du-maintien-de-la-paix-sauvent-la-vie-de-civils-bo>

Le 5 décembre, 2013 – Point de vue

Il y a à peine un mois, il semblait que les troupes africaines de maintien de la paix déployées à Bossangoa, en République centrafricaine, se contentaient de gagner de l'argent en vendant de la bière glacée à la population locale. Mais aujourd'hui, ces mêmes troupes se sont courageusement portées au secours de civils qui se sont trouvés pris au milieu d'une bataille intense pour le contrôle de cette ville, située à 300 kilomètres au nord de la capitale, Bangui. La journée a démarré dans un climat de tension, après l'annonce que de violents affrontements se déroulaient à Bangui entre les forces ex-Séléka majoritairement musulmanes, qui dirigent le pays depuis mars dernier, et les milices à majorité chrétienne anti-balaka (« anti-machette») qui cherchent à les renverser. Des dizaines de personnes ont été tuées. La nouvelle s'est rapidement répandue que l'ancien commandant de la Séléka à Bossangoa, le général Yaya, était au nombre des victimes des combats de Bangui. La tension était palpable.

Les affrontements ont commencé à Bossangoa vers 14h00. Nous étions dans le quartier musulman, occupés à porter secours à un blessé ayant survécu à un massacre lorsque sont arrivés de nombreux véhicules transportant des combattants de l'ex-Séléka lourdement armés, prêts à se battre. En même temps que des centaines de civils, nous nous sommes précipités vers la base de la Force multilatérale d'Afrique centrale(FOMAC), qui pouvait offrir une sécurité relative. Contrairement à l'habitude, les soldats du maintien de la paix avaient laissé les portes de la base ouvertes. Trop souvent dans le passé, les troupes africaines et onusiennes de maintien de la paix ont fait très peu d'efforts, sinon pas d'efforts du tout, pour protéger les civils des environs des attaques par des groupes armés, fermant les portes de leurs bases et abandonnant les civils à leur sort quand les balles commençaient à siffler.

Alors que les combats s'intensifiaient, le commandant de la FOMAC, le capitaine Wilson de la République du Congo, a mobilisé ses troupes avec un sens de l'urgence et un courage remarquables, les déployant à travers la ville pour protéger les dizaines de milliers de personnes déplacées qui étaient réfugiées dans l'église catholique ou dans d'autres sites.

Quand je l'ai informé de la situation de la plupart des travailleurs humanitaires qui se trouvaient bloqués à l'intérieur d'une enceinte sur la ligne de front des combats, il a ordonné sans hésitation à ses troupes de se rendre sur place, parvenant à faire évacuer les travailleurs juste à temps.

Pendant des heures, les soldats de la FOMAC, déployés au milieu de violents combats, se sont activés pour maintenir une distance entre les belligérants et les civils vulnérables. Alors que la ville tombait aux mains des combattants anti-balaka, le capitaine Wilson a ordonné à ses hommes de boucler le quartier musulman, afin d'éviter des meurtres de représailles de la part de milices chrétiennes. Un des soldats de la paix de la FOMAC a été grièvement blessé à la poitrine durant les combats.

Étant donné que des combats se déroulent dans de nombreuses régions de la République centrafricaine, les dangers auxquels est confrontée la population civile ne peuvent qu'augmenter. Demain, malheureusement, nous compterons les victimes des violents affrontements d'aujourd'hui.

Mais l'attitude courageuse du capitaine Wilson et de ses soldats de la paix africains nous donne l'espoir que leurs efforts – dans le contexte élargi d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies – peuvent effectivement protéger la population civile.

Sanctionner les auteurs d'exactions

Auteur: Philippe Bolopion, Directeur auprès de l'ONU à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/12/05/sanctionner-les-auteurs-dexactions>

Le 5 décembre, 2013 – Op-ed Publié dans Le Monde

La crise centrafricaine n'a, à l'origine, rien d'une guerre de religion. Les rebelles de la Séléka (coalition de partis et de forces rebelles centrafricains hostiles au président déchu François Bozizé), venus des confins du nord, majoritairement musulmans, ne se sont pas emparés du pays, chrétien dans sa grande majorité, pour dénoncer leur marginalisation ou imposer l'islam. Ils ont profité de la déréliction de l'Etat pour lancer une campagne prédatrice qui s'est achevée par l'installation au pouvoir de Michel Djotodia, premier président musulman du pays, le 24 mars.

La tension n'est nulle part plus évidente qu'à Bossangoa, à 300 km au nord de Bangui. Autour de l'église ont trouvé refuge près de 36 000 réfugiés majoritairement chrétiens. Au niveau du tribunal et de l'école de Bossangoa, se trouvent près de 4 000 réfugiés peuls musulmans. Dans le village de Votovo, où coexistaient Peuls et chrétiens, non loin de Bossangoa, une centaine de combattants ont débarqué en annonçant : « On va exterminer tous les musulmans ! » Armés de machettes, couteaux, et de quelques armes automatiques, les miliciens ont rassemblé tous les Peuls au centre du village, séparant les hommes et garçons des femmes et des jeunes enfants...

SPIRALE DE VIOLENCE

Dans cette spirale de violence, les plus hauts dirigeants religieux du pays semblent jouer l'apaisement. L'archevêque de Bangui, Dieudonné Nzapalainga, le pasteur Nicolas Grékoyamé-Gbangou et l'imam Omar Kobine Layama ont formé une « plate-forme pour la paix » et tentent d'éteindre par les mots les incendies que d'autres allument par les armes.

A ceux qui tuent les musulmans au nom du « combat de la chrétienté », l'archevêque Nzapalainga a répondu : « N'utilisez pas la religion pour vous couvrir, les musulmans sont nos frères. » L'imam Kobine, qui avoue craindre « un génocide » contre la minorité musulmane, dénonce haut et fort les exactions de la Séléka, à tel point qu'il a été menacé

de mort.

Pour comprendre ce qui attend le pays si les divisions confessionnelles explosent, il suffit de se rendre à Zéré, un village fantôme qui baigne dans un silence angoissant, à 25 km à l'est de Bossangoa. Les attaques de la Séléka, puis celles des anti-balakas, ont laissé dans leur sillage plus de 300 maisons brûlées. L'église est en cendres, la mosquée a été détruite et le chef du quartier musulman assassiné. Les habitants vivent désormais dans la jungle, où la malaria fait des ravages.

Comment prévenir la fracture communautaire dans le reste du pays ? La première priorité est de mettre fin à l'impunité qui alimente les violences. La France doit exiger que les nouvelles autorités traduisent en justice les responsables, quels que soient leur camp ou leur rang. Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait donner l'exemple en sanctionnant les auteurs d'exactions. Mais l'urgence est de déployer une force de maintien de la paix crédible, capable de rassurer la population face à quelques poignées d'hommes en armes qui sèment la terreur.

LES INTIMIDATIONS DE LA SÉLÉKA

La force de l'Union africaine, la Misca, dont les effectifs doivent atteindre 3 600 hommes, est censée renforcer les 2 600 soldats sous-équipés de la Force multinationale d'Afrique centrale (Fomac), déployée par la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC). Ses hommes se font intimider par la Séléka et, au lieu de protéger les civils, assurent parfois, moyennant finance, la sécurité de particuliers ou vendent à prix d'or de la bière. La Fomac a certes ramené à Bangui un semblant d'ordre, mais elle n'est pas à la hauteur de la tâche.

Paris l'a compris, et a annoncé, avec le feu vert attendu du Conseil de sécurité, des renforts de près d'un millier de soldats français, en appui du détachement Boali de 400 hommes déjà sur place mais qui se limitait à protéger l'aéroport. Leur présence devrait aider la force africaine à mieux protéger les civils des attaques de la Séléka. Mais ils devront aussi contribuer à assurer que les musulmans, vulnérables, ne fassent pas les frais de représailles des milices d'autodéfense dites « anti-balakas » (« anti-machettes ») dans la foulée d'une possible débandade de la Séléka.

Pour prévenir l'escalade, et en dépit des réticences budgétaires des Etats-Unis, le Conseil de sécurité ne pourra pas faire l'économie d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Quelques milliers de casques bleus bien équipés et entraînés seront mieux à même de protéger les civils et de rétablir un minimum d'Etat de droit dans un pays exsangue et susceptible de basculer demain dans une horreur impensable et pourtant prévisible.

Comment un crime de guerre est visible de l'espace

Auteur: Josh Lyons, Analyste Imagerie Satellitaire à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/11/26/point-de-vue-rca-comment-un-crime-de-guerre-est-visible-de-lespace>

Le 26 novembre, 2013 – Point de vue

Les caractéristiques d'une attaque dévastatrice sont évidents – même sur des images satellitaires.

Des images prises par satellite de Camp Bangui, un village isolé de prospecteurs d'or en République centrafricaine, permettent de repérer des dizaines de « taches d'incendies » noires – vestiges carbonisés de plus de 200 habitations réduites en cendres à la suite d'une attaque perpétrée le 10 novembre par d'anciens combattants de la Séléka qui sèment la dévastation dans toute la région.

Ces images, enregistrées au matin du 23 novembre 2013, montrent qu'une grande partie du village a été incendiée, probablement volontairement, et que plus de 235 habitations – soit environ la moitié du village – ont été détruites. Le général Abdallah Hamat, qui commandait l'opération lors de l'attaque de Camp Bangui, a affirmé à Human Rights Watch que quatre habitations seulement avaient été incendiées pendant les combats.

Veuillez cliquer pour l'image satellite

Compte tenu de la présence d'arbres qui couvrent partiellement la vue du ciel, il est probable qu'un petit pourcentage d'habititations détruites ou gravement endommagées n'aient pas pu être repérées, ce qui laisse penser que les dégâts réels sont encore supérieurs à ce que les images satellite peuvent indiquer.

Camp Bangui n'est accessible qu'à pied ou à moto, par un étroit chemin de terre. Il est tellement isolé qu'on ne le trouve pas sur les cartes, de sorte que Human Rights Watch a établi sa position en relevant les coordonnées GPS du village lors d'une inspection de terrain après l'attaque. Le village avait été dévasté.

L'attaque de Camp Bangui constitue une violation du droit humanitaire international, qui interdit les agressions contre les civils et la destruction ou le pillage de biens civils. Les personnes qui ont ordonné ou effectué cette attaque se sont rendus responsables de crimes de guerre.

Human Rights Watch a d'ores et déjà recueilli des preuves détaillées, sous forme d'images satellite, d'incendies volontaires dans quinze autres villages et villes sur tout le territoire de la République centrafricaine et l'organisation a l'intention de surveiller activement l'évolution du conflit au cours des semaines et des mois à venir.

Alors que le conflit s'aggrave en République centrafricaine, avec pour conséquence des dizaines de villages rasés et des centaines de milliers de civils déplacés, Human Rights Watch s'emploie à documenter les graves violations des droits humains et crimes de guerre qui y sont commis, à la fois sur le terrain et grâce aux images satellite.

Les chercheurs de Human Rights Watch ont documenté directement la destruction de villages par d'anciens rebelles de la Séléka, récemment intégrés en principe au sein de l'armée nationale. Des raids punitifs menés par d'ex-rebelles de la Séléka contre des villages à prédominance chrétienne ont été suivis par des attaques de représailles contre des musulmans, donnant une nouvelle dimension sectaire alarmante au conflit.

En raison de l'échelle du conflit et des grandes difficultés d'accès à de nombreux villages reculés, Human Rights Watch a recours à l'imagerie satellite pour vérifier les informations qui lui parviennent sur de nouvelles attaques de villages et pour fournir des chiffres détaillés concernant les destructions d'habitations dans les zones du pays affectées par le conflit.

Veuillez cliquer pour l'image satellite

Veuillez cliquer pour l'image satellite

Point de vue: Ma rencontre avec le Général

Auteur: Lewis Mudge, Chercheur à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/11/25/point-de-vue-ma-rencontre-avec-le-general>

Le 25 novembre, 2013 – Point de vue

Cela peut sembler surréaliste, mais ma rencontre avec le Général Abdallah Hamat a commencé par une grande accolade. C'est un homme de forte carrure, qui remplit bien son uniforme militaire tout comme le costume élégant qu'il portait ce jour-là. Il me serre fort dans ses bras, d'un geste qui semble sincère. Toutefois, notre rencontre ce 15 novembre à Bangui, capitale de la République centrafricaine, n'avait rien d'un événement social. J'étais là pour poser des questions difficiles, des questions pouvant impliquer le général dans des crimes de guerre.

Ce n'était pas la première fois que je posais les yeux sur le général. Cinq jours auparavant, dans la petite ville de Gaga, j'avais vu Hamat rassembler ses hommes, d'anciens combattants de la Séléka censés servir dorénavant dans l'armée nationale, avant qu'ils n'attaquent le village de Camp Bangui. Il avait déjà confisqué des motos à des chauffeurs locaux afin de transporter ses hommes, mais il avait du mal à se procurer du carburant. Il a interpellé une petite foule rassemblée : « *N'y a-t-il ici aucun musulman loyal pour nous donner du carburant afin que nous puissions combattre l'ennemi ?* » La plupart des marchands se sont alors éloignés discrètement, mais certains, par peur ou par sentiment d'obligation, ont accédé à cette demande.

Le lendemain, des rumeurs faisant état de villages incendiés et de civils tués ont commencé à circuler.

Le 14 novembre, j'ai roulé en moto avec mon interprète sur une petite route, et au bout de quatre heures nous avons fini par arriver à la lisière de Camp Bangui. Nous pouvions sentir l'odeur des cadavres avant même d'arriver au village. Un jeune homme gisait mort en travers du chemin. Le village avait été dévasté. J'ai rapidement dénombré des dizaines de maisons incendiées. Une casserole contenant encore des restes de nourriture était posée sur un fourneau brûlé, à côté d'une chaise renversée. Il est rare de capter des instants

aussi intimes du moment où une personne tente d'échapper à la mort.

Nous avons réussi à trouver quelques personnes qui se cachaient à proximité du village abandonné. Elles ont confirmé que les ex-Séléka avaient fait irruption en tirant sur tous ceux qu'ils trouvaient. Les personnes que j'ai rencontrées avaient découvert d'autres corps dans les rues, mais personne ne connaissait le nombre exact des victimes. C'était trop dangereux de s'attarder pour les compter. Le bilan final ne sera peut-être jamais connu.

Pendant les six derniers mois, Human Rights Watch a rendu compte des atrocités perpétrées par les ex-Séléka, une coalition principalement musulmane qui a pris le pouvoir en République centrafricaine le 24 mars 2013. L'attaque contre Camp Bangui était la première occasion où j'étais témoin en République centrafricaine d'une responsabilité de commandement flagrante dans des atteintes aux droits humains.

Ainsi, lorsque je me suis entretenu avec le général, il m'a affirmé que ses forces à Camp Bangui avaient combattu l'ennemi, les anti-balaka, des groupes armés principalement chrétiens usant de représailles contre les exactions des ex-Seleka.

Quatre maisons seulement avaient été endommagées dans les combats, selon lui. « *Je l'ai vu de mes propres yeux* », a-t-il déclaré. L'attaque, a soutenu Hamat, était une « *intervention humanitaire* » qui devait permettre aux habitants de retourner chez eux en sécurité, après que les anti-balaka avaient été neutralisés.

L'attaque contre Camp Bangui constitue une violation des lois de la guerre, qui interdisent les attaques contre les civils, ainsi que la destruction et le pillage de biens civils. Les personnes qui ordonnent de telles attaques sont responsables de crimes de guerre. Les amabilités du général n'y changent rien.

Les habitants de la RCA font les frais de ce conflit de plus en plus sectaire entre les ex-Séléka et les anti-balaka. Mettre fin aux atteintes aux droits humains commises contre des civils – qui ont perdu leurs proches, tout sentiment de sécurité et le peu de biens qu'ils possèdaient – exige une attention internationale et des efforts plus concertés que ne peut offrir un seul homme sur une moto.

Des crimes de guerre commis par des ex-rebelles de la Séléka

Le commandant ayant mené l'attaque contre la ville de Camp Bangui devrait répondre de ses actes

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/11/24/republique-centrafricaine-des-crimes-de-guerre-commis-par-des-ex-rebelles-de-la-sele>

Le 25 novembre, 2013 – Communiqué de presse

(Bangui) – Des ex-combattants rebelles de la Séléka, théoriquement intégrés au sein de l'armée, ont pillé et incendié une petite ville de la République centrafricaine le 10 novembre 2013, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Le gouvernement de transition, dirigé par le Président par intérim Michel Djotodia, devrait immédiatement suspendre le commandant militaire qui a organisé l'attaque et ouvrir une enquête à son encontre.

Le 10 novembre, Human Rights Watch a vu le Général Abdallah Hamat, commandant militaire d'une grande partie de la province d'Ombella-Mpoko, rassembler ses hommes dans la ville de Gaga en vue de prendre part à une attaque lancée contre un groupe armé local, connu sous le nom d'anti-balaka, à proximité de la ville de Camp Bangui. Quatre jours plus tard, Human Rights Watch est arrivé à Camp Bangui et a trouvé la ville totalement détruite. Des survivants présents dans la localité ont déclaré que les forces de la Séléka étaient responsables de cette dévastation. Hamat et un autre haut officier de l'armée ont reconnu que leurs forces s'étaient rendues à Camp Bangui et que des combats y avaient eu lieu, provoquant quelques dégâts.

« *Le cas du Général Hamat est un test pour le Président Djotodia, qui a déclaré qu'il ne tolérerait pas de comportement anarchique de la part de forces se trouvant sous son commandement* », a fait remarquer Daniel Bekele, directeur de la division Afrique de Human Rights Watch. « *Si le gouvernement ne prend pas de mesures visant à enquêter et à poursuivre les responsables, ce type d'attaques ne cessera de se reproduire.* »

Hamat et d'anciens combattants de la Séléka ont perpétré de graves exactions à Camp

Bangui et devraient être traduits en justice, a souligné Human Rights Watch.

En raison de l'insécurité régnant dans la région, Human Rights Watch n'a pas été en mesure de confirmer le nombre de morts à Camp Bangui, ni les informations détaillées relatives aux combats. Cependant, des habitants ont signalé que trois cadavres trouvés après l'attaque étaient ceux de civils. Le nombre de morts est probablement plus élevé.

La Séléka, une coalition rebelle à prédominance musulmane dirigée par Djotodia, a renversé l'ex-Président François Bozizé le 24 mars dernier. Un rapport publié par Human Rights Watch en septembre décrit en détail les meurtres délibérés de civils – y compris de femmes, d'enfants et de personnes âgées – commis par la Séléka entre mars et juin, et confirme la destruction injustifiée de plus de 1 000 habitations, dans la capitale, Bangui, ainsi que dans les provinces.

Cherchant apparemment à prendre ses distances par rapport à ces exactions, le 13 septembre, Djotodia a officiellement dissout la Séléka, dont certains membres seraient originaires du Tchad et du Soudan. Les ex-rebelles de la Séléka sont en principe intégrés au sein d'une nouvelle « armée nationale », mais son commandement et son contrôle demeurent douteux. Le groupe, aujourd'hui qualifié d'ex-Séléka, continue de perpétrer des exactions en République centrafricaine.

Human Rights Watch s'est rendu dans la province d'Ombella-Mpoko le 10 novembre afin d'enquêter sur les meurtres de civils et les incendies de maisons qui s'étaient produits lors d'une bataille qui avait opposé des ex-Séléka aux forces anti-balaka en octobre à Gaga. Les anti-balaka – des groupes armés créés à l'époque de l'ex-Président Bozizé pour lutter contre le banditisme – sont à prédominance chrétienne et comprennent quelques soldats qui ont servi sous le régime Bozizé au sein des Forces armées centrafricaines (FACA). Au cours des dernières semaines, la violence et l'insécurité en République centrafricaine ont pris une dimension sectaire alarmante, les anti-balaka attaquant des civils musulmans en réaction aux exactions commises par les ex-Séléka.

Le 10 novembre, tôt le matin à Gaga, des ex-combattants de la Séléka qui quittaient la ville à moto ont informé Human Rights Watch qu'ils allaient « à Camp Bangui pour combattre les anti-balaka ». Plus tard dans la journée, le Général Hamat est arrivé à Gaga avec une douzaine d'hommes. L'un de ses officiers, le Colonel Ahmed Akhtahir, l'y a suivi,

également accompagné d'une douzaine d'hommes.

À Gaga, Hamat a réquisitionné des motos appartenant à des transporteurs locaux. Il a ensuite demandé du carburant et des « *dons* » à la population musulmane locale, s'adressant en arabe à la foule réunie : « *N'y a-t-il pas ici de musulmans loyaux qui donneront du carburant pour que nous puissions combattre l'ennemi ?* » Après avoir collecté du carburant et de l'argent, Hamat et Akhtahir ont emmené leurs forces à moto sur une route située dans une zone reculée, envahie par une végétation dense et menant à Camp Bangui, à au moins 25 kilomètres de Gaga et accessible uniquement à moto.

Le lendemain, le 11 novembre, lorsque Human Rights Watch a cherché à confirmer à Gaga les informations selon lesquelles une attaque toute récente avait été menée à Camp Bangui, le Commandant Ibrahem Yusef a cherché à dissuader Human Rights Watch de suivre « *nos hommes qui sont allés à Camp Bangui hier* » et de signaler l'incident.

Trois jours plus tard, Human Rights Watch s'est rendu à Camp Bangui et a découvert un corps sur la route à l'entrée de la ville, et senti l'odeur de corps en décomposition. Une fois à Camp Bangui, Human Rights Watch a trouvé une ville totalement dévastée. Les habitants avaient fui leurs maisons sans avoir eu le temps d'emporter des bagages. Des chaises étaient renversées, des marmites se trouvaient encore sur des feux qui s'étaient consumés. Le centre de la ville avait été complètement pillé, et la vaste majorité des habitations, abritant de 300 à 400 familles, avaient été incendiées.

La plus grande partie de la ville avait été abandonnée, mais quelques membres de la population locale étaient restés. Les témoignages des habitants faisaient systématiquement état d'une attaque menée par les forces de Hamat.

Un homme a expliqué à Human Rights Watch : « *Les combattants de la Séléka sont arrivés dimanche matin. Nous avons entendu des coups de feu du côté du terrain de football. Ils ont tiré en entrant dans le village, et les civils se sont enfuis.* » Un autre habitant a signalé : « *Dès que nous avons entendu les coups de feu, nous sommes partis en courant dans la brousse. Nous n'avions pas le temps de préparer nos sacs.* »

De nombreuses maisons ont été incendiées, et de la nourriture, des motos, des vêtements et des meubles détruits. Une femme a confié à Human Rights Watch : « *Ils ont pris toutes*

les choses de valeur qu'ils pouvaient emporter et ils ont brûlé le reste. » Des douilles de fusils d'assaut et des fragments de grenade jonchaient le sol.

Un habitant de Camp Bangui a confirmé que certains hommes du village avaient riposté à l'attaque des hommes de Hamat à l'aide de fusils de chasse artisanaux. On ignore si ces hommes étaient des anti-balaka, mais le groupe armé local avait une forte présence dans un village voisin.

La population survivante de cette localité vit maintenant dans la brousse près de la ville, sans habitation, sans médicaments, ni même la possibilité de bénéficier d'une aide humanitaire. L'attaque menée contre la ville constitue une violation du droit international humanitaire, qui interdit les attaques contre des civils ainsi que la destruction et le pillage de biens civils. Ceux qui ont perpétré ou ordonné l'attaque sont responsables de crimes de guerre.

« Sans une enquête plus approfondie, le nombre de personnes qui ont péri à Camp Bangui ne sera jamais connu », a fait remarquer Daniel Bekele. « Les attaques telles que celle-ci contre des zones peuplées provoquent des destructions massives et suscitent la peur au sein de la population de la République centrafricaine. »

Le 15 novembre, Human Rights Watch a rencontré le Colonel Idriss Ahamat, l'officier chargé du commandement à Gaga sous les ordres du Général Hamat. Il a déclaré au chercheur qu'il y avait eu une bataille à Camp Bangui : « *Certains anti-balaka se sont cachés dans les maisons et ces maisons ont dû être brûlées.* » Interrogé sur le nombre de maisons qui avaient été incendiées, il a répondu : « *Beaucoup... 200, peut-être 300.* » Il a expliqué par la suite que le feu avait été mis aux maisons par inadvertance par des balles qui avaient touché les toits végétaux. Interpellé par Human Rights Watch sur la possibilité que 200 maisons aient pu prendre feu à cause des balles, il a répondu : « *Il n'y a peut-être eu que 20 ou 30 maisons incendiées... parfois quand un incendie se déclare, il peut se propager d'une maison à l'autre lorsqu'elles sont très rapprochées.* »

Human Rights Watch a rencontré le Général Hamat le 15 novembre à Bangui. Le général a déclaré qu'il se trouvait à Camp Bangui le 10 novembre, mais il a minimisé les dégâts occasionnés : « *En arrivant à Camp Bangui, il y a eu un combat et quelques maisons ont été endommagées. Il n'y en a pas eu beaucoup, peut-être quatre maisons incendiées.* »

J'étais là après l'attaque contre Camp Bangui. Je l'ai vu de mes propres yeux. »

Hamat a démenti les accusations selon lesquelles ses troupes s'étaient livrées à des attaques contre des civils ou leurs biens, signalant à Human Rights Watch : « *Mes éléments n'ont pas le droit de causer des troubles. S'ils le font, je les sanctionnerai... Je veux la paix. Je veux que les gens rentrent chez eux.* »

Dans les rangs des forces de Hamat, Human Rights Watch a observé un grand nombre de soldats qui semblaient être des enfants. Interrogé à propos de l'âge d'un soldat apparemment très jeune qui portait un fusil d'assaut Kalachnikov, le Commandant Yusef a confirmé qu'il avait 8 ans et était « *bon tireur* ». Lorsqu'il s'est vu demander pourquoi il utilisait des enfants aussi jeunes dans les combats, Yusef a répondu : « *Les adultes s'inquiètent et parfois, vous devez leur donner des drogues, mais les enfants attaquent tout simplement sans battre en retraite.* »

Human Rights Watch s'est également entretenu avec Djotodia en novembre et lui a demandé quels efforts il avait déployés pour mettre un terme aux exactions commises par son armée et par les ex-combattants de la Séléka. Il a répondu : « *Je ne peux pas nier que certains de ces faits se soient produits, mais les responsables seront punis.* »

« *Il faut que le gouvernement de transition assure le contrôle de ses forces immédiatement et traduise en justice ceux qui ont supervisé ces effroyables exactions* », a souligné Daniel Bekele. « *Avec ces preuves, Djotodia ne peut prétendre qu'il n'était pas au courant de cette attaque. Il devrait suspendre Hamat avant que le général ne sème davantage le chaos au sein de la population, et il devrait ouvrir une enquête et engager des poursuites à l'encontre de tous les responsables de l'attaque menée à Camp Bangui.* »

“Ici, on vit et on meurt comme des animaux”

La République centrafricaine vit un "cauchemar" depuis que les rebelles de la Séléka se sont emparés du pouvoir

Auteur: Peter Bouckaert, Directeur de la division Urgences à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/11/19/ici-vit-et-meurt-comme-des-animaux>

Le 19 novembre, 2013 – Op-ed Publié dans le Courrier international

Traduction en français sur le site de Courrier International de l'article de Peter Bouckaert paru dans Foreign Policy le 14 novembre 2013.

Dans les écoles du nord de la République centrafricaine, les tableaux noirs affichent encore une date de la fin mars. Le moment où les rebelles de la Séléka se sont emparés du pouvoir et que le cauchemar a commencé. Depuis, ce groupe armé dont le nom signifie "alliance" en sango, le dialecte local, impose le règne de la terreur. Ses membres brûlent les villages l'un après l'autre, tirent au hasard de leurs pick-up sur les civils, exécutent des agriculteurs dans leurs champs, et assassinent des femmes et des enfants. Leur brutalité se propage jour après jour comme un cancer mortel.

Des centaines de milliers de personnes ont été contraintes de fuir leurs maisons pour se cacher dans la brousse, où les maladies ont déjà fait un nombre de victimes impossible à recenser. La région d'Ouham, la zone la plus touchée du pays, compte environ 170 000 déplacés [le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés avance le chiffre de 395 000 à l'échelle du pays].

40 000 réfugiés à la mission catholique de Bossangoa

Autour de Bossangoa, la préfecture de l'Ouham, on peut conduire pendant des heures sans croiser une seule âme dans les villages. Le bruit d'une voiture suffit à semer la panique le long des pistes défoncées. Les villageois les parcourent dans l'espoir de trouver un refuge.

Un jour, nous avons dû nous arrêter car le chemin était bloqué par des affaires qu'une famille avait abandonnées pour fuir dans la brousse en entendant notre voiture

s'approcher. Un petit garçon pleurait seul au bord de la piste : ses parents l'avaient perdu dans la course. Lorsqu'ils ont réapparu quelques minutes plus tard, ils ont expliqué qu'ils avaient marché toute la nuit pour atteindre Bossangoa, où environ 40 000 personnes s'entassent déjà dans des conditions catastrophiques autour d'une église. "Dans la brousse, les enfants meurent de la malaria ou de la fièvre typhoïde", nous a expliqué le père, épuisé. Avec sa famille, il avait fui leur petite ville après une attaque de la Séléka, qui avait fait des dizaines de morts à la mi-octobre. "Il n'y a pas de nourriture, mais la plupart des gens continuent à se cacher car Bossangoa est trop éloignée et les routes sont trop dangereuses."

Le nord, abandonné depuis un demi-siècle

Depuis son indépendance de la France en 1960, presque toutes les transitions politiques en République centrafricaine ont été entachées de violence, et les responsables rarement traduits en justice. Les événements récents ne font pas exception : la Séléka, une coalition composée de trois factions de rebelles qui s'opposaient chacune de leur côté au gouvernement central, a été créée fin 2012. Le président Bozizé n'avait pas tenu sa promesse de développer le nord du pays, une région marginalisée où la sécurité et les services sociaux sont quasi inexistants. Il n'a pas non plus appliqué les accords de paix sur le partage du pouvoir.

Après une offensive de plusieurs mois, la Séléka a pris le contrôle de Bangui, la capitale, et a renversé François Bozizé en mars. Presque tous les chefs et les combattants de la Séléka sont musulmans, une petite minorité de ce pays qui a souffert des discriminations dont se sont rendus coupables tous les dirigeants de la majorité chrétienne.

Il est possible que de nombreux membres de la Séléka ne soient même pas des Centrafricains, mais plutôt originaires du Soudan ou du Tchad. Michel Djotodia, un ancien chef de la Séléka autoproclamé président à la suite du coup d'Etat, a ordonné la dissolution des forces rebelles qui l'ont porté au pouvoir. Mais elles continuent à semer la terreur, notamment dans le nord du pays.

Le risque d'une guerre religieuse

Pour ne rien arranger, la fureur contre la Séléka est sur le point de dégénérer : les chrétiens organisent une violente résistance armée. Une femme musulmane se souvient des paroles d'un milicien chrétien pendant une attaque qui a fait des centaines de morts en septembre : "Les musulmans ne seront pas tranquilles tant que la Séléka n'aura pas

disparu." "Nous allons tuer tous les musulmans et nous allons tuer tout votre bétail", a déclaré le chef d'une milice à des villageois.

Sans intervention extérieure, la République centrafricaine pourrait s'enfoncer dans un profond conflit religieux intercommunautaire qui engendrera un carnage bien plus grave que ce dont nous avons été témoins jusqu'à présent.

Début novembre, les Nations unies ont même averti que le conflit actuel risquait de se transformer en génocide.

Le bilan humain, d'après ceux qui ont vu les violences ou y ont survécu, est d'ores et déjà bouleversant. L'une de ces victimes s'appelle Nicole Faraganda. Agée de 34 ans, elle a donné naissance à une petite fille le 9 octobre dans le village de Wikamo. Le lendemain, des combattants de la Séléka ont débarqué, ont détruit la route qui passait devant chez elle et ont mitraillé la population qui tentait de fuir. Nicole, plus lente que les autres villageois car elle se remettait de son accouchement, a été abattue par balle, tout comme son voisin âgé de 12 ans, Samuel Denamjora. Les soldats de la Séléka, ont d'abord pillé l'école et l'hôpital, avant de brûler les centaines de huttes aux toits de chaume du village.

Dans le village de Ndjo, vaste mais complètement déserté, nous avons demandé aux quelques habitants que nous avons trouvés de nous emmener jusqu'à leurs cachettes dans la brousse. Pendant plus de quatre kilomètres, nous avons dû marcher dans une rivière où l'eau nous arrivait à la taille et suivre des chemins étroits. Dans l'un de ces refuges, Placide Yamini, le médecin de Ndjo, avait enterré sa sœur décédée de la malaria deux jours plus tôt. Malgré ses compétences, il est incapable d'aider les malades : les combattants de la Séléka ont pillé l'hôpital et la pharmacie de Ndjo, le laissant sans aucun médicament. Sa minuscule trousse de secours contient un seul bandage et quelques instruments chirurgicaux. "Ici, on vit et on meurt comme des animaux", confie-t-il, contenant à peine sa colère.

Représailles à la machette

Ceux qui ont réussi à aller jusqu'à Bossangoa vivent dans des conditions misérables : les chrétiens déplacés ont investi chaque centimètre carré disponible autour de l'église catholique de la ville – le séminaire, la maison d'hôtes, la bibliothèque, les remises, le terrain de football et les champs alentour.

Le camp est si surpeuplé, bruyant et saturé par les fumées des fourneaux improvisés que l'on peut à peine se frayer un chemin entre les tentes. Minuscules, trop exiguës même pour deux personnes, elles sont pourtant occupées par des familles entières. Cette ville est une sorte de refuge pour les Centrafricains qui n'ont nulle part où aller. Même pour les musulmans. Car après avoir subi les violences de la Séléka pendant des mois, les chrétiens du nord du pays ont organisé une riposte armée.

Il y a des années, François Bozizé, le président déchu, avait créé des groupes d'autodéfense dans les villages pour lutter contre les coupeurs de route, ces bandes criminelles qui proliféraient. Ces milices, les antibalakas (le mot *balaka* signifie machette en sango) affrontent désormais la Séléka. Elles sont équipées d'armes de chasse artisanales, de couteaux et d'épées, tous décorés de fétiches colorés censés les protéger des balles. "Notre objectif est de libérer la population chrétienne du joug des musulmans", nous a affirmé un chef des forces antibalakas. "Nous ne sommes pas des rebelles, mais des jeunes organisés dans un but de légitime défense." Il est toutefois préoccupant de voir que les antibalakas ne ciblent pas uniquement la Séléka : à plusieurs reprises, ils ont aussi mis à sac des communautés musulmanes.

Le précédent du Darfour

A l'aube du 6 septembre, les forces antibalakas, qui coopèrent avec des militaires fidèles à François Bozizé, ont mené plusieurs attaques surprises – brutales et quasiment simultanées – contre des bases de la Séléka et des communautés musulmanes aux alentours de Bossangoa, faisant des dizaines de victimes. Tous les hommes musulmans, quel que soit leur âge, ont été exécutés. Le mari et le fils de Tala Astita, une femme de 55 ans, ont été abattus à coups de machette. Elle a réussi à s'en sortir en persuadant les assassins qu'elle était chrétienne. Elle s'est ensuite cachée pendant plusieurs semaines dans la brousse. Pour sauver la vie de son petit garçon de trois ans, elle lui a mis des boucles d'oreille afin qu'il passe pour une fillette.

Les forces antibalakas ont assailli des dizaines d'élevages appartenant à des musulmans, ont abattu des citoyens et ont volé des milliers de têtes de bétail. Le mépris des agriculteurs chrétiens à leur égard est bien antérieur au conflit actuel car ces nomades gardent souvent leur bétail dans les champs, détruisant les récoltes.

Les tensions entre les chrétiens sédentaires et les musulmans nomades montrent que les revendications territoriales représentent une dimension supplémentaire de la violence en République centrafricaine – tout comme au Darfour. Ce cycle infernal de violences interreligieuses s'intensifie de jour en jour et menace de se transformer en une véritable guerre religieuse.

Sécuriser l'action humanitaire

Jusqu'à présent, la réaction de la communauté internationale a été insignifiante. Une petite force militaire africaine, la Force multinationale d'Afrique centrale (Fomac), quitte rarement ses quartiers et laisse souvent la Séléka prendre le dessus.

Il est nécessaire de mettre en place une opération de maintien de la paix plus énergique, comme celle qui est actuellement déployée par les Nations unies dans le pays voisin, la république démocratique du Congo. Comme la Séléka s'en est pris à des organisations humanitaires, il est essentiel de renforcer la sécurité des ONG pour ne pas freiner les secours.

Pour l'instant, seule une infime partie de la nourriture, de l'eau et de l'aide médicale a pu être acheminée jusqu'aux populations déplacées. Les Centrafricains méritent d'une part d'être aidés de toute urgence, d'autre part d'obtenir justice, afin que les coupables des crimes commis soient tenus responsables de leurs actes. Enfin, ils méritent que le cercle vicieux de la violence et de l'impunité que subit la République centrafricaine depuis si longtemps soit brisé.

La mort d'un mot en République centrafricaine

Auteur: Lewis Mudge, Chercheur à Human Rights Watch

<https://www.hrw.org/node/123989>

Le 26 septembre, 2013 – Op-ed Publié dans Jeune Afrique

Jusqu'à sa dissolution il y a une dizaine de jours, la coalition qui avait renversé le gouvernement de la République centrafricaine (RCA) au mois de mars avait un nom de bon augure : "Séléka", qui signifie "alliance" en Sango, la langue principale du pays. Mais les actes des nouvelles autorités rebelles ont été tout sauf bienveillants.

Lors de mon séjour en RCA, entre avril et juin, je me suis entretenu avec bon nombre de victimes de la domination de la Séléka, qui a été marquée par l'accélération des meurtres arbitraires de civils, y compris de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Le nouveau rapport de Human Rights Watch, intitulé "Je peux encore sentir l'odeur des morts : La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine" enquête sur ces massacres perpétrés entre mars et juin dans la capitale, Bangui, et les provinces, et confirme la destruction délibérée de plus de 1 000 habitations.

Dans les villages en-dehors de Bangui, les habitants ont fui leurs foyers et vivent dans la brousse par crainte de nouvelles attaques. Un grand nombre de personnes meurent de blessures, de faim et de maladie. Dans des villages incendiés ou abandonnés, j'ai rencontré des habitants traumatisés qui me suppliaient de leur apporter de l'aide et de l'assistance.

La structure administrative civile de la RCA s'est effondrée. Dans la plupart des provinces, il n'y a plus de police ni de tribunaux. Les documents officiels ont été détruits, et les Centrafricains considèrent que la mémoire de la nation a été effacée.

Du point de vue humanitaire, on est au bord du désastre. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés dans les pays avoisinants ne cesse de croître. Les travailleurs humanitaires, qui tentent de répondre aux besoins les plus basiques de la population, sont eux-mêmes pris pour cible. Le 7 septembre, deux employés de l'organisation non gouvernementale française Acted (Agence d'aide à la coopération

technique et au développement) ont été tués. Selon les médias, des combattants de la Séléka seraient impliqués.

Au cours de l'année, lorsque je me suis entretenu avec des Centrafricains las de la guerre, plus d'un m'a confié que le Séléka avait non seulement fait entrer le chaos dans leur vie et tué des gens, mais que la coalition avait aussi tué un mot – "séléka" - qui était auparavant associé à la solidarité et à la compassion en temps difficiles.

Traditionnellement, lors des mariages, le terme "séléka" était utilisé dans tout le pays pour décrire l'alliance d'une femme et d'un homme ; des plaques sur lesquelles était inscrit ce mot étaient souvent présentées en tant que cadeaux aux jeunes mariés. "Séléka" était synonyme de solidarité en temps de crise. Même avant le coup d'État, la RCA devait faire face à des taux de mortalité, de maladie et d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés au monde.

Mais à présent, plus personne en RCA ne pourra utiliser ce mot sans songer à la signification qu'il a prise au cours des derniers mois. À Dekoa, une ville au nord de Bangui, quatre personnes ont été tuées et plus de 230 habitations ont été détruites par la Séléka en février, m'a raconté un pasteur épuisé. "Comment pourrais-je, en tant que pasteur bénissant un mariage, prononcer ce mot dans la maison de Dieu ? À partir de maintenant, "séléka" sera associé à ces meurtres. On ne prononcera plus ce mot dans notre église que pour se souvenir de cette période sombre".

D'une certaine façon, la partie la plus facile est de redonner au mot son sens prometteur initial. Le plus difficile, c'est de savoir comment faire pour venir en aide à ces populations. Bien que la prise de contrôle sanglante par la Séléka n'est aux yeux de beaucoup qu'un triste chapitre de plus dans l'histoire tumultueuse de la RCA, la France, entre autres pays, peut apporter une aide plus que nécessaire.

La France dispose d'environ 250 soldats en RCA depuis 2008, date à laquelle le pays a commencé à fournir un support logistique à la mission régionale de maintien de la paix d'alors. Depuis le coup d'État du mois de mars, la France a d'abord envoyé deux contingents supplémentaires en provenance du Gabon afin de protéger les intérêts français ; ces effectifs ont depuis été réduits. Néanmoins, j'ai remarqué que par leur simple présence, ces soldats décourageaient les exactions de la Séléka, car les

combattants de la coalition s'en prennent aux personnes faibles et non armées.

Le Président François Hollande a récemment mis l'accent sur la RCA, ancienne colonie française et pays peu connu hors de l'Afrique. Il a appelé les nations africaines voisines à s'engager davantage pour renforcer la protection des civils. La France devrait aussi apporter un soutien logistique et financier plus important aux forces de l'Union Africaine et à la mission de l'ONU. Par l'intermédiaire de son siège au Conseil de sécurité des Nations unies, la France devrait insister sur le besoin de mettre en place des sanctions ciblées visant les responsables de violations des droits humains, y compris les dirigeants de la Séléka.

En tant que membre d'une réelle coalition et d'une véritable alliance, la France peut contribuer à mettre un terme aux meurtres et aux pillages à l'encontre de populations parmi les plus vulnérables au monde.

République centrafricaine : Les nouveaux dirigeants commettent de terribles exactions

L'ex-coalition de rebelles Séléka devrait rétablir la sécurité et apporter une aide
<http://www.hrw.org/fr/news/2013/09/18/republique-centrafricaine-les-nouveaux-dirigeants-commettent-de-terribles-exactions>

Le 18 septembre, 2013 – Communiqué de presse

(New York) – La Séléka, une coalition de groupes rebelles qui a pris le pouvoir en République centrafricaine en mars, a tué plusieurs dizaines de civils non armés, selon un rapport de Human Rights Watch publié aujourd’hui. La Séléka a également participé à la destruction arbitraire de nombreux foyers et villages.

Le rapport de 84 pages, intitulé « ‘Je peux encore sentir l’odeur des morts’ : La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine », décrit les meurtres délibérés de civils – y compris de femmes, d’enfants et de personnes âgées – entre mars et juin 2013, et confirme la destruction délibérée de plus de 1000 maisons dans la capitale, Bangui, ainsi que dans les provinces. De nombreux villageois ont dû fuir leurs foyers et vivent dans la brousse, craignant de nouvelles attaques. Human Rights Watch a documenté les décès d’un grand nombre de personnes suites à des blessures, à la faim ou à la maladie.

« Les dirigeants de la Séléka ont promis un nouveau départ pour le peuple de la République centrafricaine, mais au lieu de cela ils ont mené des attaques à grande échelle contre des civils, se livrant à des pillages et à des meurtres », a déclaré Daniel Bekele, directeur de la division Afrique de Human Rights Watch. « Pire encore, la Séléka a recruté des enfants, dont certains n’ont pas plus de 13 ans, pour commettre certains de ces actes horribles. »

Human Rights Watch a mené des recherches approfondies dans le pays du mois d’avril au mois de juin, dont de nombreux entretiens avec des victimes, des proches de victimes et des témoins. Les chercheurs ont réuni des témoignages détaillés d’attaques à l’encontre

de civils à Bangui et dans les provinces.

La Séléka devrait selon Human Rights Watch mettre fin immédiatement aux meurtres et aux pillages, rétablir l'ordre et permettre l'accès à une aide humanitaire qui fait cruellement défaut. Les dirigeants de la Séléka devraient contrôler leurs forces, dénoncer les meurtres perpétrés par leurs membres et partisans, rétablir l'administration civile dans tout le pays, et assurer l'obligation de rendre des comptes pour les crimes commis.

Les organismes internationaux et les pays concernés devraient aider la mission de maintien de la paix de l'Union africaine à faire son travail et devraient imposer des sanctions ciblées contre les responsables d'atteintes aux droits humains, y compris des dirigeants de la Séléka.

« *La République centrafricaine connaît véritablement une crise ignorée en ce qui concerne la situation humanitaire et des droits humains* », a expliqué Daniel Bekele. « *Chassés de leurs foyers par la Séléka, un nombre incalculable de personnes vivent dans la brousse dans des tentes fabriquées à partir d'arbustes et de feuilles, et sans accès à la nourriture ni à l'eau. Elles ont besoin d'une aide ainsi que d'une protection immédiates.* »

Parmi les meurtres documentés par Human Rights Watch, la Séléka a tué 17 personnes dans le quartier Damala de Bangui le 27 mars. Le 13 avril, un véhicule de la Séléka a foncé dans un cortège funèbre. Les personnes en deuil, furieuses, ont jeté des pierres sur la Séléka, dont les membres ont ouvert le feu sur la foule, tuant au moins 18 civils sur le pont de Ngaragba près des quartiers d'Ouango et de Kassai. Les 13 et 14 avril, la Séléka a mené une vaste opération de pillage dans le quartier Boy-Rabe de Bangui, tuant des dizaines de civils, dont des enfants.

À l'extérieur de la capitale et hors de portée de la petite force de maintien de la paix de l'Union africaine, la Séléka a attaqué des villages en totale impunité. Human Rights Watch a pu établir que plus de 1 000 maisons ont été détruites dans au moins 34 villages dans le nord du pays, entre février et juin. Dans un cas, une autorité autoproclamée de la Séléka a coordonné les meurtres de cinq hommes qui ont été ligotés avant d'être exécutés.

Un témoin a déclaré : « *[Il] est allé de porte en porte dans le village pour demander aux gens de sortir de chez eux et de venir à une réunion pour parler avec les Séléka. Les premiers ont quitté leurs maisons, cinq d'entre eux, et ont été regroupés sous un arbre ...* »

ils étaient attachés ensemble par les bras. Ils ont ensuite été tués par balle l'un après l'autre. »

Le rapport signale également de nombreux meurtres de personnes associées à l'armée sous le règne du président déchu François Bozizé. Par exemple, le 15 avril, les forces de la Séléka ont contraint neuf hommes suspectés d'être d'anciens soldats à monter dans un véhicule et les ont conduits à la rivière Mpoko, à l'extérieur de Bangui. Des membres de la Séléka ont sommairement exécuté cinq d'entre eux. Les survivants ont décrit à Human Rights Watch étape par étape comment ils ont été conduits à la rivière, mis en ligne et préparés pour l'exécution jusqu'à ce qu'un membre de la Séléka se rende compte que les hommes n'avaient en fait pas été soldats sous Bozizé et épargne ceux qui n'avaient pas encore été tués.

Lors d'entretiens avec Human Rights Watch, des représentants du gouvernement de transition, dont beaucoup d'anciens dirigeants de la Séléka, y compris le président par intérim, Michel Djotodia, ont minimisé l'ampleur des massacres, affirmant que la plupart étaient l'œuvre de « *faux Séléka* » ou de partisans de Bozizé. Mais les recherches de Human Rights Watch indiquent un schéma cohérent d'exactions commises par des forces liées de manière crédible à la Séléka.

Human Rights Watch a également documenté des crimes qui avaient été commis sous Bozizé et a interrogé d'anciens prisonniers récemment libérés du centre de formation militaire de Bossembélé à l'extérieur de Bangui. Des détenus ont confié à Human Rights Watch qu'ils étaient retenus au secret et dans des conditions inhumaines durant des mois ou des années, et que nombre d'entre eux ont été torturés.

Ces derniers ainsi que d'autres sources ont expliqué à Human Rights Watch que Bozizé avait pour habitude de se rendre dans le centre et qu'il possédait à proximité une villa privée. Les détenus ont communiqué à Human Rights Watch les cas d'au moins deux hommes qui avaient été forcés de creuser des trous avant d'être abattus et enterrés par la Garde présidentielle. La majorité des détenus de Bossembélé étaient des musulmans du nord accusés d'être des rebelles.

La Séléka n'a pas enquêté sur les exactions commises par ses propres membres ni n'a poursuivi ces derniers en justice. Au lieu de cela, la Séléka a cherché à obtenir justice pour

des crimes commis par l'ancien gouvernement. Le 29 mai, le procureur national a annoncé un mandat d'arrêt international contre Bozizé, qui a fui la RCA ; des informations récentes indiquent qu'il se trouve en France.

L'absence d'enquêtes approfondies et de poursuites judiciaires a entamé la confiance du public envers le système judiciaire et le gouvernement rebelle, qui a promis des élections dans 18 mois.

« La Séléka a peut-être de vrais griefs contre l'ancien régime, mais rien n'excuse un tel niveau de violence contre les civils », a conclu Daniel Bekele. « La Séléka semble se concentrer davantage sur des actes de pillage visant diverses couches de la population que sur le rétablissement d'un gouvernement opérationnel qui puisse protéger les personnes contre les exactions. »

Ces dernières semaines, les violences se sont intensifiées dans le nord de la RCA, dans la région de Bossangoa. Le 7 septembre, deux employés de l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), une organisation non gouvernementale française, ont été tués près de Bossangoa. Leurs meurtriers seraient des combattants de la Séléka.

Le 13 septembre, le président par intérim, Michel Djotodia, a dissous la coalition Séléka et annoncé que les forces officielles de l'État étaient chargées de la sécurité. Aucun détail n'a été communiqué sur la manière dont ces forces allaient neutraliser les milliers de combattants de la Séléka dans tout le pays.

Un nouveau président mais toujours l'anarchie

Auteur: Lewis Mudge, Chercheur à Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/08/16/republique-centrafricaine-un-nouveau-president-mais-toujours-l-anarchie>

Le 16 août, 2013 – Point de vue

Michel Djotodia, le commandant rebelle qui a pris le contrôle de la République centrafricaine (RCA), sera officiellement investi ce dimanche dans les fonctions de chef de l'État. Il est censé diriger le pays jusqu'à des élections prévues fin 2014.

En mars, son mouvement rebelle, connu sous le nom de Séléka, a renversé l'ex-président François Bozizé, dont le régime a été caractérisé par de graves violations des droits humains. Mais jusqu'à présent, la Séléka en viendrait presque à faire regretter l'ère Bozizé aux Centrafricains – un tour de force.

Les membres de la Séléka ont commis en toute impunité de graves violations des droits humains dont le reste du monde a généralement été le témoin résigné ou indifférent.

Que peuvent attendre les Centrafricains de Djotodia? Si l'on en juge par ses cinq premiers mois au pouvoir, ce sera davantage d'anarchie et de mauvaise gouvernance.

La prise de la capitale, Bangui, le 24 mars, a été marquée par une vague d'assassinats, de viols et de pillages. Human Rights Watch a rapporté des enlèvements et exécutions par des combattants de la Séléka de personnes soupçonnées d'appartenir à l'armée nationale. Les rebelles ont tué des enfants sous les yeux de leurs parents et assiégié et pillé des quartiers entiers. Les journalistes basés à Bangui continuent de recevoir des menaces de mort.

Hors de la capitale, la situation est encore pire. Human Rights Watch a décrit comment les combattants de la Séléka ont tué des civils qui fuyaient leurs habitations, détruit des villages, pillé des écoles et des centres médicaux, et volé des réserves de céréales. De nombreuses personnes se sont enfuies dans la brousse et meurent désormais en plus

grand nombre de maladie, de faim et d'exposition aux éléments que sous les balles de la Ségréka. Sur le plan humanitaire, la Centrafrique est au bord de la catastrophe. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés dans les pays voisins ne cesse d'augmenter.

Sur le plan administratif, l'État a été éviscéré et de nombreux documents officiels ont été détruits. Il est impossible d'imaginer que des élections crédibles puissent se tenir dans un peu plus d'un an.

La RCA a été longtemps ignorée par le reste du monde mais cette tendance est peut-être sur le point de s'inverser. Le 5 août, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé à mettre fin à l'impunité pour les violations graves des droits humains commises en Centrafrique, y compris en envisageant des sanctions. Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a de nouveau prévenu en août que les crimes commis pourraient relever de la compétence de la Cour, soulignant que son bureau engagerait des poursuites si nécessaire.

Les forces de la Séléka tuent des dizaines de personnes et incendent des villages

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait sanctionner les leaders de la Séléka responsables d'exactions

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/06/27/republique-centrafricaine-les-forces-de-la-seleka-tuent-des-dizaines-de-personnes-et>

Le 27 juin, 2013 – Communiqué de presse

(Johannesburg) – Des membres de la coalition rebelle Séléka, qui a renversé le Président de la République centrafricaine François Bozizé le 24 mars 2013, ont pris pour cible et tué au moins 40 civils et ont intentionnellement détruit 34 villages ou villes depuis février dernier, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Au début du mois de juin, les chercheurs de Human Rights Watch ont recueilli des éléments de preuve détaillés concernant de nombreuses exactions dans des zones essentiellement rurales hors de la capitale, Bangui.

Le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) va soumettre un rapport sur la situation en Centrafrique au Conseil de Sécurité avant le 30 juin pour discussion au cours des semaines à venir. Le Conseil de sécurité devrait envisager des solutions pour renforcer le maintien de la paix hors de Bangui et adopter des sanctions individuelles à l'encontre des leaders de la Séléka responsables de graves atteintes aux droits humains, a précisé Human Rights Watch. Le Conseil de sécurité doit aussi exiger des autorités de transition une entière coopération avec la mission d'enquête mandatée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU concernant les abus commis dans le pays depuis décembre 2012.

« *Le monde semble l'ignorer mais la situation en République centrafricaine est véritablement catastrophique* », a expliqué Daniel Bekele, directeur de la division Afrique à Human Rights Watch. « *Les combattants de la Séléka tuent des civils et réduisent des villages en cendres tandis que des villageois meurent dans la brousse à cause du manque d'assistance.* »

Les Agences des Nations Unies et les organisations non gouvernementales humanitaires

doivent tout mettre en œuvre pour atteindre les populations affectées, évaluer leurs besoins et leur apporter une aide indispensable, a indiqué Human Rights Watch.

Les chercheurs de Human Rights Watch se sont rendus à Bangui et dans les provinces de Mbomou dans le sud-est du pays et de Gribingui et Ouham dans le nord. Human Rights Watch a été en mesure de confirmer que, lors des attaques sur 34 villages et villes, principalement menées par des combattants de la Séléka entre le 11 février et le 2 juin, plus de mille maisons ont été incendiées et au moins quarante civils ont été tués. Les forces de la Séléka ont pris pour cible certaines communautés pour étouffer leur résistance et les piller. Au cours de ces attaques, les soldats de la Seleka ont tiré sur des civils au hasard, selon les conclusions de Human Rights Watch.

Plus tôt en 2013, Human Rights Watch avait documenté de grave atteintes aux droits humains à l'encontre de civils, notamment des pillages, des exécutions sommaires, des viols et des actes de torture commis par des membres de la Séléka à Bangui.

En juin, les chercheurs de Human Rights Watch ont interrogé plus de cent témoins des attaques visant des civils. Dans la préfecture de Ouham, les témoins ont décrit le meurtre de treize civils dans les villages de Bade, Bougone et Gbodoro le 19 mai ; le meurtre de dix civils dans le village de Ouin le 1^{er} mai et le meurtre de cinq civils dans les villages de Boubou et Zéré les 18 et 20 avril. Human Rights Watch a aussi reçu des signalements dignes de foi de meurtres d'au moins douze civils dans la ville de Ouango dans la province Mbomou les 21 et 22 avril. Conformément au droit international humanitaire, le meurtre et le ciblage délibéré ainsi que le meurtre de civils constituent des crimes de guerre.

Des témoins ont raconté que les assaillants étaient des combattants de la Séléka en uniforme, parfois accompagnés de Mbarara armés – des éleveurs nomades qui se déplacent avec leurs troupeaux entre le Tchad et la République centrafricaine – qui circulaient à cheval ou à moto. La Séléka faisait feu sur les civils, souvent alors que ceux-ci s'enfuyaient. Un témoin dans le village de Gbade a raconté à Human Rights Watch : « *Lorsqu'ils sont entrés dans le village, ils ont commencé à nous poursuivre [et] à tirer sur les gens dans leurs maisons ou sur ceux qui couraient en direction de la brousse. La plupart des villageois ont été abattus d'une balle dans le dos alors qu'ils fuyaient.* »

Selon des témoignages, les forces de la Séléka et un représentant local autoproclamé,

Adoum Takaji, sont arrivés dans le village de Ouin le 1^{er} mai. Les villageois s'étaient enfuis dans la brousse en raison de violences ayant eu lieu quelques jours auparavant. Les membres de la Séléka et Adoum Takaji ont annoncé aux habitants qu'ils organisaient une réunion pour persuader la population locale de revenir dans leurs maisons.

Ils ont convaincu les habitants réticents de se rassembler, ont regroupé cinq hommes, les ont attachés ensemble et les ont abattus. Un témoin a raconté à Human Rights Watch : « *Un des [hommes] n'a pas été tué sur le coup, alors ils lui ont tranché la gorge avec un long couteau.* » Les combattants de la Séléka ont ensuite tiré sur les civils en fuite et tué cinq autres personnes. Tous les habitants du village ont fui vers la forêt voisine, où ils sont toujours.

Le ciblage des civils et les incendies de maisons ont forcé de nombreuses personnes à abandonner leurs villages. Human Rights Watch s'est entretenu avec des habitants des villages affectés, qui ont raconté qu'ils vivaient dans la brousse et les forêts environnantes. Les chefs des villages ont indiqué que des dizaines d'habitants, en particulier des personnes âgées, des nourrissons et des personnes malades, sont morts dans la brousse. Tous les villageois avec qui Human Rights Watch s'est entretenu vivent avec une assistance humanitaire minimale ou inexistante. Les conditions se sont aggravées depuis le début de la saison des pluies.

Les villageois des provinces de Gribingui et Ouham ont exprimé leur profonde préoccupation et leur peur de nouvelles attaques menées par les combattants de la Séléka. Un habitant du village de Boubou, qui vit dans la brousse craignant pour sa sécurité, a imploré les chercheurs de Human Rights Watch : « *Envoyez de l'aide... rapidement pour que nous puissions vivre dans le village au lieu de dormir dans la forêt comme des animaux.* »

Human Rights Watch a documenté la destruction de deux églises dans les villages de Yangoumara et Gbi-Gbi, et le pillage et la destruction d'une école à Yangoumara. Des témoins ont expliqué à Human Rights Watch que les forces de la Séléka ont mené des attaques en association avec des Mbarara armés. La destruction délibérée de biens civils, ainsi que de structures et de biens indispensables à la survie de la population civile, constitue également un crime de guerre conformément au droit international humanitaire.

Noureddine Adam, un général de la Séléka actuellement ministre de la Sécurité publique au sein du gouvernement de transition du pays, a nié que la Séléka était responsable de la moindre attaque documentée par Human Rights Watch. « *Ces attaques ont été commises par d'autres groupes armés avant notre arrivée* », a-t-il expliqué à Human Rights Watch. « *La Séléka n'est pas impliquée dans ces destructions de villages ni dans les meurtres.* »

Toutes les attaques documentées par les chercheurs de Human Rights Watch ont eu lieu dans des zones contrôlées par la Séléka. Les leaders de la Séléka sont en définitive responsables du comportement de leurs combattants et doivent enquêter efficacement sur les violations des droits humains et traduire en justice les responsables, a ajouté Human Rights Watch.

Dans les zones visitées par Human Rights Watch, aucune autorité de police ou de justice n'était présente. Le gouvernement de transition doit rétablir l'état de droit dans tout le pays en redéployant les autorités civiles locales.

Noureddine Adam a expliqué que quinze Préfets et commandants militaires avaient déjà été nommés et avaient reçu les ressources suffisantes pour exercer leurs fonctions. Il a précisé qu'ils seraient déployés prochainement pour rétablir une administration civile fonctionnelle.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit soutenir les efforts de maintien de la paix dans le pays et indiquer clairement qu'il prévoit d'adopter des sanctions ciblées à l'encontre des responsables de violations des droits humains graves, a déclaré Human Rights Watch. Dans un rapport au Conseil de sécurité le 3 mai, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a recommandé que des sanctions soient envisagées.

Le Conseil de sécurité de l'ONU doit aussi exprimer son soutien à la mission d'enquête en cours mandatée par le Conseil des droits de l'homme, exiger que le gouvernement de transition et les leaders de la Séléka coopèrent totalement, et charger le BINUCA de fournir toute l'assistance nécessaire à la mission.

La Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEAC), l'Union africaine, l'Union européenne, le Conseil de sécurité de l'ONU et la France doivent favoriser les efforts de maintien de la paix en République centrafricaine, a déclaré Human Rights Watch.

Ils doivent appuyer les efforts de la Mission de consolidation de la paix en République centrafricaine (MICOPAX), une force de maintien de la paix régionale conduite par la CEAC, pour déployer des troupes supplémentaires dans tout le pays. Ils doivent aussi favoriser le désarmement en cours des combattants de la Séléka à Bangui et lancer ce processus dans les provinces.

Des troupes supplémentaires et une police civile bénéficiant d'un soutien logistique suffisant et efficace à Bangui et dans les provinces devraient accroître la capacité de la MICOPAX à apporter sécurité et protection à les populations civile affectées.

Dans son rapport au Conseil de sécurité le 3 mai, le Secrétaire général a appelé les partenaires de la République centrafricaine à fournir une aide financière et logistique efficace à la MICOPAX. Le 14 juin, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale réunie à Libreville s'est engagée à renforcer la sécurité à Bangui.

« *Les chercheurs de Human Rights Watch, village après village, ont à chaque fois entendu le même appel de la bouche des habitants : ‘Ne nous abandonnez pas.’* », a déclaré Daniel Bekele. « *L'ONU et les autres acteurs doivent redoubler d'efforts pour venir en aide à ces populations largement oubliées.* »

De nombreuses exactions ont été commises après le coup d'État

Le nouveau gouvernement devrait empêcher les anciennes forces rebelles de commettre des abus

<http://www.hrw.org/fr/news/2013/05/09/republique-centrafricaine-de-nombreuses-exactions-ont-ete-commises-apres-le-coup-det>

Le 10 mai, 2013 – Communiqué de presse

(Bangui) – Des membres de la coalition rebelle Séléka, qui a renversé le président de la République centrafricaine François Bozizé le 24 mars 2013, ont commis de graves violations des droits humains à l'encontre des civils, notamment des pillages, des exécutions sommaires, des viols et des actes de torture, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui.

Quand la Séléka s'est emparée de Bangui, la capitale, les rebelles se sont livrés à une frénésie de pillages, assassinant des civils, violant des femmes et procédant à des règlements de comptes avec les membres des Forces armées centrafricaines (FACA), a constaté Human Rights Watch. Un grand nombre de ces meurtres ont été commis dans les zones urbaines et en plein jour.

« Si la coalition Séléka veut remédier aux abus commis par le précédent gouvernement, comme elle le prétend, elle devrait immédiatement mettre fin aux exactions atroces commises par ses propres membres », a déclaré Daniel Bekele, directeur de la division Afrique à Human Rights Watch. « Le nouveau gouvernement devrait prouver son attachement à l'État de droit en ouvrant des enquêtes sur les attaques perpétrées contre des civils par les troupes de la Séléka, et poursuivre leurs auteurs en justice. »

Séléka signifie « alliance» en sango, la principale langue de la République centrafricaine. Ce terme désigne une coalition de plusieurs forces rebelles qui se sont alliées dans le but de lutter contre les violations des droits humains et la pauvreté dans le nord-est du pays. Human Rights Watch a précédemment révélé, dans un rapport, que dans cette région en

2007, les forces armées fidèles au président Bozizé s'étaient livrées à des exécutions sommaires, des meurtres, des brutalités, des incendies d'habitations, des extorsions de fonds et des collectes illégales d'impôts, ainsi qu'au recrutement d'enfants qui étaient ensuite utilisés comme soldats, et à de nombreuses autres violations des droits humains.

Lors d'une mission de recherche de dix jours menée à Bangui fin avril 2013, Human Rights Watch a interrogé quelque 70 personnes, dont des témoins, des victimes, des défenseurs locaux des droits humains, des journalistes, des représentants de l'ancien gouvernement et de celui qui lui a succédé, ainsi que d'autres sources. Human Rights Watch a établi qu'un grand nombre de meurtres ont été commis par les forces de la Séléka à Bangui, après le coup d'État du 24 mars, et a recueilli des informations dignes de foi sur d'autres meurtres perpétrés par les troupes de la Séléka à travers le pays, entre décembre 2012 et avril 2013.

Les autorités du nouveau gouvernement ont affirmé à Human Rights Watch que les exactions documentées par l'organisation avaient été commises par d'anciens membres du gouvernement Bozizé ou par de « faux Séléka ». Noureddine Adam, ministre d'État chargé de la sécurité publique, a affirmé que la Séléka contrôlait ses troupes.

Cependant Human Rights Watch a interrogé de nombreuses personnes, y compris des témoins oculaires, qui ont fourni des éléments de preuve convaincants selon lesquels les forces de la Séléka étaient responsables de la majorité des exactions commises contre les civils, immédiatement avant et après le coup d'État. En outre, les commandants de la Séléka ne paraissaient pas maintenir la discipline dans leurs propres rangs, car Human Rights Watch a documenté plusieurs incidents dans lesquels des rebelles de la Séléka ont tué d'autres membres de cette coalition.

Human Rights Watch estime que les déclarations des témoins permettent d'établir qu'à l'échelle locale, les rebelles obéissaient aux ordres de leurs supérieurs les plus proches. Un témoin du meurtre d'un civil non armé qui tentait de s'enfuir a ainsi décrit la scène à Human Rights Watch: « *Le [commandant local] a donné l'ordre, puis elle a tiré.* »

« *Le gouvernement a l'obligation de contrôler les rebelles qui l'ont porté au pouvoir, d'empêcher que des exactions soient commises, et de punir ceux qui en commettent* », a conclu Daniel Bekele. « *Sans établir la sécurité, le gouvernement ne sera pas en mesure de gouverner efficacement ou de protéger les civils.* »

Human Rights Watch appelle le gouvernement de la République centrafricaine et les autorités de la Séléka à:

- Restaurer l'État de droit et l'ordre public dans les 15 provinces qu'ils contrôlent, en y affectant d'urgence des commandants de zone, sous l'autorité des ministères de la Sécurité publique et de la Défense;
- Rétablir les institutions sur tout le territoire, y compris la police, la gendarmerie et l'armée régulière;
- Déclarer publiquement que le gouvernement ne tolère pas les attaques contre les civils et traduira en justice les responsables de pillages, de meurtres, de viols et d'autres violations graves du droit humanitaire international et des normes internationales en matière de droits humains;
- Assurer aux victimes d'exactions un accès à des services, notamment médicaux,, en accordant une attention particulière aux femmes et aux filles ayant survécu à des violences sexuelles;
- Soumettre à des enquêtes et poursuivre en justice toutes les personnes présumées responsables des récentes exactions, même si elles sont membres de la Séléka, dans le cadre de procès équitables et crédibles tenus en conformité avec les normes internationales; et
- Mettre sur pied la Commission nationale d'enquête annoncée par le Décret présidentiel n° 13.040 du 26 avril 2013, et lui permettre de lancer sans tarder des investigations approfondies et indépendantes sur les accusations de violations des droits humains commises par toutes les parties, y compris mais pas seulement, les rebelles de la Séléka.

En outre, Human Rights Watch appelle les Nations Unies (ONU) à s'occuper d'urgence des questions suivantes:

- Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA) devrait s'assurer que son Unité chargée des droits humains et de la justice surveille de près et rende compte des violations des droits humains passées et actuelles en République centrafricaine;
- Le Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) devrait déployer en République centrafricaine une mission d'observation chargée de documenter et

- d'enquêter sur les violations des droits humains commises depuis décembre et d'en rendre compte dans un rapport. L'équipe menant cette mission devrait inclure des enquêteurs qui soient qualifiés pour documenter des violences sexuelles;
- Lors de sa session de juin, le Conseil des droits de l'homme devrait examiner ce rapport d'enquête du HCDH et nommer en République centrafricaine un expert indépendant en matière de droits humains;
 - Le Conseil de sécurité devrait élargir le mandat de la Section des droits humains et de la justice de la mission de consolidation de la paix, quand le mandat de celle-ci sera discuté cette année; et
 - Les organes compétents de l'ONU, dont le HCDH et le BINUCA, devraient fournir un appui à la Commission nationale d'enquête et exhorter le gouvernement à aller de l'avant pour s'acquitter de son obligation de traduire en justice les responsables d'exactions.

Enfin, la procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, devrait continuer de suivre de près les événements en République centrafricaine. Son bureau avait ouvert en 2007 une enquête sur ce pays, à la demande du gouvernement *centrafricain, le pays étant un État partie à la CPI. Le 22 avril, Fatou Bensouda a déclaré qu'elle examinait de très près « les affirmations selon lesquelles des crimes relevant de la compétence de la Cour auraient été commis en République centrafricaine, notamment des attaques contre des civils, des assassinats et des pillages». Le pillage, le viol et le meurtre, y compris sous forme d'exécution sommaire, constituent des crimes de guerre, selon le statut de la CPI.*

Contexte

Environ 5.000 combattants de la Séléka se sont emparés du pouvoir en renversant le gouvernement du président Bozizé par un coup d'État le 24 mars, à l'issue d'une offensive militaire lors de laquelle ils avaient marché sur Bangui, la capitale, en venant du nord de la République centrafricaine. Cette offensive a fait suite à l'échec et à l'abandon d'un accord de partage du pouvoir, l'Accord de Libreville de janvier 2013, qui avait instauré un gouvernement d'union. Les Nations Unies et l'Union africaine ont condamné le coup d'État.

La coalition Séléka compte au moins quatre principaux groupes rebelles armés qui sont actifs dans la partie nord du pays depuis 2003: la Convention des patriotes pour la justice et la paix, la Convention des patriotes de Salvation et Kodro, le Front démocratique du

peuple centrafricain et l'Union des forces démocratiques pour l'unité.

Le sac de Bangui

Le 23 mars, la Séléka a remporté une âpre bataille contre des membres des Forces armées de l'Afrique du Sud (*South African Defence Force*), qui étaient dans le pays aux termes d'un accord entre l'ancien président centrafricain François Bozizé et le président sud-africain Jacob Zuma, et ont pu entrer librement dans Bangui. Les troupes de la Séléka ont immédiatement saccagé et pillé la capitale. L'une de leurs premières cibles a été la cathédrale de Bangui, où les rebelles sont entrés, ont tiré en l'air et dévalisé les fidèles.

Les membres de la Séléka ont eu recours à la violence contre les civils durant le pillage. Un homme qui a reçu une balle dans la gorge mais a survécu a déclaré à Human Rights Watch: « *Un combattant de la Séléka m'a dit 'Allez, donne-nous ton argent'... J'ai dit que je n'avais pas d'argent ...il m'a mis en joue avec son [arme] et a tiré. La balle m'a frappé juste sur le dessus de la tête du côté droit. J'ai pensé, 'Ça y est, je suis mort.' Il m'a tiré dessus une seconde fois et la balle m'a frappé à l'épaule gauche et est ressortie par ma gorge.* ».

Human Rights Watch s'est entretenu avec de nombreuses personnes qui ont toutes décrit les mêmes faits: tout a été pillé. Un témoin a dit à Human Rights Watch: « *Ils ont tout pris dans la maison, le lit, les matelas, les vêtements, tout ce qui a de la valeur. Ils n'ont laissé que le vieux lit de ma grand-mère. Ils ont même pris les meubles du salon.* ».

Pendant le weekend des 13 et 14 avril, les forces de la Séléka ont effectué une opération dans le quartier de Boy-Rabe, où vivent des membres des forces de sécurité de l'ancien gouvernement.

De nombreux témoins ont raconté à Human Rights Watch que des camionnettes pick-up de la Séléka sont entrées à Boy-Rabe aux premières heures du 14 avril, qui était un dimanche. Les forces de la Séléka ont tiré sans discernement sur les civils pour les mettre en fuite avant que leurs hommes pillent leurs maisons. Un résident a déclaré: « *Je les ai vus tirer sur nous, sur le peuple. C'est la technique de la Séléka, de venir et de piller. S'il y a du monde, ils n'hésitent pas à tirer pour les faire partir. Parfois ils tuent des gens, parfois non.* ».

Pillage et saccage sont strictement interdits par le droit international et aux termes du

Statut de la Cour pénale internationale, « piller une ville ou une localité, même si elle a été prise d'assaut», constitue un crime de guerre dans les conflits armés non internationaux.

Exécutions sommaires et meurtres de civils par des membres de la Séléka

Les forces de la Séléka se sont aussi livrées à d'autres tirs sans discernement sur des civils dans des quartiers de Bangui, comme Boy-Rabe et Ouango. Plusieurs témoins ont indiqué à Human Rights Watch que le 14 avril, ils avaient vu des membres de la Séléka tirer sur trois jeunes hommes non armés qui tentaient de fuir. Au moment où ils traversaient une avenue, l'un d'eux a reçu une balle dans la tête. Human Rights Watch a recueilli des informations dignes de foi selon lesquelles de nombreux autres civils ont été tués ou blessés par balles par les troupes de la Séléka à Boy-Rabe, alors qu'ils tentaient de fuir devant l'arrivée des rebelles.

Des témoins ont affirmé que si des civils essayaient d'empêcher les combattants de la Séléka d'entrer chez eux ou de piller leurs biens, ils étaient abattus. Le 14 avril, un résident de Boy-Rabe a permis à d'autres civils qui fuyaient des membres armés de la Séléka de se réfugier chez lui. Quand les soldats de la Séléka ont exigé d'entrer, le résident a refusé. Il a reçu deux balles dans la poitrine et est mort quelques minutes plus tard.

Le lendemain, des hommes de la Séléka ont pris pour cible la maison d'un homme connu pour être un chauffeur de camion. Les combattants, qui voulaient s'emparer de son camion, ont tiré en l'air et l'ont sommé de sortir. Il a raconté à Human Rights Watch: « Ils ont cessé de tirer et ma femme s'est approchée de la porte. Mais ils ont enfoncé la porte à coups de pied et ont tiré sur elle. [Notre] bébé, qui était dans ses bras, a reçu une balle dans la tête, puis ma femme a reçu des balles dans la tête et dans la poitrine». La femme et le bébé de cet homme sont mortes sur le coup. Les troupes de la Séléka l'ont ensuite forcé à les mener à son camion, à trois kilomètres de là, et ont menacé de le tuer s'il ne parvenait pas à le faire démarrer.

Deux commandants de haut rang de la Séléka ont affirmé à Human Rights Watch que les unités qui se trouvaient à Boy-Rabe les 13 et 14 avril effectuaient des opérations de désarmement. Mais les résidents de Boy-Rabe ont affirmé qu'aucun élément des Forces armées centrafricaines (FACA), ni d'aucun groupe armé, à l'exception des rebelles, ne se trouvait dans le quartier. Selon les témoins, les forces de la Séléka ne recherchaient pas d'armes ou ne cherchaient pas à désarmer quiconque, mais à piller le quartier.

Après le saccage de Boy-Rabe, les forces de la Séléka ont procédé à des exécutions sommaires de civils dans la région de Bangui, en particulier ceux qu'ils soupçonnaient d'être membres de l'armée. Lors d'un incident le 15 avril, les forces de la Séléka ont capturé neuf hommes des quartiers de Boy-Rabe et Fouh qui étaient ensemble dans la rue, puis ont exécuté sommairement cinq d'entre eux.

Human Rights Watch a interrogé trois des survivants. Ils ont affirmé que les combattants de la Séléka avaient interpellé les neuf hommes alors qu'ils marchaient vers Boy-Rabe et leur avaient dit: « *Vous êtes des Gbaya [le groupe ethnique auquel appartient le président déchu] et vous êtes membres des FACA*», et les avaient fait monter de force dans une camionnette pick-up. Dans la camionnette, les combattants de la Séléka les ont alors lardés de coups de couteaux. « *Ils nous avaient fait étendre sur le ventre et ils nous poignardaient à l'aveuglette*», a raconté un survivant. « *Ils étaient contents et nous disaient: 'Ha! Vous êtes des militaires et vous êtes en notre pouvoir!' Quand nous protestions, ils nous poignardaient de nouveau*».

Les neuf hommes ont été emmenés à travers Bangui et alors que la camionnette s'était arrêtée, ont entendu une conversation entre les soldats de la Séléka qui étaient avec eux et un officier, qui semblait être un commandant responsable du secteur. Le commandant a demandé qui étaient les neuf hommes et les combattants ont dit qu'ils étaient membres des FACA. Le commandant a alors donné l'ordre de les emmener.

Les neuf hommes ont été amenés près du fleuve Mpoko, au sud-ouest de Bangui, près du quartier de Bimbo. Ils ont été forcés à descendre de la camionnette et à marcher jusqu'au bord du fleuve. Après avoir aligné les neuf hommes, les soldats de la Séléka en ont abattu cinq. Leurs corps ont basculé dans l'eau. « *Quand ils étaient en train de les abattre, j'ai cru que pour moi, tout était fini*», a dit un des survivants.

Les raisons pour lesquelles les quatre survivants n'ont pas été abattus ne sont pas claires. Certains de ceux qui ont été interrogés ont indiqué qu'un membre de la Séléka, originaire du sud du pays, avait demandé au commandant de les épargner. Les quatre survivants ont été par la suite libérés et reçoivent des soins médicaux pour les coups de couteau reçus, blessures que Human Rights Watch a pu constater. Les hommes ont affirmé qu'ils n'étaient pas membres des FACA.

Selon des témoins, les forces de la Séléka ont également tué des civils non armés sur le pont de Ngaragba à Bangui, à proximité des quartiers de Ouango/Kassai. Selon des informations obtenues par Human Rights Watch, les forces de la Séléka ont tué environ 18 personnes au pont de Ngaragba et dans le quartier de Ouango le 13 avril.

Ce jour-là, des éléments de la Séléka circulant sur le pont à bord d'un véhicule dont le chauffeur conduisait imprudemment, ont heurté un convoi funèbre de civils qui accompagnaient un cercueil vers le cimetière du lieu. Furieux, les civils qui participaient à la procession ont commencé à lancer des pierres sur les troupes de la Séléka. En quelques minutes, des renforts de la Séléka sont arrivés. Ils ont tiré dans la foule un projectile qui a été décrit par des témoins comme étant une roquette, puis ont tiré sans discernement sur les civils qui tentaient de fuir la scène en direction de leurs maisons dans le quartier de Ouango. Human Rights Watch a vu de nombreux véhicules de la Séléka qui étaient équipés de lance-roquettes.

Un témoin a déclaré à Human Rights Watch avoir vu les forces de la Séléka tuer un prêtre qui appelait au calme: « *[Il] s'est avancé à pied vers des éléments de la Séléka qui étaient à bord d'un pick-up, brandissant une Bible et les appelant à cesser de tirer ...[il] a été abattu par deux combattants de la Séléka* ».

Un autre témoin a affirmé à Human Rights Watch que les hommes de la Séléka tiraient sur des femmes et des enfants: « *Après que le convoi de la Séléka a commencé à tirer sur la foule, une femme portant un bébé sur son dos qui passait dans la rue près du pont a été abattue par un combattant de la Séléka et laissée dans la rue, morte, avec son bébé qui pleurait sur son dos* ».

Le 12 avril, vers 4h00 de l'après-midi, un projectile similaire à une roquette est tombé dans un champ dans le quartier de Walingba à Bangui, où des enfants jouaient au football, selon des témoins. Douze enfants, âgés de 9 à 12 ans, ont été gravement blessés par l'explosion, dont trois ont dû être amputés d'un membre.

Viols

Human Rights Watch n'a pas été en mesure d'estimer combien de femmes et de filles auraient été violées par des membres de la Séléka, mais ses chercheurs ont interrogé deux

survivantes de viols à Bangui, ainsi que les parents d'une troisième. Une des survivantes a dit:

Le lendemain de la prise de Bangui, j'étais dans ma maison, où j'habite avec ma jeune sœur ... quand de nombreux combattants de la Séléka sont arrivés dans le quartier. J'ai 33 ans et ma sœur 23 ans. Elle était enceinte de 8 mois quand ils nous ont violées le 25 mars. Ils ont tiré en l'air devant la maison. Deux hommes armés sont entrés, nous ont menacées et nous ont forcées à nous déshabiller et à nous allonger sur le sol.... Ils nous ont tous les deux violées, l'un après l'autre. Ils criaient des gros mots en sango et en arabe. L'un d'eux criait le mot *charmouta* (prostituée en arabe) pendant qu'il me violait. Puis ils sont partis. Notre voisin nous a emmenées à l'hôpital communautaire où ma sœur a perdu son enfant le lendemain.

Une autre survivante, mère de trois enfants, a été agressée sexuellement chez elle par des combattants de la Séléka lors de l'attaque du quartier de Boy Rabe le 14 avril:

J'étais chez moi avec mes enfants lorsque de nombreux hommes en armes sont arrivés dans des pick-ups devant ma maison. Trois d'entre eux sont entrés chez moi, ont pointé leur kalash [leur fusil kalachnikov] sur moi, m'ont attachée devant mes enfants et m'ont violée. Après quoi, ils ont pillé ma maison et sont partis. Maintenant, je suis seule avec mes enfants. Mon mari m'a abandonnée le lendemain du viol. Je ressens des douleurs. J'ai peur et je n'ai plus rien.

Les parents d'une survivante de viol ont raconté à Human Rights Watch que leur fille, âgée de 14 ans, avait été violée par des soldats de la Séléka après qu'ils eurent pillé leur maison. Tandis que les soldats de la Séléka tenaient les parents en joue, l'un d'eux a emmené la fille dans la véranda et l'a violée. Les parents l'entendaient pleurer. Quand ce fut fini, les membres de la Séléka ont dit aux parents: « Nous avons fait ce que nous étions venus faire».

Prise pour cible de membres des FACA

Après le succès du coup d'État le 24 mars, de nombreux membres des FACA se sont cachés

à Bangui ou ont abandonné leurs postes en raison de l'insécurité et par crainte pour leur vie. Human Rights Watch a documenté plusieurs exécutions extrajudiciaires de membres des FACA par des membres de la Séléka.

Dans un de ces incidents, un homme qui avait travaillé comme chauffeur dans l'armée a été forcé par des membres de la Séléka à conduire des véhicules jusqu'au Tchad, selon des membres de sa famille et des témoins. Quelques jours après son retour, des éléments de la Séléka sont venus chez lui pour le tuer. Ils ont attaqué sa maison mais le chauffeur a pu s'échapper par une fenêtre. Mais le lendemain, les forces de la Séléka l'ont capturé près du quartier de Kilo 5, à environ cinq kilomètres au nord-ouest de Bangui. Un témoin a dit à Human Rights Watch: « *Je l'ai vu de mes propres yeux, assis dans la camionnette de la Séléka. Ils avaient déjà commencé à le passer à tabac.... Il ne voulait pas montrer qu'il me connaissait. Il pleurait.* » Son corps a été retrouvé plus tard, près du siège de la Croix-Rouge. Il avait été abattu de plusieurs balles.

Des témoins ont également dit à Human Rights Watch que les forces de la Séléka avaient exécuté sommairement, le 17 avril à Bangui, un homme qui était sergent dans les FACA. Le sergent a reçu un coup de téléphone d'un homme qu'il connaissait, lui demandant de venir à une réunion, mais quand il est arrivé, les forces de la Séléka l'ont arrêté.

Des membres de sa famille se sont rendus dans plusieurs postes de police de la capitale pour tenter de le retrouver. Après des heures de recherche, ils ont entendu dire que des cadavres avaient été découverts à l'extérieur de Bangui, au pont de Sceaux, dans un secteur appelé PK 15, et se sont rendus sur place. Ils ont trouvé le corps du sergent, qui portait des signes de torture, des impacts de balles et des blessures à la machette. Des témoins qui s'étaient rendus près du pont ont indiqué à Human Rights Watch que les cadavres de sept autres militaires des FACA y avaient été découverts.

La réponse du gouvernement

Human Rights Watch a interrogé des responsables gouvernementaux représentant la Séléka, dont le président Michel Djotodia, le ministre de la Sécurité publique Noureddine Adam, le ministre des Eaux et forêts Mohamed Moussa Dhaffane et le ministre de la Justice Arsène Sende.

Tous ces dirigeants ont reconnu que des abus avaient été commis à Bangui après que la

coalition se fut emparée de la capitale, mais ils ont tous accusé des membres des forces armées du précédent gouvernement et des milices pro-Bozizé d'être responsables des pillages et des autres violations des droits humains. Ils ont affirmé qu'une centaine de « faux » combattants de la Séléka avaient été arrêtés et étaient gardés à vue, dans l'attente d'être inculpés.

Le président Djotodia a créé par décret une Commission nationale d'enquête chargée de mener des investigations et de produire un rapport sur les crimes et les violations des droits humains commis dans tout le pays depuis 2002. Interrogés au sujet de cette commission, le président et le ministre de la Justice ont tous deux affirmé que cette commission aurait pour mandat d'enquêter sur les exactions commises non seulement sous le précédent gouvernement, mais aussi par les troupes de la Séléka depuis décembre 2012.



Halima (au centre), une musulmane âgée de 25 ans, vit sous la protection de l'Église catholique, après le massacre de plus de 80 musulmans par les milices anti-balaka à Bossemptélé, en République centrafricaine. Son mari et son beau-père étaient parmi les morts et ses trois enfants, qui s'étaient enfuis à l'arrivée des assaillants, n'ont pas été revus depuis. 3 mars.

© 2014 Peter Bouckaert/Human Rights Watch